



United Bank for Africa Plc
RC 2457



Rapport et Comptes annuels 2011



AFRICA ■ LONDON ■ NEW YORK ■ PARIS

www.ubagroup.com

Adieu la queue à la banque **U-Mobile**



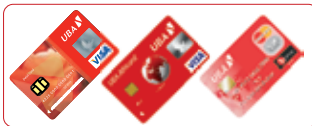
U-Mobile

Maintenant disponibles pour
les appareils Apple



Une autre première d'UBA

Inscrivez-vous aux Services e-Banking d'UBA maintenant !



U-Mobile, encore plus sympa. Téléchargements gratuits (de l'application U-Mobile depuis l'iTunes Appstore d'Apple sur votre iPhone, iPod et iPod Touch). U-Mobile est un produit d'e-banking qui permet aux clients d'accéder à leurs informations de compte via leurs appareils mobiles. Il permet également aux abonnés d'effectuer des opérations bancaires de base, de transférer instantanément des fonds, de payer des factures (DSTV, PHCN) et d'acheter des crédits pour téléphone portable n'importe où.

Pour les clients qui ne possèdent pas d'appareils Apple, envoyez « D UMOBILE » par SMS au MTN - 4045 AIRTEL 32060 GLO- 31030 STARCOMMS - 38060

Africa

London

New York

Paris

Web: www.ubagroup.com

Email: cic@ubagroup.com

Africa's global bank

Sommaire

Qui sommes-nous ?	2
Notre présence dans le monde	4
Avis de convocation d'AGA	5
Profil des Administrateurs	6
Profil des membres du Comité exécutif	13
Message du Président	15
Rapport du Directeur Général du Groupe	20
Quelques produits nouveaux et améliorés	26
Rapport sur la responsabilité sociétale des entreprises	31
Revue des performances financières du Groupe	36
Rapport des Administrateurs	38
Rapport des réclamations clients	43
Rapport de la gouvernance d'entreprise	44
Rapport du comité d'Audit	49
Rapport d'évaluation du Conseil d'Administration	50
Responsabilité des Administrateurs	51
Rapport des auditeurs indépendants	53
Etat des principes comptables	54
Compte de résultat	62
Bilan	63
Etat des flux de trésorerie	64
Annexe aux comptes	65
Etat de la valeur ajoutée (Groupe)	97
Etat de la valeur ajoutée (Banque)	98
Chiffres-clés des cinq derniers exercices du Groupe	99
Chiffres clés des cinq derniers exercices de la Banque	100
Rapport sur la gestion des risques	101
Informations-clés pour les investisseurs	117
Informations sur le Groupe	121
Fiche d'inscription électronique pour la souscription d'actions	
Fiche d'attribution d'actions	
Fiche de paiement électronique de dividende	
Fiche de procuration	



Construire la Banque Globale d'Afrique

Vision

*Être le leader incontesté des services financiers en
Afrique*

Mission

*Être un modèle dans le monde des affaires en Afrique
par la création de valeurs ajoutées pour tous nos
partenaires en opérant dans le respect des normes
professionnelles et de l'éthique et en bâtissant une
institution durable.*

Qui sommes-nous ?

UBA Plc est le leader des services financiers en Afrique sub-saharienne avec une présence dans 19 pays africains ainsi qu'au Royaume-Uni, aux États-Unis d'Amérique et en France. En plus des services bancaires traditionnels, le Groupe fournit des services financiers innovants y compris des opérations de banque d'investissement, de gestion du patrimoine, de tutelle, d'assurance-vie, de caisse des pensions, le courtage via son réseau de succursales et de filiales. UBA Plc est cotée à la bourse nigériane (Nigerian Stock Exchange - NSE).

Nos activités

Produits et Services

UBA est une institution financière multiservices offrant une gamme de plus de 200 services et produits financiers : services bancaires, banque-assurance et gestion de patrimoine.

Marchés

UBA compte plus de 7,2 millions de clients sur les segments de marché des particuliers, du commerce et des entreprises. Ses opérations de banque sont réparties sur 22 pays, composés du Nigéria, de 18 autres pays africains, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France.

Réseau

UBA dispose du plus vaste réseau de distribution au Nigéria. Au 31 décembre 2011, elle compte 634 succursales et agences, 1 352 distributeurs automatiques de billets et 2 230 terminaux de paiement totalement opérationnels.

Effectif

Au 31 décembre 2011, le Groupe compte 12 978 employés.

Notre présence dans le monde



Avis de convocation à l'Assemblée Générale

IL EST PORTÉ À LA CONNAISSANCE que la 50^{ème} Assemblée Générale Annuelle de United Bank for Africa Plc aura lieu au Lagos Oriental Hotel, 3 Lekki Road, Victoria Island, Lagos à 10 h, le vendredi 18 mai 2012 pour traiter les questions suivantes :

ACTIVITÉS ORDINAIRES

1. recevoir les comptes audités de l'exercice clos au 31 décembre 2011 ainsi que les rapports des Directeurs, Auditeurs et du Comité d'Audit
2. réélire les Directeurs partis à la retraite
3. autoriser les Directeurs à fixer la rémunération des Auditeurs
4. élire les membres du Comité d'Audit

ACTIVITÉS SPÉCIALES

Examiner et, si jugé opportun, passer les Résolutions Ordinaires suivantes :

5. « Que suite à la recommandation des Directeurs conformément à l'Article 115 des Statuts de la Banque, la somme de 323,346,936.50 de NGN soit mobilisée à partir des primes d'émission de la Banque et convertie en 646,693,873 actions ordinaires de 50 kobos chacune et attribuées aux membres dont les noms figurent dans le Registre des Membres en fin de journée ouvrable le 30 avril 2012, dans la proportion d'une (1) action nouvelle pour cinquante (50) actions enregistrées au nom de ce membre à cette date. Les actions ainsi distribuées étant considérées en tout état de cause comme capital-actions et non comme revenu, elles seront classées pari-passu avec les actions ordinaires de la Banque déjà existantes. »

PROCURATION

Un membre habilité à assister et à voter à l'Assemblée Générale est autorisé à mandater une personne pour y participer et voter à sa place. La personne mandatée n'a pas besoin d'être membre de la Société. Pour être valide, la Fiche de Procuration doit être dûment tamponnée par le Bureau des Droits de Timbres et retournée au Bureau d'Enregistrement, Africa Prudential Registrars Plc, 220B, Ikorodu Road, Palmgroove, Lagos, dans un délai de 48

NOTES

1. Clôture de l'Enregistrement des Membres

L'enregistrement des Actionnaires prendra fin du 2 mai au 4 mai 2012 inclus, afin de permettre au Bureau d'Enregistrement de se préparer pour l'émission d'actions gratuites.

2. Comité d'Audit

Conformément à l'Article 359(5) de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, Arrêté CAP C20 de la Fédération du Nigéria 2004, tout actionnaire peut nommer un autre actionnaire pour le représenter au Comité d'Audit. Une telle nomination doit être effectuée par écrit et doit parvenir au Secrétariat Général au moins 21 jours avant la date de l'Assemblée Générale Annuelle.

La Banque Centrale du Nigéria dans son Code de Gouvernance d'Entreprise pour les Banques prévoit que certains membres du Comité d'Audit devrait être porté à connaissance dans un processus de contrôle interne, sur des questions comptables et financières.

3. L'accreditation des actionnaires commencera à 8h00 et finira à 9h50 pour permettre à l'AGA de commencer à 10h00.

Le 16 avril 2012.

Pour le Conseil d'Administration,



Bili A. Odum
Secrétaire Général du Groupe
57 Marina, Lagos

Profil des Directeurs

Profil des Administrateurs



Israel Ogbue,
Président

Nommé Administrateur Non Exécutif en 2005, et président du Conseil d'Administration en 2011.

Il est « Chartered Secretary » de profession, diplômé de l'École de Commerce du South-West London, Angleterre. Il est membre du « Chartered Institute of Secretaries ». Il dispose de plus de 40 ans d'expériences, dont deux décennies à des postes de direction. Il a occupé le poste de « General Manager » à la Société Nationale d'Assurance du Nigéria (NICON) avant d'être admis à la retraite. Il a été Administrateur dans plusieurs sociétés, dont Transcorp Hilton Hotel et NAL Bank (aujourd'hui Sterling Bank Plc).



Joe Keshi, oon
Vice Président

Nommé Administrateur Non Exécutif et Vice-Président du Conseil d'Administration en 2011.

Diplômé en Sciences Politiques de l'Université d'Ibadan, au Nigéria, il est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en Relations Internationales et Diplomatie de l'Institut Nigérien des Affaires Internationales. Il est également nanti d'une diplôme de « Masters » en Administration et Développement de l'Institut d'Études Sociales de La Haye, Pays-Bas.

Il a étudié à la « John Kennedy School of Government », Université de Harvard et à Harvard Business School. Depuis son entrée au Conseil d'Administration, il a pris part à plusieurs sessions de formations organisées par le Conseil au profit des Administrateurs.

Il a intégré la Fonction Publique Nigériane en 1975, et dispose de plus de 35 ans d'expérience professionnelle, dont certaines passées aux plus hautes fonctions du Gouvernement. En plus de servir dans un certain nombre de missions diplomatiques du Nigéria (il en a dirigé quelques unes), il occupa, à divers moments, Secrétaire Permanent, Secrétariat du Gouvernement, Présidence de la République ; et Secrétaire Permanent du Ministère des Affaires Etrangères.

Il est Administrateur de « South Strategy » et Président de la Fondation Afrigrowth.



Phillips Oduoza,
Directeur Général du Groupe

Nommé Administrateur Exécutif en 2005 et Directeur Général du Groupe le 1er août 2010.

Il est titulaire d'un MBA en Finance, et d'un diplôme d'Ingénieur en Génie Civil obtenu avec une mention honorable à l'Université de Lagos. Membre de l'Association des Anciens Élèves du Programme supérieur en Management de la Harvard Business School, il dispose de plus de 20 ans d'expériences en finance et banque, dans plusieurs domaines dont les risques et crédit, le marketing, la trésorerie, la gestion des relations et de la clientèle, les technologies de l'information, le développement commercial, la planification stratégique, le contrôle financier, les ressources humaines, le contrôle interne et les opérations internationales. Il a occupé plusieurs postes de direction avant de rejoindre la Standard Trust Bank en 2004.

Il a participé à plusieurs programmes de formation en services bancaires, en management et leadership dans certains des centres de formation les plus prestigieux du monde. Il est connu pour sa grande capacité à induire l'exécution et à gérer les talents.

Profil des Administrateurs (suite)



Kennedy Uzoka,
Directeur Général Adjoint par
intérim

Nommé directeur général en 2010.

Jusqu'à sa récente nomination en tant que Directeur Général Adjoint (Ag), Kennedy Uzoka était Directeur Exécutif aux Ressources, un poste qu'il a occupé à partir de mai 2010, dans lequel il a supervisé, le Capital Humain, la Communication d'Entreprise, le Secrétariat de Groupe, les Services à l'Entreprise, les Services Juridiques, le Collège d'UBA, la Fondation UBA et les Biens Immobiliers d'UBA. Il détient une licence en Génie Mécanique de l'Université du Bénin et un MBA de l'Université de Lagos. Kennedy, qui s'est vu remettre de nombreux prix, apporte à l'équipe de direction une expérience unique (de presque 20 ans) dans le marketing, la stratégie commerciale, les finances et la gestion des ressources.

Il a exercé la fonction de Directeur de la Stratégie et de la Transformation des Affaires du Groupe UBA et de Directeur Régional de la Banque Sud couvrant 17 états dans la partie sud du Nigéria. Avant la fusion de la Standard Trust Bank avec UBA Plc en 2005, il était Directeur Général de la Banque du Nord couvrant tous les états dans la partie nord du Nigéria, y compris du Territoire de la Capitale Fédérale (FCT). Il a aussi été Directeur Marketing - Territoire de la Capitale Fédérale (FCT) à Lagos et Co-Directeur Général - avec la responsabilité de co-gérer la totalité de la banque.

Il est un ancien élève d'institutions internationales telles que la Harvard Business School à Boston, Etats-Unis, l'Institut International de Management Development (IMD) à Lausanne, en Suisse, et la London Business School, Royaume-Uni.



Rasheed Olaoluwa,
Administrateur Exécutif (en charge
de UBA Nigéria, Zone Sud)

Nommé directeur exécutif en 2008.

Il détient un diplôme d'Ingénieur en Génie Civil obtenu avec mention très bien et les félicitations du jury et un MBA de l'École Internationale d'Administration (IESE), Espagne. Il a commencé sa carrière chez Arthur Andersen, où il a reçu le titre d'expert comptable agréé. Il a eu une illustre carrière dans le secteur bancaire, à des postes de direction dans la Gestion des Relations et le Marketing, la Gestion de la Trésorerie, le Commerce des Devises et les Opérations de Banque d'Investissement.

Il a été le DG / PDG de l'ancienne Universal Trust Bank Plc avant de rejoindre le Groupe UBA en 2006. Depuis son arrivée, il a exercé différents rôles clé au sein d'UBA comme Directeur de la Stratégie et de la Transformation Des Affaires, Directeur des Opérations de Banque d'Investissement et des Entreprises, Directeur de la Banque Régionale.

Nommé Président Directeur Général d'UBA Afrique en mars 2008, il a réussi à développer les opérations d'UBA dans les régions d'Afrique de l'Ouest, Centrale, de l'Est et du Sud pendant son mandat.

Il est actuellement le Directeur Exécutif, UBA Nigéria-Sud, en charge de la banque de détail, des activités du secteur public et commercial dans les dix-huit états du sud du Nigéria.



Emmanuel N. Nnorom,
Administrateur Exécutif (en charge de
la Gestion des Risques)

Nommé directeur exécutif en 2008.

Il est membre de l'Association des Anciens Elèves de l'Université Templeton d'Oxford et a suivi sa formation auprès de la société de comptabilité Peat Marwick Caselleton Elliot & Co., où il a reçu le titre d'expert comptable. Membre de l'Institut des Comptables Agréés du Nigéria (ICAN) et membre honoraire du Chartered Institute of Bankers du Nigéria (CIBN).

Il a une vaste expérience de plus de 20 ans de la comptabilité et de la finance (y compris à des postes de direction) dans les secteurs immobiliers et bancaires de l'économie nigériane.

Auparavant il a travaillé à la ANZ Merchant Bank (qui fait maintenant partie de la Stanbic IBTC Bank), à la Diamond Bank, la Standard Trust Bank et depuis qu'il a rejoint UBA, il a exercé plusieurs fonctions dans le contrôle financier, les opérations, les affaires réglementaires, au niveau de l'exécutif et en tant que contrôleur des filiales n'appartenant pas au réseau UBA.

Il est actuellement le Directeur Gestion des Risques du Groupe.

Profil des Administrateurs (suite)



Abdulqadir Bello,
Administrateur Exécutif (en charge
de UBA Nigéria, Extrême Nord-
Nigéria)

Nommé directeur exécutif en 2009.

Titulaire d'une licence (en Comptabilité) de l'Université Bayero, Kano et membre associé de l'Institut des Experts Comptables Agréés du Nigéria (ICAN). Il a plus de 21 ans d'expérience dans le secteur bancaire, au cours desquels il a exercé plusieurs postes de direction dans différentes banques. Jusqu'à sa nomination en tant que directeur exécutif, où il a supervisé la fonction de gestion des risques, il était le Directeur Crédit du Groupe.



Ifeatu Onejeme,
Administrateur Exécutif (Secteur
Banque des Entreprises)

Nommé directeur exécutif en 2010.

Il est titulaire d'un diplôme en Comptabilité obtenu avec mention très bien et les félicitations du jury à l'Université du Nigéria et est membre de l'Institut des Experts Comptables Agréés du Nigéria (ICAN). Il est membre de l'Association des Anciens Élèves en formation des cadres de deux écoles Ivy League aux États-Unis : la Wharton Business School de l'Université de Pennsylvanie et la Graduate School Of Business de l'Université de Chicago, à Chicago, Illinois.

Il a 25 ans d'expérience dans les services bancaire et financier dans plusieurs domaines, dont les services bancaires commerciaux et d'entreprise, les services de trésorerie et financiers, les opérations et les technologies de l'information, la gestion des risques, la planification stratégique et le management, la gestion de la performance, le contrôle financier et du budget.



Femi Olaloku,
Administrateur Exécutif/ GCOO
(Opérations et Technologies de
l'Information)

Nommé directeur exécutif en 2010.

Il est titulaire d'une Licence (Génie Civil) et d'un MBA de l'Université de Lagos.

Il a plus de 21 ans d'expérience dans le secteur bancaire, à plusieurs postes de direction dans les opérations et les technologies de l'information.

Profil des Administrateurs (suite)



Dan Okeke,
Administrateur Exécutif (UBA Nigéria,
Zone Nord)

Nommé directeur exécutif en 2011.

Titulaire d'une Licence en Géographie et Planification de l'Université de Nsukka au Nigéria et d'un MBA (Finance) de l'ESUT Business School de Lagos. Il est aussi membre du Nigerian Institute of Management (NIM) et a participé à divers cours de formation locaux et internationaux, dont le programme de Stratégie et de Compétition de la Harvard Business School.

Il a acquis une expérience professionnelle variée dans le secteur industriel avant de se tourner vers le secteur des services financiers. Il a plus de 17 ans d'expérience du secteur bancaire, avec des compétences particulières dans les opérations bancaires aux particuliers et à l'international, le crédit et le marketing.

Il est actuellement responsable des activités de la banque de détail, des activités du secteur public et commercial dans le nord du Nigéria.



Paolo Di Martino,
Administrateur Non Exécutif

Nommé directeur non-exécutif en 2005.

De nationalité italienne, il est titulaire d'un doctorat en Agriculture de l'Université de Pise, en Italie. En 1975, il rejoint Monte Dei Paschi Siena (MPS), une banque italienne, où il a occupé plusieurs postes à responsabilités. En 1988, il a été détaché auprès d'UBA Plc, au siège de Lagos comme Assistant Technique représentant la banque italienne, qui avait un intérêt dans UBA. Il a occupé le poste jusqu'en 1992.

Par la suite, il a été le représentant de la banque en Egypte et en Tunisie. En 2005, il est retourné en Italie avec le titre de Directeur des Relations Interbancaires et des Institutions Financières pour l'Afrique et le Moyen-Orient, et à partir de 2007 et jusqu'en 2009, il était à la tête du réseau international du Groupe de banques MPS. Depuis 2009, il a été détaché auprès de la Banca Antonveneta, une filiale italienne du Groupe MPS.



Kola Jamodu, OFR,
Administrateur Non-Exécutif

Nommé directeur non-exécutif en 2007.

Il est Comptable en Management Accrédité au Royaume-Uni. Il est également membre de l'Institut des Comptables Agréés du Nigéria (ICAN) et de l'Institut des Secrétaires et Administrateurs Agréés.

Son expérience s'étend dans le secteur des multinationales au Nigéria, après avoir travaillé chez UAC, Unilever et PZ Industries, où il a été nommé Président / Directeur Général du Groupe PZ.

Ancien élève de la Harvard Business School, Boston, États-Unis, et ancien Ministre de l'Industrie de la République Fédérale du Nigéria, Chief Jamodu fut le Président de l'Association des Manufacturiers du Nigéria (MAN) et Président du Conseil d'Administration des Nigerian Breweries Plc.

Il a reçu le prix du mérite national, a aussi été décoré de l'Ordre de la République Fédérale du Nigéria (MFR) et fait Officier de l'Ordre de la République Fédérale du Nigéria (OFR). Il est également décoré du Prix du Mérite National de la Productivité (NPMA).

Profil des Administrateurs (suite)



**Ja'afaru Paki,
Administrateur Non-Exécutif**

Nommé directeur non-exécutif en 2008.

Il est titulaire d'un Doctorat en Gestion des Entreprises de l'Université de Bradley, États-Unis. Il a fait une brillante carrière chez Mobil Oil Nigéria, à la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et chez Unipetrol Nigéria où il a travaillé en qualité de Directeur Général / PDG entre 1999 et 2001.

Il a exercé des fonctions de directeur dans plusieurs sociétés dont Kaduna State Housing et Property Development Authority, au Conseil d'Administration pour l'Industrialisation de l'État de Kaduna, African Petroleum, et Stallion Property and Development Company. Il fut Conseiller Spécial pour les Affaires Pétrolières du Président nigérian Olusegun Obasanjo (2003-2007).

Il est actuellement membre du National Stakeholders Working Group pour l'Extractive Industries Transparency Initiative, ainsi que le Président du Nymex Investment Limited, Président d'Oxygen Manufacturing Company Limited et Directeur au Conseil d'Administration d'Advance Link Petroleum Limited.



**Runa Alam,
Administrateur Non-Exécutif**

Nommée directrice non-exécutive en 2007.

Elle est titulaire d'un diplôme en Économie Internationale et Développement de la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton (1981), d'un MBA de la Harvard Business School (1985) et a également obtenu la bourse Harry S. Truman. Elle a 28 ans d'expérience dans le service bancaire d'investissement, dans la gestion de placements des marchés émergents et des capitaux privés. Elle est un partenaire co-fondateur et PDG de Development Partners International LLP. Elle a été Directrice Générale de Kingdom Zephyr Africa Management et Directrice du Fonds d'Infrastructure d'AIG.

Runa a déjà siégé au Letshego Holdings Limited et au conseil d'administration de Celtel. Elle continue de siéger au conseil d'administration d'Eaton Tower Holding LLP, d'ETW LLP, de Liberty Star Consumer Holdings (Proprietary) Limited et de la United Bank for Africa PLC.

Runa est co-Présidente du Conseil d'administration de la Venture Capital Association africaine et membre de l'Emerging Market Private Equity Association Africa Council et du Conseil Consultatif Global. Elle est également membre du Conseil d'Administration au Royaume-Uni du Millennium Promise et est membre du Conseil Consultatif de la Fondation Tony Elumelu au Nigéria et de la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton.



**Adekunle Olumide, OON,
Administrateur Non-Exécutif**

Nommé directeur non-exécutif en 2007.

Il est un diplomate par excellence, un fonctionnaire d'une carrière exceptionnelle dans le service public et un technocrate confirmé du secteur privé, qui détient un diplôme en Histoire (Londres) du University College d'Ibadan, obtenu avec la mention Honorable. C'est un ancien Secrétaire Fédéral Permanent et Président du Nigerian Social Insurance Trust Fund (NSITF).

Il a représenté le Nigéria dans de nombreux forums internationaux, y compris en tant que Ministre-Conseiller à la Mission Permanente du Nigéria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, en tant que membre du Conseil d'administration de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), en tant que Président de la Commission pour l'Emploi de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), et comme Chargé d'Affaires de l'Ambassade du Nigéria au Gabon, qu'il a ouverte après la guerre civile nigériane. Il a pris sa retraite en tant que premier Directeur Général / PDG de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos en 2005.

Profil des Directeurs (suite)



Foluke K. Abdulrazaq,
Administrateur Non-Exécutif

Nommée directrice non-exécutive en 2007.

Elle est titulaire d'une Maîtrise (M.Sc.) en Banque et Finance de l'Université d'Ibadan. Elle est également diplômée de la Harvard Business School. Elle jouit de plus de 15 ans d'expérience dans le secteur bancaire, le plus haut poste qu'elle ait occupé étant sa nomination par la Banque Centrale du Nigéria / Nigeria Deposit Insurance Corporation en septembre 1995 en tant que Président Exécutif du Conseil d'Administration Intérimaire de Gestion de la Credite Bank Nigeria Limited d'alors.

Elle possède aussi une vaste expérience de la fonction publique, après avoir servi comme Commissaire aux Ministères des Finances et des Affaires Féminines dans l'État de Lagos et il est tout à son honneur que ce soit pendant son mandat qu'aient été formulé les grandes politiques qui ont conduit au Accelerated Revenue Generation Programme de l'Etat (ARGP). Elle a également été Présidente de la Commission des Marchés de l'État, membre du Comité d'Attribution des Comptes Fédéraux (FAAC) et du Conseil Exécutif de l'État.

Mme Abdulrazaq a occupé plusieurs postes dans des conseils d'administration, y compris celui de Julius Berger Plc. Elle est membre du conseil d'administration de l'Association des Directeurs de Banques du Nigéria (BDAN) et membre de l'Institut des Directeurs (IOD), elle a reçu le Prix d'Excellence de la « Femme de l'État de Lagos » en 1999 et a été décorée Juge de Paix (JP).

Elle dirige actuellement le Bridge House College, à Ikoyi, à Lagos, un lycée ne comptant que des classes de première et terminale, qui offre une fondation pré-universitaire de première classe et des formations au baccalauréat pour les étudiants qui recherchent un enseignement universitaire au Nigéria et à l'étranger.



Angela Nwabuoku,
Administrateur Non-Exécutif

Nommée directrice non-exécutive en 2010.

Titulaire d'une licence de l'America University, Washington D.C., États-Unis, elle a reçu le titre d'Associée Internationale de l'Institut Américain des Experts-Comptables Agréés en 1985. Son MBA obtenu à la Warwick Business School, au Royaume-Uni, est très recherché. Sa carrière professionnelle s'étale sur 27 ans d'expérience des institutions financières clés en Afrique de l'Ouest, où elle a occupé des postes de direction.

Elle a occupé des fonctions au conseil d'administration dans les filiales d'UBA au Libéria, en Tanzanie, en Zambie, au Tchad et en Guinée Conakry. Elle est Présidente d'UBA Metropolitan Life Insurance et était jusqu'en décembre 2010 la Présidente du Bureau de Crédit CRC (Credit Reference Company). Elle a pris sa retraite en tant que directrice exécutive d'UBA en mars 2010 et a été nommée directrice non-exécutive en juillet 2010.



Yahaya Zekeri,
Administrateur Non-Exécutif

Nommé directeur non-exécutif en 2010.

Il est comptable agréé et banquier aguerri avec plus de 35 ans d'expérience des opérations de banque au sein des principales institutions financières.

Il est membre associé du Chartered Institute of Bankers de Londres (ACIB) et membre associé de l'Institut des Experts Comptables Agréés du Nigéria (ICAN). Il est aussi membre de l'Association of Chartered Certified Accountants de Londres (FCCA).

Profil des membres du Comité exécutif



Gabriel Edgal
PDG, UBA Afrique

Il possède une licence d'Ingénierie de l'Université du Bénin, et un MBA de l'Université de Lagos, au Nigéria. Son expérience dans les services bancaires et financiers s'étend sur près de 20 ans.

Il a été nommé DG / PDG d'UBA Afrique en 2011 et supervise la poussée panafricaine des activités bancaires commerciales d'UBA Plc dans 18 pays africains à l'exclusion du Nigéria. Ses précédents rôles à UBA incluent la fonction de PDG d'UBA Afrique de l'Ouest, PDG d'UBA Ghana, Directeur de la Trésorerie et des Investissements du Groupe.



Emeke E. Iweriebor
Directeur Général Adjoint, UBA Afrique

Titulaire d'une licence et d'une maîtrise en Sciences Politiques (Relations Internationales) et d'un MBA de l'Université de Lagos, Nigéria. Il est aussi membre de l'Association des Anciens Élèves de l'Executive Development Program de la Wharton Business School.

Il possède environ 20 ans d'expérience dans les services bancaires et financiers et exerce actuellement la fonction de DG Adjoint, à UBA Afrique, en charge de construire les activités de la Banque et sa gouvernance dans les filiales UBA à travers l'Afrique. Avant de remplir ce rôle, il fut le PDG d'UBA Afrique Centrale, de l'Est et du Sud (CES) où il supervisait les filiales de la Banque dans la sous-région et précédemment, il fut le DG / PDG pionnier d'UBA Cameroun.

Profil des membres du Comité exécutif (suite)



Ugo A. Nwaghodoh
Directeur des Finances

Il possède une licence de l'Université d'Ibadan, au Nigéria et une maîtrise en Finances et en Gestion de l'Université de Cranfield, Angleterre. Il est membre de l'Institut des Comptables Agréés du Nigéria (ICAN) et membre de l'Association de Gestion de Cranfield.

Il est un analyste financier et comptable chevronné, avec environ 20 ans d'expérience en assurance, conseil, contrôle financier, stratégie et transformation commerciale, relations avec les investisseurs, fusions et acquisitions, intégration des activités et gestion de projet. Avant sa présente fonction, il a été, à différents moments, Contrôleur Financier du Groupe, Directeur Conformité du Groupe et Directeur Gestion de la Performance à UBA. Avant de rejoindre UBA en 2004, il avait acquis presque 10 ans d'expérience chez Deloitte et PricewaterhouseCoopers.



Bili Odum
Secrétaire Général Groupe

Titulaire d'une licence en Droit (LLB-Hons) de l'Université de l'État d'Édo à Ekpoma, Nigéria, il a ensuite travaillé comme Notaire et Avocat à la Cour Suprême du Nigéria en 1990. Il est membre du Chartered Institute of Arbitrators (Royaume-Uni), de la Nigerian Bar Association et de l'International Bar Association.

Il a occupé des postes stratégiques de direction dans les principales institutions financières au Nigéria avec des responsabilités au niveau de la gestion d'actifs, de la finance structurée, du conseil juridique, de la gouvernance des entreprises, de la gestion des ressources humaines, de la gestion, de la gestion des connaissances et de la communication d'entreprise.

La Déclaration du Président



Dans cet ensemble nous avons connu un regain d'intérêt en Afrique de la part des Investisseurs des marchés émergents, en particulier du Brésil, de la Chine et de l'Inde. Des milliards de dollars sont investis dans la puissance de l'Afrique, les télécommunications et l'infrastructure routière. "

Message du Président (suite)

Très chers Actionnaires,

L'année 2011 a été encore une autre année difficile pour l'économie mondiale et les systèmes financiers, puisque les principales économies mondiales ont enregistré des déficits budgétaires croissants et ont adopté à des degrés divers des mesures fiscales d'austérité. Les banques centrales et autres organismes de réglementation ont continué leurs plans de relance conçus pour leurs économies respectives, après les conditions d'exploitation difficiles des trois dernières années.

Rétrospectivement, le secteur bancaire africain a fait preuve de résilience, en poursuivant son chemin vers une récupération complète. Cette région est restée l'une des rares qui a continué à enregistrer une forte croissance face aux conditions économiques mondiales très difficiles.

Votre banque en est sortie plus forte et même mieux positionnée pour poursuivre ses objectifs d'entreprise. En fin d'année, neuf de nos dix-huit opérations en Afrique en dehors du Nigéria ont enregistré des bénéfices sur toute l'année, comparé à sept enregistrées en 2010. Cela témoigne encore de notre conviction dans la stratégie panafricaine.

VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La crise de la dette souveraine en Europe a dominé la scène économique mondiale en 2011 et est en grande partie responsable du ralentissement de la croissance mondiale de 3,8 % en 2010 à une projection de croissance de 3,2 % en 2011. La croissance a été alimentée principalement par l'expansion enregistrée dans les économies émergentes et des pays en développement, qui sont supposées avoir augmenté en moyenne de 6,4 %. Les économies des pays avancées, d'autre part, ont augmenté de seulement 1,6 %.

Aux États-Unis, la reprise économique semblait

avoir pris de l'ampleur, alors que le taux de chômage était tombé à 8,5 %, le taux le plus bas en 3 ans. Les économistes ont prévu une croissance économique entre 2 % et 2,5 % en 2012, comparé à une croissance réelle de 1,7 % en 2011, au vu des profits progressifs dans les ventes de maisons et la construction de nouvelles maisons.

Toutefois, la situation en Europe s'est encore détériorée en 2011. Le problème de la dette souveraine sous-jacente menace gravement cinq des vingt-sept membres de l'Union Européenne (UE), à savoir la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie et l'Espagne. La taille du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF), un fonds créé pour renflouer les États de la zone euro en difficulté économique, a été augmentée afin de contenir efficacement la crise économique. Pourtant, la note souveraine de neuf des pays de l'UE, ainsi que celle de la FESF a été déclassée par Standard & Poor's en janvier 2012. La croissance en Europe a ralenti, passant de 1,9 % en 2010 à 1,1 % en 2011, et devrait être de -0,5 % en 2012.

2011 a également été une année qui a mis au banc d'essai les idéologies socio-économiques de longue date et leur impact global sur les activités. La crise de la dette souveraine en Europe a mis à rude épreuve cette idéologie d'intégration régionale et de convergence économique.

L'idéologie du capitalisme et du rôle de l'État dans les affaires ont été également placés sous contrôle, avec un inébranlable tollé sur les conséquences de la croissance des dettes souveraines. Des poches de violence ont été enregistrées dans certains pays, alors qu'une sensibilisation accrue et une autodétermination des citoyens dans certains pays ont abouti à des affrontements et au renversement des dictatures en place de longue date.

Par conséquent, la plupart des régions du monde ont eu leurs prévisions de croissance de fin d'année revues à la baisse et il y a eu une multiplication sans précédent d'avertissements

Message du Président (suite)

sur les résultats émis par les entreprises. En outre, il y a eu des cas de fuite des capitaux mis à l'abri, avec de nombreux marchés émergents et en développement aux prises avec de nouvelle baisse des flux d'investissements, ceux-là même dont ils ont tant besoin.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'idéologie de l'autoritarisme a été confrontée à une vague de révolutions et de soulèvements de masse généralement appelée le « Printemps arabe », qui a débuté en Tunisie le 18 décembre 2010. Il a conduit à la chute du gouvernement dans quatre pays à ce jour, à savoir la Tunisie, l'Égypte, la Libye et le Yémen. Les protestations ont continué dans certains pays, notamment en Syrie, où on enregistre le plus grand nombre de victimes après la Libye.

Le printemps arabe a largement contribué à la persistance des prix élevés du pétrole en 2011, qui ont augmenté d'un peu moins de 130 \$ le baril en mai avant de reculer, bénéficiant ainsi de manière significative aux pays producteurs de pétrole comme le Nigéria.

COMPTE-RENDU SUR L'ECONOMIE DE L'AFRIQUE

L'Afrique sub-saharienne, notre principale base opérationnelle, a progressé pour s'établir à 5,2 %, en raison de l'exploitation continue de ses abondantes ressources naturelles. Les sept pays de la région, exportateurs de pétrole, ont réalisé une performance économique impressionnante, surtout en raison des prix élevés du pétrole qui sont restés importants, au-dessus de 100 \$ le baril au cours de l'année.

Dans l'ensemble, il y a eu un regain d'intérêt en Afrique de la part des investisseurs provenant des marchés émergents, en particulier ceux du Brésil, de la Chine et de l'Inde. Des milliards de dollars sont investis dans la puissance de l'Afrique, les télécommunications et l'infrastructure routière. Ces trois grandes économies de marché émergentes

ont augmenté leur part d'échanges commerciaux avec l'Afrique sub-saharienne d'environ 3 % en 1990 à plus de 26 % aujourd'hui. Le commerce intra-régional a également augmenté de 7 % en 1990 à plus de 14 % aujourd'hui.

Le développement des infrastructures constitue une part importante des flux d'investissement en Afrique, avec de nombreux pays qui se concentrent à réduire les lacunes existantes en matière d'infrastructure, en partenariat avec le secteur privé, afin de construire la base productive nécessaire pour soutenir les économies nationales. Cela témoigne de la confiance croissante dans les opportunités qui abondent dans la région. Avec son vaste réseau en Afrique, UBA est bien positionnée en tant que banque de prédilection pour l'investissement et le commerce à travers l'Afrique.

Sur le plan politique, on remarque une stabilité sur le continent, avec dix élections générales couronnées de succès enregistrées au cours de l'année. En outre, un nouvel État souverain, le Sud-Soudan, a émergé grâce à un processus non violent. En ligne avec la confiance croissante des investisseurs dans la région, les agences de notation internationales, Standard & Poor's et Fitch, ont révisé à la hausse les cotes de crédit souverain affectées à quatre économies clés en Afrique : l'Angola, le Kenya, le Nigéria et l'Afrique du Sud. Par exemple, Fitch a déclaré que l'amélioration de la notation du Nigéria de « BB- avec perspective négative » à « BB- avec perspective stable » reflète les perspectives favorables du pays à mettre en place des réformes structurelles, une croissance forte et un solide équilibre des paiements. Dans le cas du Kenya, Standard & Poor's a révisé la note du pays de « B avec perspective positive » à « B+ avec perspective stable » en raison de la résilience économique perceptible dans ce pays et de sa nouvelle constitution.

Cependant, une pression inflationniste significative a été observée dans certaines économies africaines, en raison de la hausse des prix de la nourriture et de l'énergie. L'inflation a culminé à 30,5 %

Message du Président (suite)

en Ouganda, a atteint 19 % au Kenya, 17 % en Tanzanie et 21 % en Guinée. Au Nigéria, le pays de notre théâtre d'opération, le taux d'inflation était de 10,3 % à la fin de 2011. En réponse aux pressions inflationnistes, de nombreux pays ont adopté des mesures de politique monétaire rigoureuses pour gérer la liquidité systémique et protéger leurs monnaies locales. Certains pays africains ont également annoncé des mesures d'assainissement budgétaire.

Au Nigéria, le retrait de la subvention sur le carburant par le Gouvernement Fédéral a conduit à augmenter les prix du carburant de plus de 100 %. Des manifestations de rue s'en sont suivies pendant une semaine et le gouvernement a été contraint de faire marche arrière et de restaurer la subvention sur le carburant de 50 %.

Le gouvernement du Ghana a annoncé qu'il apportera des modifications à ses lois fiscales dans le but d'augmenter les recettes fiscales du gouvernement, et le gouvernement d'Ouganda prévoit de supprimer sa subvention sur l'électricité de 60 % en 2012.

Un autre risque émergent est l'insécurité. Bien que les activités des groupes terroristes internationaux aient été effectivement affaiblies sur la scène internationale, il reste des poches d'activités terroristes dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, comme au Kenya et au Nigéria. Cependant, les gouvernements des pays touchés commencent à former des partenariats avec les nations qui ont obtenu un grand succès avec leurs campagnes de lutte contre le terrorisme, pour améliorer le problème. Le Plan de Continuité des Activités de la Banque s'est avéré efficace, avec un impact minimal de ces événements sur ses opérations internationales.

LE SECTEUR BANCAIRE EN AFRIQUE

Le secteur bancaire en Afrique a considérablement bénéficié de la situation économique de la région.

Selon Bain & Company, un cabinet de conseil international, l'industrie des services financiers en Afrique s'est développée d'au moins 15 % par an depuis 2004, avec un rendement des capitaux propres de 15 % en moyenne. Cette industrie devrait continuer à se développer de 15 % par an jusqu'en 2020, elle représentera alors 19 % de la production de la région, comparé à 11 % en 2009.

Une partie de cette expansion est attribuable à la croissance de la classe moyenne émergente dans les principales économies de la région, ainsi qu'à l'augmentation de l'inclusion financière dans la région s'appuyant sur des services bancaires innovants et les technologies. L'adoption des services bancaires mobiles transforme les systèmes financiers dans leur globalité dans les pays comme le Kenya, et est reproduite sur d'autres marchés financiers à croissance rapide comme le Nigéria. Dans cet esprit, la Banque Centrale du Nigéria (BCN) poursuit un programme appelé l'initiative « Cashlite », qui vise à développer l'inclusion financière, à réduire la dépendance en trésorerie et à promouvoir l'adoption des services bancaires électroniques au Nigéria. UBA est à l'avant-garde de ces événements et est bien positionnée pour conduire le marché dans ce nouveau paysage bancaire.

Toutefois, cette croissance n'a pas été sans difficultés. Les banques centrales africaines mettent activement en œuvre des programmes de réforme visant à renforcer les structures de gouvernance d'entreprise et améliorer les normes de gestion des risques afin de protéger l'industrie contre les aléas de probables conséquences négatives de telles évolutions. La Banque de Zambie (BOZ), par exemple, a relevé le niveau minimum de fonds propres des banques zambiennes des 12 milliards de Kwacha actuels (2,3 millions de \$) à 104 milliards de Kwacha (20 millions de \$) pour les banques à capitaux locaux et à 504 milliards de Kwacha (100 millions de \$)

Message du Président (suite)

pour les banques détenues par des capitaux étrangers et toutes banques doivent pleinement s'y conformer d'ici le 31 décembre 2012. En outre, le régulateur suprême au Kenya a prescrit un nouveau minimum d'1 milliard de shillings Kenyans de capital social pour les opérateurs à partir de décembre 2012. Cette exigence de capital social représente une augmentation de 300 % du minimum actuel de 250 millions de shillings Kenyans. D'autres pays africains devraient augmenter leur capital social minimum.

Au Nigéria, la Société de Gestion des Actifs du Nigéria (AMCON) détenue par l'état, a conclu l'acquisition de créances douteuses en 2011 pour un total de 3,14 milliards de NGN. Ce processus d'acquisition des «banques secourues » par la Banque Centrale du Nigeria (BCN) a été achevé et d'autres banques sont en train de restructurer leurs opérations en accord avec les directives de la BCN pour la réglementation des banques commerciales.

Plusieurs banques centrales ont également considérablement durci leurs politiques monétaires pour gérer efficacement les pressions inflationnistes affectant l'économie. Au Nigéria, la Banque Centrale du Nigéria a relevé ses Taux Directeurs (MPR) de 575 points de base pour passer de 6,25 % au début de l'année à 12,0 % en fin d'année.

Les fonds de réserve (CRR) ont été également augmentés pour les banques commerciales de 1 % à 8 %, tandis que le ratio minimum de liquidité (MLR) a été augmenté de 25 % à 30 %. En Ouganda et au Kenya, les taux de référence ont été augmentés de 400 points de base. Toutefois, un projet de loi pour fixer les taux des prêts pour les banques commerciales du Kenya a récemment été soumis au parlement du pays aux fins d'examen.

LA PERFORMANCE D'UBA

Au cours de l'exercice 2011, nous avons enregistré

une croissance de 4,1 % du revenu brut à 185 milliards de NGN (2010 : 178 milliards de NGN) entraînée par l'augmentation du volume de prêts ainsi que par les activités de trésorerie et d'investissement. Toutefois, la Banque a terminé l'année avec une perte nette de 10,5 milliards de NGN en raison de la cession de certains de nos prêts non performants (PNP) à AMCON.

Cependant, la Banque a fourni un fort ratio de risque, fournissant ainsi une plate-forme solide pour une performance exceptionnelle en 2012. Le ratio d'adéquation du capital était de plus de 21 % (2010 : 17 %) par rapport à un minimum réglementaire de 10 %. Notre ratio de liquidité était de 60 % (2010 : 39 %). Le ratio de PNP s'est sensiblement amélioré, s'établissant à 3,7 % pour l'ensemble du Groupe par rapport à 8,8 % pour 2010.

La taille et la structure de notre bilan ont également progressé en 2011. Le bilan total du Groupe a augmenté de 27 % pour atteindre 2,9 milliards de NGN à la fin de l'année. Le total des dépôts a augmenté de 14 % à 1,44 billions de NGN alors que les prêts bruts ont augmenté de 5,7 % pour clôturer à 715 milliards de NGN (2010 : 676 milliards de NGN). En conséquence, le ratio dépôt/prêt est resté inférieur à 50 %, ce qui laisse une large part pour croître le portefeuille de prêts à l'avenir.

L'EXPANSION AFRICAINE

La phase majeure de l'expansion africaine d'UBA est intervenue en 2011 avec le début des opérations en République Démocratique du Congo et au Congo-Brazzaville, portant ainsi le nombre de nos opérations en Afrique à dix-neuf. La Banque est maintenant entrée dans la Phase de Consolidation des Activités dans tous les pays où elle est présente.

REMERCIEMENTS

Compte tenu des conditions d'opérations difficiles pendant l'année, les réalisations en 2011 n'auraient pas pu être atteintes sans le dévouement et

l'engagement absolu de notre personnel, la fidélité de nos clients ainsi que le soutien indéfectible de nos actionnaires. Par conséquent, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à vous tous pour la confiance continue que vous avez en nous.

Au cours de l'année, le Conseil d'administration a approuvé la nomination de Kennedy Uzoka comme Directeur Général Adjoint de la Banque. De plus, Dan Okeke a été nommé au Conseil d'administration en tant que Directeur Exécutif (UBA Nigéria, Nord). Nous sommes convaincus que ces nominations renforceront notre capacité à délivrer un service haut de gamme à notre clientèle croissante et aux actionnaires.

À ce stade, au nom du conseil d'administration et des membres de la direction d'UBA, je veux exprimer la reconnaissance de la Banque à Mme Faith Tuedor-Matthieu, notre ancienne Directrice Générale Adjointe (UBA Nigéria, Nord) et à Victor Osadolor, notre ancien DG / PDG, UBA Capital Holdings, qui ont tous deux démissionné de votre conseil d'administration après plusieurs années de service méritoire. Nous leur souhaitons le meilleur succès dans leurs entreprises futures.

PERSPECTIVES

On peut continuer à craindre un ralentissement imminent de la demande pour les produits de base

africains, si les crises financières et économiques en

Europe ne sont pas résolues. Cependant, une forte reprise économique aux États-Unis est prévue pour compenser toute perte probable qui peut découler des crises de l'UE. D'autant plus que les marchés émergents devraient contribuer de manière significative à la croissance mondiale qui devrait atteindre 3,3 % en 2012. Les investisseurs de ces économies continueront à trouver l'Afrique de plus en plus attrayante et contribueront à la croissance attendue de 5,5 % de la production en Afrique pour 2012.

UBA continuera donc à poursuivre son triple objectif stratégique qui consiste à dominer le secteur bancaire au Nigéria, à être le leader en Afrique et à maintenir une présence internationale afin de tirer pleinement profit des opportunités d'affaires dans toutes les zones géographiques où elle opère.

Je vous remercie.



Chief I. C. Ogbue
Président

Rapport du DG /PDG du Groupe



“Collectivement, les opérations en dehors du Nigéria représentent maintenant 18 % des recettes totales, comparativement à 13 % en 2010. En outre, il est gratifiant de noter que douze des dix-huit pays où nous opérons en Afrique (en dehors du Nigéria) ont réalisé des bénéfices en 2011.”

Rapport du DG /PDG du Groupe (suite)

Chers Actionnaires,

Je suis heureux de présenter la performance de notre Groupe pour l'exercice 2011. Comme vous le savez peut-être, 2011 s'est avérée être une autre année difficile pour le système financier et les institutions financières à travers le monde. Les Banques Centrales à travers le monde ont poursuivi la tâche ardue d'assainissement de l'industrie avec comme objectif de parvenir à la stabilité durable du système financier et à sa solidité.

En dépit de cela, plusieurs institutions financières comptent parmi les victimes et ont été soit nationalisées, soit absorbées par d'autres organisations. Je suis fier de dire que votre Banque, United Bank for Africa SA (UBA), a émergé plus dynamique, plus stable et mieux positionnée pour réaliser une meilleure performance et un haut niveau de leadership dans le secteur pendant l'exercice 2012.

Au début de l'année 2011, l'équipe dirigeante de la Banque a délibéré et est tombée d'accord sur certaines priorités clés pour la Banque. Ces priorités ont servi de plate-forme pour conduire la performance globale de la Banque pour l'année. Ce sont :

- **Le renforcement de notre offre de valeur :**
Le renforcement de notre offre de valeur pour des segments ciblés de notre clientèle, y compris les entreprises, les banques commerciales et de détail, avec comme objectif d'améliorer notre part de l'activité bancaire du client et de devenir la Banque de choix pour les principaux acteurs dans des secteurs clés.
- **La consolidation de nos filiales africaines :**
Le renforcement de notre activité dans chacun des pays où nous opérons dans le but de développer notre pénétration, de réaliser une contribution positive pour la rentabilité du Groupe et de réaliser un rendement proportionnel au capital investi.
- **Encourager les dépôts à faible coût :**
Retrouver notre part de marché des dépôts

à faible coût (épargne et dépôts sur compte courant) en s'appuyant sur nos atouts majeurs et des solutions de banque par Internet pour stimuler la croissance.

- **Une augmentation agressive des prêts :**
Améliorer notre ratio prêts/dépôts en créant des actifs de qualité avec les meilleurs acteurs dans des secteurs clés de l'économie et saisir les opportunités dans une chaîne de valeurs liées à ces noms.
- **Augmenter des revenus autres que des intérêts :**
Un marketing agressif de nos services de banque par Internet et les offres de services bancaires de transaction pour les clients de la banque de détail et aussi les entreprises afin de générer plus de revenus de transaction.
- **S'engager à soutenir la croissance:**
S'employer à augmenter les revenus de façon agressive et à moindre coût en tirant parti de notre plate-forme opérationnelle existante afin d'améliorer notre ratio coût/revenu.
- **La prévention de la fraude :**
Mettre en œuvre des initiatives judicieuses de prévention de la fraude pour assurer une érosion des profits à zéro / minimale contre les fraudes à la fois internes et externes.
- **L'amélioration des procédures :**
La suppression des goulets d'étranglement causés par les procédures, l'organisation et les politiques qui affectent toute amélioration de la productivité au sein de la Banque.

Au vu des progrès accomplis dans ces domaines clés au cours de l'année écoulée, je suis convaincu que la Banque a établi une base très solide pour parvenir à une meilleure performance en 2012 et au-delà.

TRANSACTIONS CLÉS

La Banque a connu les transactions clés suivantes au cours de l'année :

- Nomination à titre de mandataire pour les Fonds

publics AMCON de NGN 3,14 billions

- Nomination en tant que banque d'émission commune et souscripteur pour les obligations gouvernementales pour les États suivants : obligations de l'État d'Ekiti (25 milliards de NGN), obligations de l'État d'Edo (25 milliards de NGN, financement partiel pour 5 milliards de NGN), obligations de l'État de Delta (50 milliards de NGN), obligations de l'État de Benue (13 milliards de NGN), obligations de l'État de Rivers (250 milliards de NGN),
- Financement des importations de produits pétroliers et de pétrole brut par une société pétrolière et gazière de premier plan au Kenya ; partenariat avec d'autres institutions financières pour des facilités de prêt à long terme à hauteur de 82,5 milliards de NGN et 100 millions de \$ pour un opérateur de télécommunications majeur au Nigéria, qui a remporté le Prix Euromoney Europe et Afrique du Contrat de Financement de Projets de l'année en télécoms,
- Participation dans le refinancement d'une partie de la dette de plus de 1,2 milliards de \$ par tranches pour le Projet Gas-to-Liquid de l'une des plus grands acteurs pétroliers au Nigéria, pour laquelle la Banque s'est vue décerner le Prix du Contrat de Refinancement de Projets en Afrique pour l'année 2011 par Euromoney, ainsi que les autres parties associées à la transaction, et
- Conseiller financier commun pour le Projet d'Expansion de la Nigerian Petroleum Development Company (NPDC) pour 2 milliards de \$.

STRATEGIE D'EXPANSION PANAFRICAINNE

La Banque a réalisé une phase majeure de son plan d'expansion panafricaine avec le début des opérations en République Démocratique du Congo et au Congo-Brazzaville, qui porte le nombre de nos opérations africaines à dix-neuf.

Avec l'achèvement du plan d'expansion, la

Banque est maintenant entrée dans la phase de consolidation des activités dans tous les pays où nous sommes présents, avec comme objectif d'amplifier notre pénétration de ces marchés et d'accroître notre part d'activités.

ABROGATION DU RÉGIME DE BANQUE UNIVERSELLE

La Banque Centrale du Nigéria (BCN) a révoqué la licence de banque universelle qui autorisait les banques commerciales à exercer des activités bancaires non-commerciales. A la place, la BCN a émis de nouvelles licences bancaires qui ne permettent pas aux banques commerciales au Nigéria de s'engager dans des activités bancaires non-commerciales.

Par conséquent, la BCN a mandaté les banques commerciales à soumettre leurs plans respectifs pour se conformer aux nouvelles exigences.

En réponse, UBA SA en janvier 2011 a présenté son plan de conformité pour la transition vers une structure de holding et a obtenu un agrément de principe de l'organisme régulateur en juin de la même année. La BCN a accordé son approbation finale le 28 décembre 2011. La structure de holding, qui a entraîné la mise en place d'une holding intermédiaire distincte pour les filiales bancaires dans 18 pays à travers l'Afrique, a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée dûment convoquée et ordonnée par le tribunal lors d'une réunion le 29 décembre 2011.

Cependant, le 30 décembre 2011, la BCN a publié une circulaire sur la Définition et la Structure des Sociétés de Holding en vertu du Nouveau Modèle Bancaire. Cette circulaire exige que toutes les filiales de banque onshore ou offshore soient détenues par un parent des banques commerciales qui effectuent les opérations, ce qui invalide la structure de holding financière précédente de la banque.

Par conséquent, la Banque a préparé un nouveau plan de conformité, qui contient sa proposition visant à exploiter une entreprise à vocation d'activité unique et à se défaire de toutes les

filiales bancaires non-commerciales. Dans le cadre du nouveau plan de conformité, UBA SA ne serait plus en mesure de poursuivre la mise en place d'une holding financière, et il n'y aurait plus non plus de sociétés en sous-holding. UBA SA sera la société de holding mère détenant toutes les activités de banque commerciale au Nigéria, en Afrique et dans le reste du monde. UBA SA sera également la société mère d'UBA Pension Custodian Limited et d'UBA FX Mart Limited. La BCN a approuvé ce nouveau plan.

TRANSITIONS AU NIVEAU DU CONSEIL

Au cours de l'année, le conseil d'administration de la Banque et par la suite, la Banque Centrale du Nigéria, ont approuvé les nominations et les démissions de certains membres du conseil d'administration comme suit :

- Kennedy Uzoka a été nommé administrateur Général Adjoint (Ag.) de la Banque. Il était Directeur Exécutif des Ressources du Groupe avant cette nomination.
- Dan Okeke a été nommé administrateur Exécutif. Il était Directeur de 'UBA Nigéria (Nord) avant cette nomination.
- Victor Osadolor, qui était DG / PDG de 'UBA Capital Holdings avant sa démission du conseil d'administration pour poursuivre d'autres intérêts personnels.
- Mme Faith Tuedor-Matthews a démissionné du conseil d'administration. Elle était la Directrice Générale adjointe, de 'UBA Nigéria, (Abuja) avant sa démission..

FONDATION UBA & RESPONSABILITÉ SOCIALE DE LA BANQUE

En accord avec notre esprit qui consiste à donner à la société, la Fondation UBA a participé à différents stades à des projets clés à impact communautaire au cours de l'année :

- Le projet « Read Africa », qui vise à raviver la culture de la lecture chez les enfants en Afrique a continué en 2011.
- La Fondation a également participé à la lutte contre le cancer de la prostate en jouant un rôle actif dans le Programme de sensibilisation

au cancer de la prostate (Prostate Cancer Awareness Program) en juin 2011 ainsi que dans la collecte de fonds pour le dépistage gratuit à travers l'Afrique.

- En septembre 2011, la Fondation a lancé un concours national de rédaction (National Essay Competition Programme) entre les écoles secondaires en Afrique en commençant par le Nigéria. Le concours s'est terminé avec succès en novembre 2011, avec l'octroi de bourses universitaires aux gagnants.

PRINCIPALES RÉCOMPENSES

Au cours de l'année, UBA a reçu les récompenses notables les distinctions suivantes :

- Le Prix « Best Performing Bank in Agric Finance for the year 2010 » en reconnaissance de la performance exemplaire de la Banque dans le cadre du programme de crédit agricole de la BCN.
- Le Prix « Best Trade Finance Institution in Nigeria » (décerné par Euromoney) en reconnaissance de la façon dont la Banque a mis à profit sa présence en Afrique, son savoir-faire et son appétit pour initier des mandats commerciaux auprès des entreprises et des institutions financières dans les pays où elle est présente et ceux où elle ne l'est pas, tirant parti de ses produits de Commerce Extérieur et de ses capacités de traitement à Lagos, New York et Londres.
- Le Prix « Best Retail Bank » pour le lancement de la carte Visa prépayée Africard et la promotion en interne d'une solution de transfert de fonds transfrontalier en Zambie.
- Le Prix de la meilleure banque de l'année « Best Bank of the Year », remis par le magazine Financial Times Bankers au Cameroun.

VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Au cours de l'exercice 2011, la Banque a connu une croissance marginale de ses revenus bruts (qui

Rapport du DG /PDG du Groupe (suite)

passent de 178 milliards de NGN à 185 milliards de NGN soit une croissance de 4,1 %) au vu d'une augmentation de la contribution d'autres pays africains, de la croissance en volume des prêts et d'une meilleure évaluation des actifs.

Toutefois, en raison de certains amortissements exceptionnels par rapport aux profits, la Banque a enregistré une perte nette de 10,5 milliards de NGN pendant l'exercice.

Cette perte nette a découlé principalement de la perte due à la cession de certains de nos prêts non performants à la Société de Gestion des Actifs du Nigéria (AMCON), où nous avons subi une perte considérable, de plus de 40 %. Il s'agit du prêt non performant accordé à Zenon, où la Banque a subi une perte de 15 milliards de NGN.

La direction n'anticipe plus d'amortissements de ce genre en 2012 et en dépit de ces actions, le bilan du Groupe et son capital sont robustes et fournissent une base solide pour la croissance future du Groupe.

L'adéquation du capital

L'état du capital de la Banque reste cependant solide avec un ratio d'adéquation du capital de plus de 21 % par rapport à un minimum réglementaire de 10 %.

Liquidités et Solvabilité

La position en liquidités du Groupe a continué à s'améliorer au cours de l'année 2011, en raison du retour progressif de la confiance sur les marchés et les recettes des obligations de AMCON en lieu et place de nos prêts non-performants.

Notre position en liquidités à la fin de l'exercice était de 60 % (2010 : 39 %), témoignant ainsi de la forte capacité de la Banque à satisfaire les obligations qui arrivent à échéance.

Dépôts

Notre base de dépôts a augmenté de 14 % passant de 1,27 milliards de NGN en 2010 à 1,44 milliards de NGN en 2011. Le moteur de cette croissance a été notre vaste réseau de

distribution et la contribution croissante d'autres pays africains. Il est également intéressant de noter que la qualité de nos divers dépôts s'est également améliorée avec la proportion des dépôts à terme qui est encore tombée à 22 %, par rapport à 23 % pour la période correspondante. Cela a contribué à réduire le coût total de nos fonds à 2,8 %.

Prêts

La clôture de nos prêts bruts était de 715 milliards de NGN (2010 : 676 milliards de NGN), ce qui représente une croissance de 6 % au cours de la période. Sans la vente des prêts à AMCON, la croissance globale du portefeuille des prêts aurait été plus forte en 2011. En conséquence, le ratio prêt/dépôt est resté inférieur à 50 %, reflétant une croissance des prêts relativement prudente.

Il est également intéressant de noter que notre ratio de Prêts Non Performants (PNP) s'est considérablement amélioré. Il est actuellement de 3,7 % pour l'ensemble du Groupe comparé à 8,8 % pour l'exercice 2010.

Bilan total

Le bilan total du Groupe s'élève à 2,9 milliards de NGN fin décembre 2011. Cela représentait environ 27,4 % de croissance par rapport à la position de 2010. Ceci fournit une base solide pour le futur plan de croissance du Groupe.

Contributions des autres pays africains

Au mois de décembre 2011, nos opérations en Afrique (le Nigéria non compris) sont passées à dix-huit. Au cours de l'année, nous avons commencé nos activités dans deux pays, à savoir la République Démocratique du Congo et le Congo-Brazzaville. Nous sommes heureux d'annoncer que nous avons achevé la phase importante de notre expansion panafricaine et que nous sommes passés à la consolidation de ces entreprises dans le but d'en tirer profit.

Collectivement, les opérations en dehors du Nigéria représentent maintenant 18 % du revenu total, comparé à 13 % en 2010. Par ailleurs, il est gratifiant de noter que douze des dix-huit pays où nous opérons en Afrique (sans le

Rapport du DG /PDG du Groupe (suite)

Nigéria) ont réalisé des bénéfices en 2011.

Dans l'ensemble, nous sommes déterminés à faire apprécier la valeur de nos actions en mobilisant les potentiels de la Banque existants et en s'appuyant sur ses énormes ressources et sa position dominante en Afrique.

ORIENTATION STRATÉGIQUE POUR L'EXERCICE 2012

La Direction Générale de la Banque a organisé une séance de réflexion sur la planification stratégique en 2011 afin de définir des objectifs stratégiques de la banque sur 5 ans ainsi que les activités prioritaires pour la Banque pour l'exercice 2012 et au-delà.

En fin de compte, il a été décidé que la banque continuera à poursuivre son objectif stratégique à trois niveaux :

1. être le leader incontesté des institutions financières (FSI) au Nigéria,
2. être la principale Banque africaine (passer de l'expansion à la phase de consolidation des activités) et
3. établir une présence internationale (tirer pleinement parti de notre présence dans le monde pour couvrir les activités de bout en bout).

De même, les objectifs du Groupe ont été fixés pour l'exercice 2012 avec l'intention de propulser la Banque au rang de leader du secteur.

En 2012, nous allons continuer à concentrer nos activités sur les secteurs de gros et de détail et le secteur commercial et sommes déterminés à poursuivre des activités dans les secteurs clés qui devraient stimuler la croissance des économies africaines dans lesquelles nous opérons.

Lors de la séance de réflexion, les domaines prioritaires qui doivent retenir l'attention au sein du Groupe pour atteindre nos objectifs ont été identifiés comme suit :

- Continuer à accroître les dépôts, tout en tirant parti de notre vaste réseau d'agences, avec

comme objectif d'améliorer le ratio de dépôt à bas coût de la Banque

- Profiter des produits de Commerce Extérieur, les moyens de paiement uniques de la Banque et son unique réseau international pour accroître le commerce international et régional de la Banque et les transferts de fonds
- Créer des prêts de grande qualité en ciblant chacun des secteurs clés et les entreprises qui stimulent la croissance au Nigéria et dans d'autres pays africains, ainsi que l'amélioration de la gestion, du suivi et des capacités de recouvrement du crédit de la Banque, pour que les actifs de la banque soient d'une grande et le restent.
- L'amélioration et l'institutionnalisation de notre approche de gestion des relations pour améliorer notre part du portefeuille des clients ciblés
- Tirer un maximum de profit de nos capacités de banque par Internet ainsi que nos uniques produits en préparation pour l'initiative de réduction des billets en circulation « cash-lite banking » de la BCN, comprenant des plans d'investissements dans plus de 30 000 terminaux de Vente (PoS) au Nigéria d'ici la fin de l'année 2012, le lancement et la commercialisation agressives de la plate-forme de paiement mobile de la Banque, U-Mo, ainsi que l'amélioration des produits de banque par Internet existants pour une meilleure efficacité
- Améliorer l'éventail des Services Partagés du Groupe pour mieux aider nos équipes de marketing
- Mettre l'accent sur une meilleure gestion des coûts avec comme objectif global de réduire considérablement le ratio coût/revenu de la Banque, en s'appuyant, entre autres, sur l'impact de l'initiative « cash-lite banking » pour développer le réseau des agences de la Banque, réduire le coût de gestion des espèces, améliorer l'équilibre personnel commercial et personnel non commercial de la Banque

Rapport du DG /PDG du Groupe (suite)

- Améliorer notre approche en matière de sélection, gestion, développement et maintien en poste de nos employés, et
- L'adoption des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) en 2012.
- L'amélioration du système de gestion de la performance de la Banque pour parvenir à une clarté et une simplicité des objectifs de performance, s'assurer un qu'il est compatible avec les objectifs du Groupe, et une meilleure objectivité dans l'évaluation des performances, etc.

REMERCIEMENTS

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de transmettre mes plus sincères remerciements à tous les employés du Groupe pour leur engagement, leur dévouement et leur contribution à la marche de la Banque tout au long de l'année. La résilience que vous avez affichée pendant les périodes difficiles de l'année est vraiment louable. Cela conforte ma croyance en notre capacité collective à réaliser les aspirations de notre banque.

Je tiens à remercier nos chers clients qui nous ont donné cette occasion unique pour servir et continuer à créer de la valeur. Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à nos actionnaires pour tout leur soutien et leur croyance continus en nos objectifs collectifs.

Je remercie toutes les parties prenantes, y compris les organismes de contrôle dans tous les territoires où nous opérons, ainsi que les communautés, pour avoir créé un environnement propice qui nous a permis de continuer à fonctionner.

Nous vous remercions tous du fond de notre cœur pour votre soutien continu, maintenant et à l'avenir alors que nous nous engageons à constamment créer de la valeur.

Merci.



Phillips Oduoza
Directeur Général / PDG du Groupe

Quelques produits nouveaux et améliorés

EMS



INFORMATION PRODUIT

Solution en ligne sur Internet qui fonctionne sur la plate-forme PAYMANAGER. Elle permet à une entreprise de gérer et de financer des cartes de paiement à partir de n'importe quel site et pour différents types de paiements en espèces. Ces cartes de paiement peuvent être utilisées sur n'importe quels Distributeurs Automatiques de Billets, bornes de paiement et aussi sur Internet.

MARCHÉ CIBLE

- Entreprises

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Débit immédiat à partir d'un compte d'entreprise domicilié chez UBA et crédit sur toute carte de paiement
- Module de reconnaissance de carte pour les cartes attribuées à vos distributeurs
- Carte sûre et sécurisée et module de délivrance d'un code secret
- Liste noire et capacités d'inscription sur une liste à surveiller
- Flux pour approbation par signatures multiples avant que la transaction finale ne soit traitée

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Amélioration de la gestion de paiement des frais
- Peut être utilisé pour effectuer des paiements à des clients non-titulaires d'un compte
- Réduit les coûts généraux associés à des paiements

PayManager

Payment Without Boundaries

- SECURE
- CONVENIENT
- EFFICIENT



INFORMATION PRODUIT

Une solution de paiement globale en ligne sur Internet qui améliore les envois express de fonds automatisés et les encaissements (débits directs) entre banques au Nigéria.

MARCHÉ CIBLE

- Entreprises

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Débit immédiat à partir d'un compte d'entreprise domicilié chez UBA et crédit sur des comptes dans n'importe quelle banque (dans le monde entier).
- Capacité de paiement et de traite en devises étrangères.
- Système en ligne sur Internet qui permet à cette solution d'être utilisée depuis n'importe quel site avec un accès Internet.
- Fonctionnalité de débit direct sur des comptes de débit de tiers à travers les banques au Nigéria et sur des comptes de perception de crédit d'entreprises en ligne en temps réel.
- Flux pour approbation par signatures multiples avant que la transaction finale ne soit traitée.
- Capacité de mise en place du principe des 4-Yeux pour chaque action.
- Rapports détaillés sur toutes les transactions.
- Date d'entrée par téléchargement de fichiers, module de saisie de date sur écran et bibliothèques.
- Capacité de virement permanent

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Évite de rédiger des chèques
- Procure une valeur immédiate aux bénéficiaires
- Évite de conserver des espèces et ses risques inhérents
- Le processus d'automatisation facilite les encaissements pour les clients qui perçoivent les sommes.

Quelques produits nouveaux et améliorés (suite)

U-Direct



INFORMATION PRODUIT

Notre plate-forme bancaire sur Internet qui permet aux clients d'interagir avec UBA via le Web

MARCHÉ CIBLE

- Entreprises
- Client de Détails

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Affichage d'un relevé de compte
- Transfert de fonds entre comptes
- Mise en place de paiements par des tiers
- Réquisition des objets par ex. des chèquiers, des instructions pour opposition sur un chèque, etc
- Suivi des prêts
- Téléchargements des relevés dans de multiples formats
- Paiement des factures

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Permet aux clients de donner des instructions et d'effectuer des transactions dans le confort de leur maison et depuis leur bureau.
- Fournit une plate-forme sécurisée pour interagir avec la banque sans recourir à une présence physique

U-Mobile



U-Mobile

Now On Apple Devices



Another First from UBA

INFORMATION PRODUIT

Une carte riche de fonctionnalités basée sur une solution bancaire mobile à partir de menus

MARCHÉ CIBLE

- Entreprises
- Clients de Détails

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Affichage d'un mini relevé de compte
- Transfert de fonds entre comptes
- Demande de soldes
- Réquisition des objets par ex. des chèquiers, des instructions pour opposition sur un chèque, etc
- Rechargement de crédit de téléphone portable
- Téléchargements des relevés dans de multiples formats
- Paiement des factures
- Transferts interbancaires

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Notification instantanée des transactions sur les téléphones mobiles des clients
- Fournit un accès à l'information en temps réel pour un processus décisionnel efficace

Quelques produits nouveaux et améliorés (suite)

Bank Collect



INFORMATION PRODUIT

Plate-forme de prélèvement électronique au sein d'une succursale pour les encaissements locaux (UBA uniquement)

MARCHÉ CIBLE

- Gouvernement / Secteur Public
- Entreprises

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Rapports complets et personnalisables
- Journal des transactions / rapports d'audit élaboré et détaillé
- Intégration possible avec l'application cœur de métier des clients
- Possibilité de notification instantanée par courriel / SMS.
- Support multidevises
- Champs de données personnalisables avec de solides règles de validation
- Intégration possible avec d'autres solutions de paiement comme Webpay (InterSwitch), permettant ainsi les paiements par cartes de débit.
- Support pour paiements multi-canal par ex. via les bornes POS dans les bureaux d'affaires
- Fournit intégration de l'interface et sécurisé à l'hôte bancaires pour les transactions affichage

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Élimine les risques de fraude associés à des encaissements de trésorerie
- Fournit des moyens pour surveiller les paiements en ligne en temps réel
- Hautement personnalisable pour répondre aux préférences de l'utilisateur

Schools On-line



INFORMATION PRODUIT

Une solution en ligne sur Internet qui permet aux institutions pré-tertiaires (écoles primaires et secondaires) de fournir le paiement des frais de scolarité et universitaires et d'autres services à partir d'un portail pour les étudiants et les parents

MARCHÉ CIBLE

- Institutions pré-tertiaires

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Permet aux parents d'effectuer des paiements pour les frais de scolarité ou de déposer de l'argent de poche pour leurs enfants
- Accès à une vue en ligne en temps réel des dossiers scolaires des étudiants, par exemple académiques, médicaux, etc ...
- Plate-forme n pour envoyer et recevoir des messages d'alerte à / de l'école pour les mises à jour concernant leurs enfants
- Des avis électroniques sont affichés sur le portail et permette d'adresser des courriels aux parents
- Champs de données personnalisables avec des règles de validation sécurisées

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Réduit le temps de réponse consacré au paiement des frais scolaires
- Commodité d'accès en ligne à l'information et au processus éducatifs
- Améliore la collaboration entre les écoles et les parents / tuteurs, la création d'un forum

Quelques produits nouveaux et améliorés (suite)

U-pay

**INFORMATION PRODUIT**

Des ressources humaines en ligne sur Internet, la gestion des salaires et une solution de paie qui offre aux entreprises clientes un traitement des salaires et son paiement sans aucun problème.

MARCHÉ CIBLE

- Entreprises

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Mise à jour des informations / données sur le personnel
- Gestion des informations relatives aux RH
- Traitement de la paie
- Paiement des salaires en ligne en temps réel
- Remise des retenues obligatoires en ligne (par ex. PAYE, retraite, NHIS, etc ...)
- Accès en ligne aux bulletins de salaires disponible pour les employés
- Grandes possibilités de configuration

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Permet aux entreprises de se concentrer sur leur cœur de métier
- Réduit les coûts d'exploitation
- Élimine les erreurs dans le calcul de la paie
- Facilite la régulation des avances de paie et les rapports
- Fournit un accès pratique aux feuilles de paie via Internet pour les employés

E-Dividend

**INFORMATION PRODUIT**

Une solution en ligne sur Internet qui permet aux bureaux d'enregistrement des personnes morales à verser des dividendes de façon électronique aux actionnaires en ligne en temps réel.

MARCHÉ CIBLE

- Bureaux d'enregistrement
- Trésoriers d'entreprise

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Accès aux rapports en ligne en temps réel
- Règlement et réconciliation facilités

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Améliore la vitesse de traitement des paiements de dividendes
- Réduit les coûts d'exploitation
- Optimisation des ressources en personnel

Quelques produits nouveaux et améliorés (suite)

E-Statements



INFORMATION PRODUIT

Fournit des relevés de compte électroniques à une fréquence choisie (fin de chaque jour ouvrable, chaque semaine ou chaque mois) par courrier électronique. Le client peut également spécifier le format du courriel (c'est-à-dire soit en format PDF ou sous forme de feuille de calcul Excel).

MARCHÉ CIBLE

- Clients UBA particuliers / de détails
- Entreprises clientes
- PME

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Délivrance régulière et à jour de relevés de compte lors de la commande et conformément celle-ci.
- Délais de livraison définis par l'utilisateur lui-même
- Proposé sans frais

PRE-REQUIS

- Une adresse de courrier électronique
- Un numéro de compte
- Un formulaire de demande de services complété

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Courrier contenant les détails du compte au moment du délai de livraison demandé.
- Un relevé en version PDF ou MS Excel est joint
- L'utilisateur spécifie un délai de livraison soit fin de jour ouvrable, fin de semaine ou fin de mois
- Service gratuit pour les clients
- Informations de contact chez UBA à appeler si la transaction est suspecte ou non autorisée

SMS/E-Mail Alerts



INFORMATION PRODUIT

Le service d'alerte par courriel / SMS permet de diffuser des informations relatives au compte, des notifications sur les produits et services en temps réel aux clients UBA sur leurs téléphones mobiles et comptes de courrier électronique.

MARCHÉ CIBLE

- Entreprises
- Clients de détails

CARACTERISTIQUES DU PRODUIT

- Alerte d'Opération de Dépôt / Crédit : Un SMS / courriel sera envoyé à chaque fois que des fonds sont déposés / crédités sur un compte désigné choisi par le client.
- Alerte d'Opération de Retrait / Débit : Un SMS / courriel sera envoyé à chaque fois que des fonds sont retirés / débités à partir d'un compte désigné choisi par le client

PRINCIPAUX AVANTAGES DU PRODUIT

- Améliore la gestion des flux de trésorerie et les processus d'encaissements
- Meilleure information pour un processus décisionnel efficace
- Moins de manipulation d'espèces
- Optimisation des ressources en personnel

Rapport sur la responsabilité sociale (CSR) de la banque

Nous nous sommes engagés à gérer notre entreprise et nous conduire en citoyens responsables partout où nous nous trouvons. Nous nous assurons que l'impact social et environnemental de nos activités est juste pour toutes les parties prenantes, y compris les actionnaires, les clients, les fournisseurs, les employés, le gouvernement et pour la communauté.

Ce rapport décrit les mesures que nous avons prises pour améliorer la vie des gens dans nos communautés. A UBA, nous pensons que la décision de réussir en affaires doit être accompagnée d'un bon civisme de la part des entreprises. D'une certaine manière, cette passion est démontrée par notre position en tant que l'une des rares institutions qui ont un modèle robuste en matière de responsabilité sociale des entreprises, tel que défini par notre structure sociale, la Fondation UBA. Nous avons des principes bien articulés qui garantissent le bien-être de l'employé, une relation solide avec les clients, la diversité dans l'entreprise et des programmes de développement communautaires. Ce faisant, nous nous engageons à être toujours à l'écoute afin de comprendre les préoccupations des parties prenantes et appliquer les ressources nécessaires pour y remédier. Nous nous efforçons de maintenir des relations mutuelles avec les communautés et de nous lancer dans des projets à valeur ajoutée pour permettre aux communautés locales de bénéficier des succès de la banque.

Depuis plusieurs années, le Groupe UBA s'est engagé dans une stratégie délibérée de développement durable qui associe excellence opérationnelle et multiples programmes sociaux, dont le développement des infrastructures, l'émancipation économique et l'assainissement de l'environnement.

Fait intéressant, la Responsabilité Sociale de la Banque est tellement bien assimilée et bien comprise par la direction que les initiatives sont intégrées dans toutes les facettes de notre entreprise afin de s'assurer que des décisions justes sont prises à chaque instant.

NOS RÉPONSES AUX PRINCIPALES PARTIES PRENANTES

Clients

- Célébration de la clientèle de UBA à travers des Programmes de Perfectionnement des Services (SEP) périodiques

- Une recherche constante visant à développer de nouveaux produits et des services à valeur ajoutée
- Un Centre d'Interaction Dédié à la Clientèle (CIC) pour résoudre les questions relatives aux clients et fournir un système pour recueillir les réactions des clients

Employés

- Une discussion en ligne trimestrielle entre la direction et le personnel lors de réunion du type «Staff Meet The Executive»
- La mise en place d'une structure d'évaluation de la performance de classe mondiale pour le bonheur des employés
- L'égalité des chances, une main-d'œuvre plus diversifiée en termes de race ou d'origine
- L'adoption de politiques de travail internationales suffisamment souples pour répondre à l'exigence de la législation du travail dans chaque pays
- Des programmes de formation sont organisés pour le personnel au sein du groupe

Actionnaires

- Une politique ouverte, où les investisseurs ont accès aux membres de la direction afin d'évaluer leurs décisions d'investissement
- Un département dédié aux relations avec les investisseurs qui aborde toutes les questions des investisseurs / analystes
- Inviter les investisseurs et analystes à des téléconférences trimestrielles.

Communauté

- Une branche de la banque (Fondation UBA) est dédiée à la Resp. Sociale
- La poursuite de l'initiative «Read Africa»
- Une sensibilisation accrue et la réalisation de tests gratuits de prévention du cancer de la prostate
- Un support éducatif avec un concours annuel de dissertation
- Le nettoyage et l'entretien des environs (ex. le rond-point Akpongbon, le rond-point de l'Avenue Allen, etc. ...)
- Nous avons fait don d'un bâtiment à la Cité Universitaire à l'Université de Port Harcourt

Gouvernement

- Versements rapides et précis des obligations fiscales

Rapport sur la Responsabilité Sociale de la Banque (suite)

- Engagement de soutien aux programmes et initiatives d'émancipation économique proposés par le gouvernement. Par exemple, le versement des fonds Agricoles et des fonds d'intervention
- Le plus grand employeur de main-d'œuvre dans le secteur des services financiers, avec 12 978 collaborateurs dans le monde

Régulateurs

- L'adhésion aux règles et principes bancaires établis au Nigéria
- Continuer l'activité de la façon la plus éthique possible afin de protéger l'intérêt des clients
- Transparence et soutien des audits et inspections réglementaires

Fournisseurs

- Équité dans la gestion des fournisseurs et l'attribution des contrats
- La banque se soumet à un processus d'appel d'offres transparent depuis 2010
- Solide partenariat avec les fournisseurs

Principales initiatives menées au cours de l'année

Afin de mieux aligner ses actions sur ces valeurs et respecter son engagement indéfectible pour le développement durable de ces communautés, UBA a entrepris un certain nombre d'initiatives afin de promouvoir davantage ses objectifs en matière de Responsabilité sociale.

Le programme Read Africa

L'initiative « Read Africa » vise à raviver la culture de la lecture chez les enfants africains, sachant les distractions auxquelles les jeunes s'adonnent avec les appareils numériques, dont les téléviseurs et les téléphones portables. La stratégie pour encourager la lecture comprend la fourniture d'une liste de livres de littérature anglaise recommandés pour les étudiants dans les collèges et les lycées dans les dix-neuf pays d'Afrique dans lesquels nous exerçons nos activités, ainsi que des séances de lecture. Les membres de la direction de l'UBA ont servi de modèles, ont visité différentes écoles et encouragé les étudiants à se consacrer à la lecture afin de mieux réussir dans la vie.



De gauche à droite : Otunba O. O. Olateru, Principal du King's College, Lagos ; Phillips Oduoza, DG / PDG de UBA SA ; un étudiant du King's College et Ijeoma Aso, DG / PDG de la Fondation UBA lors du programme « Read Africa » à King's College, à Lagos.



Abba Bello, DG / PDG d'UBA Zambie, conseillant des étudiants lors du programme « Read Africa » à la Munali Boys High School, en Zambie.

Rapport sur la Responsabilité Sociale de las Banque (suite)

Concours annuel de rédaction

La première édition du concours annuel de rédaction organisé par la banque pour les élèves a débuté en 2011. L'objectif du programme est d'encourager les jeunes élèves à prendre conscience des enjeux et des événements qui les entourent et leur donner la possibilité de s'exprimer. Le programme s'adresse à des élèves qui sont au lycée.

En 2011, le concours de rédaction a été très réussi au Nigéria. Il y a eu douze finalistes, qui ont été invités à une grande finale au siège de UBA SA. Après une évaluation rigoureuse de leurs résultats, trois des finalistes ont été reconnus comme les meilleurs par un jury de professeurs émérites, sélectionnés parmi les dignitaires des universités nigérianes. Des récompenses pécuniaires et non pécuniaires ont été remises aux trois meilleurs étudiants, à la grande joie de leurs parents et d'un public éclairé. Le programme a été bien accueilli et nous sommes déterminés à le reproduire dans les autres pays africains où nous exerçons nos activités. Nous considérons ce concours de dissertation comme un dérivé du projet « Read Africa ».

Nous pensons que ce concours de dissertation est une orientation inexorable en vue d'un plaidoyer généralisé sur l'amélioration du niveau de l'éducation dans les économies en développement. En effet, les parties prenantes du secteur éducatif du Nigéria ont applaudi cette initiative.



Rapport sur la Responsabilité Sociale de las Banque (suite)

Sensibilisation au cancer de la prostate

En réponse à la menace posée par le cancer de la prostate, le Groupe a pris la responsabilité d'éduquer le grand public sur les causes, les symptômes, la prévention et la gestion de cette maladie. En juin 2011, UBA a entrepris une campagne de sensibilisation sur le cancer de la prostate, où le personnel est descendu dans les rues pour une marche, une course à pied et une épreuve de vélo en vue de sensibiliser la population sur les mesures nécessaires pour contrôler la prévalence du cancer de la prostate. Dans le cadre de cette campagne, on a joué des matches inédits, la population s'est soumise au test de dépistage du cancer de la prostate et le personnel a collecté une somme d'argent pour soutenir cette initiative.



Rangée de devant, de gauche à droite : Bili Odum, secrétaire général de UBA SA, Kennedy Uzoka, DG Adjoint (Ag.) de UBA SA, conduisant la marche « Walk, Jog and Cycle » pour la campagne 2011 de sensibilisation sur le cancer de la prostate.

Soutenir les entreprises voisines grâce à notre équipement anti-incendie dernier cri

En tant qu'entreprise socialement responsable, nous pensons qu'aider d'autres organisations dans le besoin, à l'intérieur et l'extérieur de notre industrie, est essentiel à notre existence sociale. Au cours de l'année, comme lors des précédents exercices, d'autres organisations ont bénéficié de l'usage de notre équipement anti-incendie. Nous sommes ravis d'avoir pu les aider quand ils étaient dans le besoin, surtout quand cela concernait la protection des personnes et des biens face à la menace d'incendies.



Les pompiers de 'UBA à l'œuvre lors d'une opération de sauvetage en 2011

Rapport sur la Responsabilité Sociale de la Banque (suite)

Promouvoir un environnement plus vert

Notre engagement pour changer le visage de notre environnement ne faiblit pas. En plus d'entretenir et de gérer des jardins dédiés afin de produire un environnement plein de fraîcheur, les membres de la communauté sont employés et formés pour soutenir et faire avancer cette initiative. La banque s'est engagée à s'assurer que la proximité de son siège social est propre, tout en veillant à ce que d'autres emplacements sélectionnés à Lagos et d'autres sites où nous exerçons nos activités soient gérés dans une atmosphère agréable. Par exemple, la zone d'Akpongbon et sa liaison avec l'axe Marina, le rond-point d'Allen à Ikeja sont entretenus par la banque. Cette stratégie implique également la création d'emplois pour un bon nombre de personnes qui entreprennent cette gestion.



Le Jardin du rond-point d'Apongbon, Marina, à Lagos géré par la Fondation UBA

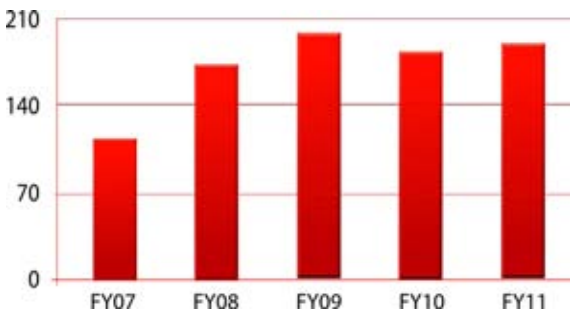


Le personnel de la Fondation UBA supervise l'environnement du siège de 'UBA

Revue des performances financières du Groupe

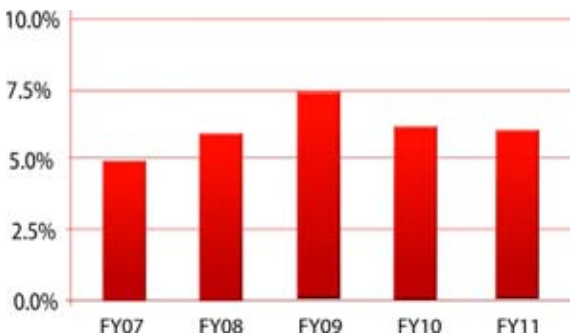
Revenus bruts (en milliards de NGN)

Les revenus bruts ont augmenté de 4,1 % à 185 milliards de NGN durant l'exercice 2011 comparé à 178 milliards de NGN enregistrés en 2010. Cela est dû à la croissance du volume des prêts, à l'augmentation de la contribution des autres pays africains et à la croissance des frais et commissions. Nous sommes convaincus que l'augmentation des revenus sera très forte durant l'exercice en cours, étant donné que nous nous attendons à ce que les marges s'améliorent et que nos activités en Afrique contribuent davantage aux bons chiffres du Groupe.



Marges Nettes d'Intérêt (MNI)

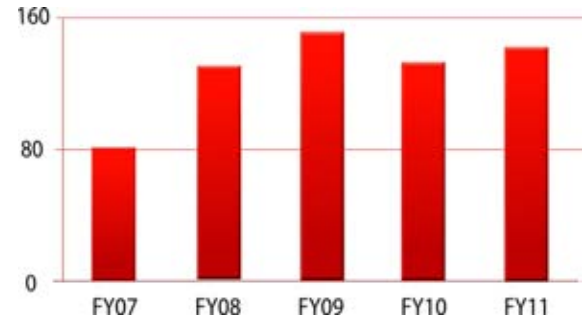
Les MNI sont restées stables à 6 % durant l'exercice 2011 (2010 : : 6 %). Durant l'exercice 2012, les MNI devraient s'améliorer avec une meilleure appréciation des actifs et notre capacité à générer des dépôts à bas coût pour les investir dans des actifs de liquidités à rendements élevés.



Bénéfices d'exploitation (en milliards de NGN)

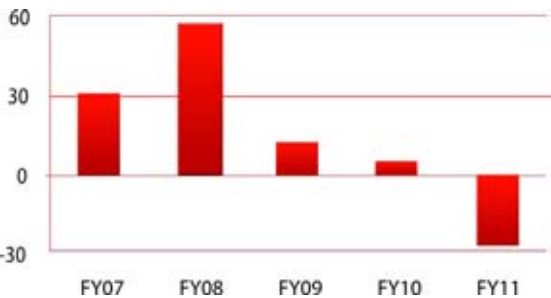
Les bénéfices d'exploitation ont augmenté de 6 % pendant l'exercice 2011 à 139 milliards de NGN

(2010 : 131 milliards de NGN). Cette hausse est due en grande partie à l'expansion des revenus hors intérêts et à l'amélioration des marges d'intérêts. Avec la performance attendue en 2012, les bénéfices d'exploitation devraient être plus élevés.



Bénéfices/(Perte) avant impôt (en milliards de NGN)

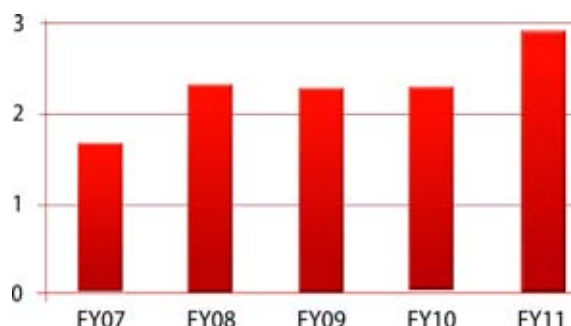
Le Groupe a enregistré une perte de 28,5 milliards de NGN avant impôt. Ce fut en raison de la décision de la direction de supprimer tous les actifs en souffrance du bilan du Groupe. Les coupes significatives résultant de la cession des prêts non performants à la Société publique de Gestion des Actifs du Nigéria (AMCON), ont été les principales raisons de la perte déclarée pour l'année. Cela ne devrait pas se reproduire en 2012, le Groupe est en meilleure position pour faire face à la concurrence sur ses marchés clés.



Bilan (en milliards de NGN)

Le total du bilan du Groupe a augmenté de 27,4 % pour clôturer à 2,9 milliards de NGN en 2011 (2010 : : 2,27 milliards de NGN). La croissance dans les principaux postes du bilan, y compris les dépôts et les actifs en liquidités ont été les principaux moteurs de l'expansion dans le bilan. Nous sommes déterminés à extraire la valeur de notre bilan pour générer des rendements optimaux dans les années à venir.

Revue des performances financières du Groupe (suite)
Time = à terme



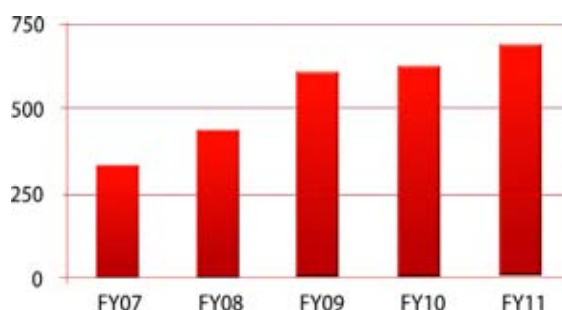
Dépôts (en milliards de NGN)

Les dépôts pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011 s'élevaient à 1,4 billion de NGN, en hausse de 14,0 % par rapport au 1,3 billion de NGN enregistrés en 2010. Cette base de dépôts comprend une proportion plus élevée de demandes à bas coût et de dépôts d'épargne, ce qui représentait 77,4% du total des dépôts, comparativement à 77 % en 2010 et 71% en 2009. Nous allons continuer à tirer parti de notre vaste réseau de distribution et de nos offres de produits inégalées pour attirer les dépôts bon marché.



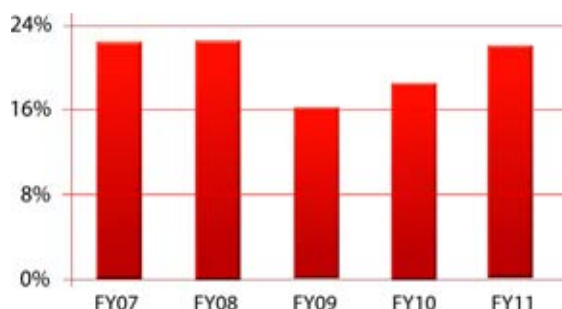
Prêts et créances (en milliards de NGN)

Le montant net des prêts et créances d'UBA a clôturé l'année à 690 milliards de NGN représentant une augmentation de 9,4 % par rapport aux 631 milliards de NGN en 2010. Notre croissance des prêts en 2011 était inférieure à celle prévue en raison de la vente de certains prêts à AMCON et de la stratégie de croissance prudente en matière de prêts de la part de la direction. Nous nous attendons à une croissance supplémentaire dans notre portefeuille de prêts alors que nous améliorons notre niveau de croissance des dépôts et les capacités de gestion des risques.



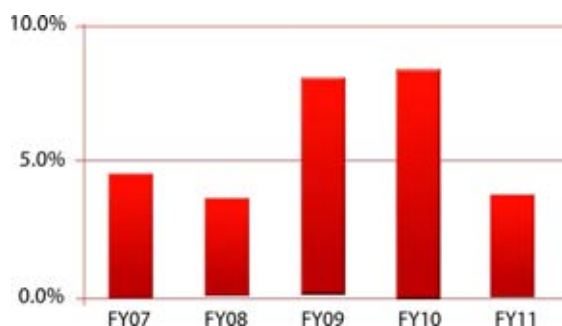
Ratio d'Adéquation des Fonds Propres (RAFP)

Le RAFP s'est amélioré en 2011, clôturant à 21,7 % à la fin de l'année (2010 : 18 %). L'amélioration de ce ratio de risques a été possible grâce à la réduction des actifs pondérés suite à la vente des prêts à AMCON et par conséquent la recette des obligations.



Le ratio de PNP

Le ratio des Prêts Non Performants (PNP) par rapport à l'ensemble des Prêts est passé de 8,8 % en 2010 à 3,7 % en 2011. Ce chiffre est bien en dessous de la limite des 5 % fixée par la BCN pour les banques nigérianes et a été atteint après que notre bilan avait été restructuré au cours de l'exercice.



Rapport des Administrateurs

Les Directeurs présentent leur rapport accompagné des états financiers audités du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

1. RÉSULTATS

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Bénéfice/(Perte) avant impôts				
éléments exceptionnels	8,355	8,171	(441)	8,645
Eléments exceptionnels	(36,851)	(4,952)	(36,851)	(4,952)
Impôts	18,849	(2,621)	20,907	(1,526)
(Perte)/ Bénéfice après impôts	(9,647)	598	(16,385)	2,167
Participations minoritaires	(827)	70	-	-
Appropriations:				
Transfert à la réserve statutaire	-	325	-	325
Transfert à la réserve des revenus non distribués	(10,474)	343	(16,385)	1,842
	(10,474)	668	(16,385)	2,167

2. FORME JURIDIQUE

UBA SA a été constituée au Nigéria en société à responsabilité limitée le 23 février 1961 sous le Décret des Sociétés (arrêté CAP 37) 1922. Elle a repris les actifs et le passif de British and French Bank SARL, qui avaient entrepris des opérations bancaires au Nigéria depuis 1949. UBA est la première banque nigériane à lancer une Offre Publique Initiale (OPI) pour ses actions, après avoir été introduite à la Bourse nigériane en 1970.

La Banque est aussi la première société nigériane à entreprendre un programme global de récépissés de dépôts. Après les réformes de consolidation introduites et dirigées par la Banque Centrale du Nigéria en 2004, la Banque a fusionné avec Standard Trust Bank SA le 1er août 2005 et a aussi acquis Continental Trust Bank SARL le 31 décembre 2005.

3. ACTIVITÉS PRINCIPALES

UBA SA est engagée dans les activités bancaires et fournit des services aux entreprises, à l'international, aux banques commerciales et de détail, des services commerciaux, de gestion de liquidités, de trésorerie et des services sur le marché des capitaux ainsi que des produits bancaires électroniques.

Les services fiduciaires, la gestion et l'administration des retraites, l'assurance, la gestion des actifs, la bourse,

l'émission et la souscription de titres, l'enregistrement d'actions, les opérations de change et les services de garde sont fournis par ses filiales.

4. REVUE DES AFFAIRES ET DÉVELOPPEMENTS À VENIR

UBA SA entreprend des activités bancaires conformément à son Mémoire et aux Statuts de la banque. Une présentation détaillée des activités pour l'année et les perspectives pour l'année prochaine apparaît dans le rapport du Directeur Général.

5. ADMINISTRATEURS

Les noms des administrateurs pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011 sont mentionnés à la page 39.

Dan Okeke a été nommé administrateur exécutif le 1er août 2011. Le 18 juillet 2011, Mme Faith Tuedor-Matthews, administratrice exécutive de la Banque a démissionné du conseil d'administration.

Conformément aux exigences de divulgation de l'Article 252(1) de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004, les membres sont ici informés qu'Adekunle Olumide, OON, administrateur non-exécutif, a atteint l'âge de 70 ans le 25 mai 2011.

6. LES RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers qui donnent une image fidèle de l'état des activités de la Banque et du bénéfice ou de la perte pour cette période et se conforment aux dispositions de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004 et de la Loi relative aux Banques et Autres Institutions Financières arrêté CAP B3 de la Fédération du Nigéria 2004. e faisant, ils s'assurent que :

- les comptes sont bien maintenus,
- les normes comptables applicables sont respectées,
- une politique comptable appropriée est adoptée et appliquée de manière cohérente,

- les jugements et les estimations pris en compte sont raisonnables et prudents,
- le principe de continuité d'activité est appliqué à moins qu'il soit inapproprié de présumer que la banque continuera ses affaires, et que
- les procédures de contrôle interne mises en place fournissent une assurance raisonnable quant à la sauvegarde du patrimoine de la banque ainsi qu'à la prévention et à la détection des fraudes et autres irrégularités.

7. LES INTÉRÊTS DES ADMINISTRATEURS

Les intérêts des administrateurs dans le capital de la Banque sont enregistrés dans le Registre des participations des administrateurs au 31 décembre 2011 comme suit :

NOMS DES ADMINISTRATEURS	31 déc 11 DIRECT	31 déc 11 INDIRECT	31 déc 10 DIRECT	31 déc 10 INDIRECT
Chief I. C. Ogbue	810,000	1,584,690,453	648,000	1,215,350,223
Amb. Joseph Keshi, <i>oov</i>	125,000	NUL	NUL	NUL
Mr. Phillips Oduoza	27,049,552	16,915,916	11,700,602	13,532,733
Mr. Kennedy Uzoka	22,042,035	NUL	16,200,000	NUL
Mr. Emmanuel N. Nnorom	1,660,760	694,062	3,411,148	955,250
Mr. Rasheed Olaoluwa	5,106,926	NUL	4,085,541	NUL
Mr. Abdulqadir J. Bello	500,000	NUL	NUL	NUL
Mr. Femi Olaloku	683,030	NUL	564,424	NUL
Mr. Ifeatu Onejeme	2,564,451	NUL	2,051,561	NUL
Mr. Dan Okeke	6,220,465	NUL		
Mr. Victor Osadolor	13,295,663	NUL	17,104,171	NUL
[Resigned Jan 9, 2012]				
Mr. Paolo A. Di Martino	NUL	247,860,000	NUL	198,288,000
Mr. Adekunle A. Olumide, <i>oov</i>	2,583,348	NUL	226,713	NUL
Mrs. Angela Nwabuoku	1,611,263	NUL	1,270,009	NUL
Mr. Kolawole B. Jamodu, <i>ofr</i>	474,525	52,756	NUL	42,205
Ms. Runa N. Alam	NUL	NUL	NUL	NUL
Alhaji Jaafaru Paki	NUL	22,500,000	NUL	18,000,000
Mrs. Foluke K. Abdulrazaq	NUL	9,000,000	NUL	4,800,000
Mr. Yahaya Zekeri	11,475	NUL	9,180	NUL

8. ANALYSE DES PARTICIPATIONS

Tranches de participations	Nombre d'actions détenues	% total des participations	Nombre d'actionnaires	% total d'actionnaires
1 - 1,000	10,937,351	0.03%	21,610	7.66%
1,001 - 5,000	306,621,555	0.95%	123,647	43.85%
5,001 - 10,000	333,765,223	1.03%	49,274	17.47%
10,001 - 50,000	1,305,788,020	4.04%	62,357	22.11%
50,001 - 100,000	840,058,579	2.60%	12,597	4.47%
100,001 - 500,000	1,964,482,695	6.08%	9,866	3.50%
500,001 - 1,000,000	883,513,579	2.73%	1,300	0.46%
1,000,001 & above	26,689,526,690	82.54%	1,336	0.47%
Total	32,334,693,692	100.00%	281,987	100.00%

PARTICIPATIONS DE 10 % ET PLUS		
NOM	UNITÉ	%
Stanbic Nominees Nigeria Ltd (SNNL)	3,259,110,175	10.8%

9. SOMMAIRE DES TRANSACTIONS EN ACTIONS UBA AU 31 DÉCEMBRE 2011

Trimestre	Total	Moyenne par trimestre
Premier trimestre	1 088 550 220	362 850 073
Deuxième trimestre	1 169 116 317	389 705 439
Troisième trimestre	1 031 189 957	343 729 985
Quatrième trimestre	2 237 952 410	745 984 136

10. ACQUISITION D'ACTIONS PROPRES

La banque n'a pas racheté ses actions propres durant cet exercice.

11. DON

En vue de s'identifier aux aspirations de la société et de l'environnement dans lesquels le Groupe exerce ses activités, une somme totale de 102 157 300 de NGN a été offerte comme dons et contributions de charité pendant cet exercice. Celles-ci comprennent les contributions aux organismes de bienfaisance et à d'autres organismes non caritatifs . Les détails de ces dons et des contributions de charité sont les suivants :

Calendrier des dons pour la 1ère période allant de janvier 2011 au 31 décembre 2011

Bénéficiaire	But	Montant (NGN)
1. Gouvernement de l'État d'Imo	Don de véhicules Hilux	67 714 500
2. Gouv. de l'État d'Anambra	Don de véhicules Hilux et de Systèmes d'alarmes	32 776 800
3. Université de Jos	Aide financierer	500 000
4. Federal Polytechnic, Nekede, Owerri - État d'Imo	Don d'ordinateurs Mercury	666 000
5. Federal College of Education, Osiele, Abeokuta	Aide financière	250 000
6. Community Staff School, Abuja	Aide financière	200 000
University College Hospital (UCH) Ibadan, État d'Oyo	Aide financière	50 000
Total		102 157 300

Rapport des Administrateurs (suite)

12. IMMOBILISATIONS

Les mouvements en immobilisations au cours de la période sont présentés aux pages 86 et 87. De l'avis des administrateurs, la valeur marchande des propriétés de la Banque n'est pas inférieure à la valeur indiquée dans les états financiers.

13. EMPLOI ET EMPLOYÉS**i. Emploi des personnes handicapées**

Le Groupe opère une politique non discriminatoire quand il s'agit de considérer les candidatures y compris celles provenant de personnes handicapées. La politique du Groupe exige que les personnes les plus qualifiées soient recrutées pour les emplois appropriés sans tenir compte de l'origine, de l'ethnicité, de la religion ou de la condition physique du candidat.

ii. La santé, la sécurité et le bien-être des employés au travail

Le Groupe opère dans des locaux commerciaux conçus pour garantir la sécurité et des conditions de

vie saines à ses employés ainsi qu'à ses clients. Les employés sont convenablement assurés contre les risques professionnels et autres risques. Par ailleurs, le Groupe fournit des services médicaux à ses employés et leurs familles immédiates à ses frais.

iii. Formation et implications des employés

Le Groupe encourage la participation de ses employés à la prise des décisions concernant les questions qui touchent leur bien-être. À cette fin, le Groupe donne aux employés la possibilité de délibérer sur les questions touchant le Groupe et l'intérêt des employés, qui participent ainsi à la prise des décisions.

Le Groupe place un grand intérêt dans le développement de son personnel. En conséquence, le Groupe a financé le personnel pour diverses formations locales et internationales 34 926 fois durant l'exercice qui vient tout juste de s'écouler.

iv. Analyse des Employés ventilée par sexe

Le nombre et le pourcentage de femmes employées

Total des employés

	SEXE			POURCENTAGE	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Employés - Groupe	7 173	5 805	12 978	55 %	45 %
Employés - Banque	5 469	4 384	9 853	56 %	44 %

Le Conseil d'administration et les dirigeants

	SEXE			POURCENTAGE	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Assistant du DG	24	10	34	71 %	29 %
Directeur Général Adjoint	24	4	28	86 %	14 %
Directeur Général	15	5	20	75 %	25 %
Administrateurs Exécutifs	6	0	6	100 %	0 %
Directeur Général Adjoint	1	0	1	100 %	0 %
Directeur Général	1	0	1	100 %	0 %
Administrateurs non -Exécutifs	7	3	10	70 %	30 %
	78	22	100		

Rapport des Administrateurs (suite)

au cours de l'exercice par rapport au nombre total des employés est le suivant :

v. Recherche et Développement

Le Groupe mène continuellement des recherches sur des nouveaux produits et services bancaires.

14. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à l'exercice qui pourraient avoir eu un impact significatif sur les états financiers des activités au 31 décembre 2011 et sur le résultat de la période qui s'est achevée à cette date, qui n'ont été correctement provisionnés.

15. COMITÉ D'AUDIT

Conformément à l'Article 359(3) de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004, le Groupe possède un comité d'audit comprenant trois administrateurs non-exécutifs et trois actionnaires comme suit :

1. Charles Odita – Président / Actionnaire
2. Kayode Fadahunsi - Actionnaire
3. Alhaji Umar Al-Kassim - Actionnaire
4. Foluke Abdulrazaq - Administratrice Non-exécutif
5. Angela Nwabuoku - Administratrice Non-exécutif
6. Amb. Joe Keshi - Administratrice Non-exécutif

Les fonctions du Comité d'Audit sont comme établies dans l'Article 359(6) de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004.

16. AUDITEURS

Messrs PricewaterhouseCoopers ayant indiqué leur volonté de poursuivre cette fonction, il en sera ainsi conformément à l'Article 357(2) de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004.

Une résolution sera proposée à l'Assemblée Générale Annuelle pour autoriser les directeurs à déterminer leur rémunération.

PAR L'ORDONNANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Bili A. Odum

Secrétaire Général du Groupe
57 Marina, Lagos

Rapport des réclamations clients

Introduction

UBA SA,, la banque internationale d'e l'frique, a démontré son engagement à servir la clientèle d'une excellente manière et à délivrer des services financiers de haute qualité en conformité avec les normes internationales qui respectent ou dépassent les attentes des clients. Ceci est délivré à un coût et avec une rapidité qui constituent une valeur pour la banque par l'application effective du système de gestion de la qualité et des processus bien définis avec des accords de niveau de service établis et des délais de réponse appropriés.

Conformément à la politique de la banque à délivrer un excellent service à tous les clients à travers le Groupe, sa gamme de produits, ses procédures et les règles de fonctionnements sont régulièrement revus en vue de garantir l'amélioration continue et la satisfaction croissante des clients.

Chaque membre du personnel de 'UBA à travers le Groupe est formé pour assimiler la qualité et mettre systématiquement l'accent sur les clients dans tous les aspects du fonctionnement de la banque, en respectant la promesse de la banque aux clients qui figurent dans notre charte client comme suit :

- Être respectueux - Nous savons que « le Client est Roi » et est au centre de nos activités
- Être courtois et sympathique dans toutes nos interactions avec le client
- Exécuter les transactions à temps et répondre

rapidement aux demandes de renseignements

- Enquêter et résoudre les réclamations sans attendre
- Écouter attentivement
- Communiquer avec honnêteté et de façon proactive
- Tirer parti de nos connaissances techniques pour répondre pleinement aux besoins financiers du client, et remercier à tout moment.

La gestion des réclamations et leur résolution

La banque maintient un système de gestion des réclamations client solide et bien établi, guidé par une politique et un cadre gérés par un personnel bien formé du Service Clientèle et les rapports produits sont examinés périodiquement par la direction générale.

Le Système de Gestion des Réclamations veille à ce que les besoins des clients, les demandes de renseignements et les réclamations soient traités dans les délais et rapidement comme spécifié dans les règles de fonctionnement et par les temps de réponse établis. En plus de cela, un Centre d'Interaction Dédié à la Clientèle, bien équipé au sein de la banque, fournit des services bancaires personnalisés aux clients où qu'ils se trouvent, 24 heures sur 24, 7 jours par semaine et 365 jours par an, parce que nous sommes poussés par la passion de mieux servir les clients.

Les rapports des réclamations reçues et résolues par la banque entre octobre et décembre 2011, conformément à la circulaire de la BCN en date du 16 août 2011, sont les suivants :

Mois	Nombre de réclamations reçues pendant la période	Nombre résolu	Nombre non résolu mais référé à la BCN pour intervention	Montant total réclamé (NGN)
Octobre	5 230	5 230	Nul	40 420 100
Novembre	3 520	3 520	Nul	38 180 650
Décembre	4 148	4 148	Nul	45 917 300
Total	12 898	12 898	Nul	124 518 050

En plus de ce qui précède, la banque rend un rapport mensuel à la Banque Centrale du Nigéria conformément à les directives sur la résolution des réclamations client.

Rapport de Gouvernance de la Banque

UBA SA place la bonne gouvernance au cœur de ses préoccupations et confirme son engagement à appliquer les principes de gouvernance d'entreprise efficaces lors de ses opérations. Les administrateurs sont favorables aux principes des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise comme exposé dans le « Code de gouvernance des banques au Nigeria après la consolidation » publié par la Banque Centrale du Nigeria (BCN) et le « Code de Gouvernance d'Entreprise » de la Commission des Opérations de Bourse (Securities and Exchange Commission, SEC).

Au cours de l'exercice 2010, la Banque a reconsidéré et révisé ses politiques de gouvernance et a annoncé trois Chartes de Gouvernance et quatre-vingt-dix politiques du Groupe, qui sont entrés en vigueur le 1er août 2010. Le conseil d'administration s'assure que UBA SA, se plie, dans tous leurs aspects, aux exigences du code de la BCN, du code de la SEC et de ses propres chartes de gouvernance au cours de l'exercice 2011.

Le Conseil d'administration de UBA SA a la pleine responsabilité de garantir que les normes les plus élevées de gouvernance d'entreprise sont maintenues et que la Banque y adhère. Pour promouvoir une gouvernance efficace au sein du Groupe UBA, les structures suivantes ont été mises en place pour l'exécution de la stratégie de la Gouvernance de UBA SA :

1. Un Conseil d'administration
2. Des Comités de gestion
3. Des Comités de direction

Au 31 décembre 2010, le conseil était constitué d'un président non-exécutif, d'un vice-président non-exécutif, de six administrateurs non-exécutifs, de deux administrateurs non-exécutifs indépendants et de neuf administrateurs exécutifs, dont tous apportent une multitude de compétences et d'expérience au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration exerce sa responsabilité par l'intermédiaire de ses comités. Ceux-ci sont le Comité d'Audit du Conseil, le Comité de Gestion des Risques du Conseil, le Comité des Affaires Générales et des Finances, le Comité des Nominations et de Gouvernance, le Comité de Crédit du Conseil et le Comité d'Audit Statutaire. Par les travaux de ces comités, le conseil d'administration met en place des directives de politique générale et garantit une bonne gestion et

une bonne orientation de la banque

En plus des comités de Gestion, il existe un certain nombre de comités de direction qui assurent une efficacité et une bonne gouvernance de la banque au niveau de la direction.

A. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se compose de 19 membres, dont 9, y compris le DG / PDG, sont des administrateurs exécutifs et 10 des administrateurs non-exécutifs. Les membres non-exécutifs ont l'intégrité, les compétences et l'expérience requises pour porter un jugement indépendant sur les délibérations du conseil d'administration et les discussions.

Responsabilité

Le rôle du président et du directeur général sont distincts et clairement définis. Le président est essentiellement responsable du travail du conseil d'administration, tandis que le directeur général est responsable du fonctionnement des affaires et de l'implémentation de la stratégie et des politiques du conseil d'administration.

Le directeur général est quotidiennement aidé dans la gestion des activités de la banque par le comité de direction qu'il préside et qui se réunit toutes les deux semaines et comprend tous les administrateurs exécutifs. La responsabilité première du conseil d'administration est de faire fructifier les investissements des actionnaires. Le conseil d'administration rend compte aux actionnaires et est responsable de la gestion des relations avec les différentes parties prenantes.

L'organe exécutif est responsable devant le conseil d'administration pour le développement et la mise en œuvre de la stratégie et des politiques. Le conseil d'administration examine régulièrement la performance du groupe, les questions d'intérêt stratégique et toute autre question qu'il considère importante.

Le Conseil d'administration se réunit chaque trimestre et des sessions supplémentaires sont organisées en cas de besoin. En 2011, le conseil d'administration s'est réuni 7 fois.

Le conseil d'administration est également responsable de la structure de la Banque et des régions où elle opère,

Rapport de la gouvernance d'e la Banque (suite)

des rapports financiers, pour s'assurer qu'il existe un système adéquat de contrôle interne et de gestion des risques et des nominations au conseil d'administration. Le conseil d'administration a autorité pour déléguer des questions aux administrateurs, aux Comités de gestion et aux Comités de direction.

Nominations et Départs à la retraite

Au cours de l'exercice, Faith Tuedor-Matthews a pris sa retraite du conseil d'administration, tandis que Dan Okeke a été nommé au conseil d'administration.

Conseil professionnel indépendant

Tous les administrateurs sont conscients qu'ils peuvent solliciter des conseils professionnels indépendants aux frais de la société dans le cadre de leur responsabilité. Ils ont tous accès aux conseils et aux services du Secrétariat Général qui est chargé auprès du conseil d'administration de s'assurer que toutes les exigences de gouvernance sont observées et ces services participent au développement professionnel comme cela est exigé.

B. COMPTABILITÉ ET AUDIT

Rapport Financier

Le conseil d'administration a présenté une évaluation équilibrée de la position de la société et des perspectives. Le conseil d'administration se soucie de ses responsabilités et est satisfait que, dans la préparation de son rapport financier, il ait atteint ses obligations dans le respect du Code de Gouvernance du Groupe. Toutefois, en raison de retards dans la réalisation de l'audit financier et de l'obtention d'une approbation de la BCN, les résultats financiers 2011 ont été soumis en retard à la Bourse.

Les directeurs rendent compte aux actionnaires au moyen d'une publication régulière de la performance financière du Groupe et des rapports annuels. Le conseil d'administration s'assure que les rapports du Groupe sont transmis au moyen de l'infrastructure la plus récente pour en garantir l'exactitude. Cette procédure implique le contrôle de la performance tout au long de l'exercice, en plus des rapports mensuels d'indicateurs de performance clés.

PricewaterhouseCoopers a été l'auditeur externe du Groupe au cours de l'exercice 2011. Leur rapport se trouve à la page 56 de ce rapport annuel.

Contrôles internes

Le Groupe a constamment amélioré son système de contrôle interne afin de garantir une gestion efficace des risques. Les administrateurs vérifient l'efficacité du système de contrôle interne au moyen de rapports réguliers et de révisions lors des réunions du Conseil d'administration et du Comité de Gestion des Risques.

C. CONTRÔLE ENVIRONNEMENTAL

Le conseil n'a pas cessé de mettre l'accent sur la gestion des risques comme un outil essentiel pour réaliser les objectifs du Groupe. À cette fin, il s'assure que le Groupe met en place des politiques de gestion des risques fermes et des mécanismes pour garantir l'identification des risques et un contrôle efficace.

Le conseil d'administration approuve le budget annuel pour le Groupe et s'assure qu'un processus budgétaire rigoureux est suivi avec des niveaux d'autorisation adéquats mis en place pour contrôler les dépenses d'investissement.

D. DROITS DES ACTIONNAIRES

A UBA SA, le conseil d'administration a toujours accordé une importance considérable à une communication efficace avec ses actionnaires. Il s'assure que les droits des actionnaires sont protégés à tout moment. Le préavis des réunions et tous les autres préavis statutaires et informations sont régulièrement communiqués aux actionnaires.

Les actionnaires sont encouragés à exprimer leurs opinions et recommandations chaque fois qu'ils en ressentent le besoin, soit auprès de l'administrateur des Relations avec les Investisseurs ou auprès du Secrétariat Général. Leurs coordonnées sont disponibles sur le site Internet de la Banque et sont inscrits au dos de la couverture de ce rapport annuel.

E. BOARD COMMITTEES

Le conseil d'administration de UBA SA est présent aux comités suivants :

- Comité d'Audit du Conseil d'administration
- Comité de Gestion des Risques du Conseil d'administration
- Comité des Affaires Générales et de la Finance
- Comité des Nominations et de Gouvernance, et
- Comité de Crédit du Conseil d'administration.

Rapport de la gouvernance d'e la Banque (suite)

S/N	MEMBRES	NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES	NOMBRE DE PRÉSENCE AUX RÉUNIONS
1	Mr. Adekunle Olumide, OON	4	4
2	Mrs. Foluke Abdulrazaq	4	3
3	Mr. Rasheed Olaoluwa	4	3
4	Chief Kola Jamodu, OFR	4	3
5	Mr. Kennedy Uzoka	4	4
6	*Mr. Victor Osadolor	4	2
7	*Mr. Emmanuel Nnorom	4	1

*N'est plus membre à ce jour

Comité de Gestion des Risques du Conseil d'administration

Le comité d'Audit du Conseil se compose des membres suivants :

1. Adekunle Olumide, OON - Président
2. Foluke Abdulrazaq - Membre
3. Chief Kola Jamodu, OFR - Membre
4. Rasheed Olaoluwa - Membre
5. Kennedy Uzoka - Membre

Le Comité d'Audit du Conseil a été mis sur pied pour renforcer davantage les contrôles internes au sein du Groupe. Il aide le Conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités d'audit en s'assurant que des systèmes efficaces d'audits internes et financiers sont en place au sein du Groupe.

Les réunions se tiennent au moins une fois par trimestre en présence de l'Inspecteur Principal.

S/N	MEMBRES	NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES	NOMBRE DE PERSONNES PRÉSENTES AUX RÉUNIONS
1	Chief Kola Jamodu, OFR	4	4
2	Mr. Phillips Oduoza	4	2
3	*Mrs. Faith Tuedor-Matthews	4	0
4	**Mr. Victor Osadolor	4	3
5	Alh. Ja'afaru Paki	4	3
6	Mr. Emmanuel Nnorom	4	3
7	Mr. Femi Olaloku	4	4
8	Mr. Yahaya Zekeri	4	4

*partie à la retraite le 18 juillet 2011; **parti à la retraite le 9 janvier 2012

Comité de Crédit du Conseil d'administration

Le Comité de Crédit du Conseil d'administration est composé de 5 administrateurs non exécutifs et est responsable de l'approbation des facilités de crédit au sein de la Société. Il révisé tous les crédits accordés par la société et les réunions sont tenues au moins une fois par trimestre. Les membres du Comité de Crédit du Conseil sont :

- | | |
|------------------------------|-------------|
| 1. Foluke Abdulrazaq | - Président |
| 2. Alhaji Ja'afaru Paki | - Membre |
| 3. Amb. Joseph C. Keshi, OON | - Membre |
| 4. Angela Nwabuoku | - Membre |
| 5. Yahaya Zekeri | - Membre |

Le Comité de Crédit du Conseil a été créé pour aider le Conseil d'administration à se décharger de sa responsabilité d'exercer un principe de prudence, sa diligence et sa compétence à superviser, diriger et réviser la gestion du portefeuille de crédit du Groupe. Ses missions incluent le besoin de déterminer et de mettre en place des paramètres pour le risque de crédit et la concentration des actifs et de réviser la conformité dans de telles limites ; de déterminer et de fixer les limites d'octroi des crédits ; de réviser et d'approuver la stratégie de crédit du Groupe et la tolérance au risque de crédit. Le Comité contrôle aussi le portefeuille de prêts de la Banque. Il revoit aussi et approuve les limites d'exposition au risque des pays. Le Directeur du Crédit et le Directeur des Risques et Conformité du Groupe assistent à toutes les réunions du comité.

Rapport de la gouvernance d'e la Banque (suite)

S/N	MEMBRES	NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES	NOMBRE DE PERSONNES PRÉSENTES AUX RÉUNIONS
1	Mrs. Foluke Abdulrazag	15	13
2	Alh. Ja'afaru A. Paki	15	14
3	Mrs. Angela Nwabuoku	15	15
4	Mr. Yahaya Zekeri	15	15
5	Amb. Joe. C. Keshi, OON	15	14

Comité des Nominations et de Gouvernance

Le Comité des Nominations et de Gouvernance est composé de 4 administrateurs non exécutifs,. Ce sont:

1. Amb. Joe Keshi, OON - Président
2. Foluke Abdulrazag - Membre
3. Angela Nwabuoku - Membre
4. Yahaya Zekeri - Membre

Les réunions se tiennent au moins une fois par trimestre et le comite a pour responsabilité, entre autres, d'établir des procédures pour la nomination des directeurs, de conseiller le conseil d'administration sur les normes et les politiques de gouvernance d'entreprise, et d'examiner, de considérer et de déterminer la rémunération appropriée à payer aux directeurs exécutifs de la Banque.

S/N	MEMBRES	NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES	NOMBRE DE PERSONNES PRÉSENTES AUX RÉUNIONS
1	Amb. Joe C. Keshi, OON	6	6
2	Mrs. Angela Nwabuoku	6	6
3	Mr. Yahaya Zekeri	6	6
4	Mrs. Foluke Abdulrazag	6	6

Comité des Af aires Générales et des Finances

Les membres de ce Comité sont :

Le Comité se compose de sept administrateurs et ses responsabilités comprennent l'exercice des responsabilités du conseil d'administration en matière d'orientation stratégique et de budgétisation, la supervision des questions financières et la performance du Groupe ainsi que l'examen et l'approbation des politiques du Groupe qui sont de nature financière et générale.

1. Angela Nwabuoku - Président
2. Adekunle Olumide, OON - Membre
3. Phillips Oduoza - Membre
4. Emmanuel Nnorom - Membre
5. Kennedy Uzoka - Membre
6. Alhaji Ja'afaru Paki - Membre
7. Amb. Joe C. Keshi, OON - Membre

S/N	MEMBRES	NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES	NOMBRE DE PERSONNES PRÉSENTES AUX RÉUNIONS
1	Mrs. Angela Nwabuoku	9	9
2	Mr. Phillips Oduoza	9	6
3	Mr. Emmanuel Nnorom	9	9
4	Mr. Adekunle Olumide, OON	9	9
5	Alhaji Ja'afaru Paki	9	8
6	Mr. Kennedy Uzoka	9	9
7	Amb. Joe C. Keshi, OON	9	6

Rapport de la gouvernance d'e la Banque (suite)

Comité d'Audit Statutaire

Le comité d'Audit Statutaire a été créé conformément aux provisions de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, arrêté CAP 20, 2004. Il est composé à la fois d'administrateurs non exécutifs et d'actionnaires ordinaires élus à l'Assemblée Générale Annuelle. Il a pour mandat, entre autres, de contrôler les processus mis en place pour garantir que le Groupe se conforme à tous les niveaux aux exigences légales et réglementaires, y compris les publications, les contrôles et les procédures, et l'impact (ou impact potentiel) des développements qui en découlent.

Il évalue annuellement l'indépendance et la performance des auditeurs externes. Le comité révisé aussi avec l'équipe dirigeante et les

auditeurs externes l'état financier annuel audité avant sa soumission au Conseil d'administration. Les Membres du Comité d'Audit Statutaire en 2011 sont les suivants :

1. Charles Odita

– Président / Actionnaire
2. Kayode Fadahunsi

- Actionnaire
3. Alhaji Umar Al-Kassim

- Actionnaire
4. Foluke Abdulrazaq

- Administrateur non exécutif
5. Angela Nwabuoku

- Administrateur non exécutif
6. Amb. Joe Keshi

- Administrateur non exécutif

Présence aux Réunions du Conseil d'administration

Les adhésions et présences enregistrées aux réunions du conseil d'administration sont indiquées ci-dessous :

S/N	MEMBRES	NOMBRE DE RÉUNIONS TENUES	NOMBRE DE PERSONNES PRÉSENTES AUX RÉUNIONS
1	Chief Israel C. Ogbue	7	7
2	Mr. Phillips Oduoza	7	7
3	Mr. Kennedy Uzoka	7	7
4	Mr. Emmanuel Nnorom	7	7
5	Mr. Rasheed Olaoluwa	7	7
6	Mr. Abdulqadir J. Bello	7	7
7	Mr. Femi Olaloku	7	7
8	Mr. Ifeatu Onejeme	7	7
9	Mr. Chief Kola Jamodu, OFR	7	6
10	Alhaji Ja'afaru Paki	7	7
11	Mr. Adekunle Olumide, OON	7	7
12	Mr. Paolo Di Martino	7	4
13	Mr. Runa Alam	7	3
14	Mrs. Angela Nwabuoku	7	7
15	Mr. Yahaya Zekeri	7	7
16	Amb. Joe. C. Keshi, OON	7	7
17	Mr. Victor Osadolor	7	7
18	Mrs. Foluke Abdulrazaq	7	6
19	**Mr. Dan Okeke	7	1
20	*Mrs. Faith Tuedor-Matthews	7	3

*a pris sa retraite le 18 juillet 2011; **nommé le 1er août 2011

Comités des Directeurs Exécutifs

La direction du Groupe UBA est présente dispose des comites suivants :

- le comité de directtion,
- le comité de Crédit , et
- le comité en charge des Actifs et Passif du Groupe.

Les administrateurs exécutifs sont responsables de l'exécution des décisions du conseil d'administration, des comités de gestion, des comités de direction et des sous-comités.

Les comités veillent aussi au respect de tous les documents de gouvernance du Groupe, des lois applicables, les statuts et les règlements.

Rapport du Comité d'Audit

aux membres de la United Bank for Africa Plc

Conformément à la disposition de l'Article 359[6] de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, Arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004, nous, les membres du Comité d'Audit annonçons par la présente ce qui suit :

- Nous confirmons avoir pris connaissance du plan d'audit et de l'étendue des travaux, ainsi que de la lettre de la direction quant à l'audit des comptes de la Banque et les réactions à la dite lettre.
- A notre avis, le plan et l'étendue des travaux de l'audit pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 étaient satisfaisants. Nous avons examiné les conclusions des auditeurs et nous sommes satisfaits de la réaction de la direction dans ce sens.
- Nous confirmons également que les règles et principes comptables de la Banque sont conformes aux exigences légales ainsi qu'à l'éthique.
- Comme l'exigent les dispositions de la Banque Centrale du Nigéria dans la circulaire 85D/1/2004 en date du 18 février 2004 sur « la divulgation des crédits alloués aux personnes travaillant dans la banque dans les états financiers », nous avons révisé les crédits alloués aux personnes travaillant dans la banque et avons remarqué qu'ils ont été analysés dans les états financiers du 31 décembre 2011.



Charles Odita

Président du Comité d'Audit

LES MEMBRES DU COMITÉ D'AUDIT SONT :

- | | | |
|--------------------------|---|-------------------------|
| 1. Charles Odita | - | Président / Actionnaire |
| 2. Kayode Fadahunsi | - | Actionnaire |
| 3. Alhaji Umar Al-Kassim | - | Actionnaire |
| 4. Foluke Abdulrazaq | - | Directeur Non-exécutif |
| 5. Angela Nwabuoku | - | Directeur Non-exécutif |
| 6. Amb. Joe Keshi, OON | - | Directeur Non-exécutif |



Akintola Williams Deloitte
235 Ikorodu Road, Ilupeju
P.O.Box 965, Marina
Lagos
Nigeria

Tel: +234 (1) 271 7800
Fax: +234 (1) 271 7801
www.deloitte.com/ng

3 avril 2012

Conseil d'Administration
United Bank for Africa
UBA House
57 Marina
Lagos

Messieurs,

RAPPORT AUX ADMINISTRATEURS D'UBA PLC SUR LES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Akintola Williams Deloitte a été retenue pour procéder à une évaluation du Conseil d'Administration de la United Bank for Africa Plc (« UBA » ou « la Banque ») pour l'exercice 2011 comme exigé par le Code de Gouvernance d'Entreprise relatif aux Banques du Nigéria (le Code) de la Banque Centrale du Nigéria (BCN) et aux meilleures pratiques. Le code exige la tenue d'un Conseil annuel et une évaluation par les Administrateurs couvrant tous les aspects de la structure du Conseil et sa composition, ses responsabilités, ses processus et ses relations, ainsi que les compétences individuelles des membres et leurs rôles respectifs dans la performance du Conseil.

Notre évaluation a été effectuée sur la base des informations fournies par la Banque. Notre responsabilité est de déterminer le niveau de performance du Conseil en ce qui concerne le Code sur la base du travail réalisé dans les limites de notre engagement ainsi que d'identifier les domaines devant être adressés par la Commission pour être améliorés conformément à son engagement continu en matière de gouvernance d'entreprise.

Sur la base de nos travaux, nous pouvons conclure que la performance du Conseil s'est conformée de façon significative aux normes contenues dans le Code. La Banque se consacre à l'amélioration permanente de ses pratiques de gouvernance d'entreprise et a réalisé des progrès significatifs dans ses pratiques de gouvernance d'entreprise en 2011.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.



Joseph Olofinsola
Partner, Consulting

Deloitte fait référence à une ou plusieurs société de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société privée britannique à responsabilité limitée et son réseau de sociétés membres, dont chacune est une entité juridiquement séparée et indépendante. Voir www.deloitte.com/about pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres.

Akintola Williams Deloitte, cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, est un prestataire professionnel qui propose des services d'audit, de conseil en fiscalité, des conseils financiers et en matière de risques d'entreprise.

Déclaration à propos de la responsabilité des Administrateurs

vis-à-vis des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2011

Conformément aux provisions des Articles 334 et 335 de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, Arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004 et aux Articles 24 et 28 de la Loi relative aux Banques et aux Autres Institutions Financières Arrêté CAP B3 de la Fédération du Nigéria 2004, les Administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers, qui donnent une image fidèle et équitable de la situation des activités du Groupe et du compte de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, et ainsi ils doivent s'assurer que :

- les règles de bonne comptabilité sont maintenues,
- les normes comptables applicables sont respectées,
- une politique comptable appropriée est adoptée et appliquée de manière consistante,
- les jugements et les estimations pris sont raisonnables et prudents,
- le principe de continuité d'activité est appliqué à moins qu'il soit inapproprié de présumer que la Banque continuera ses affaires, et que
- les procédures de contrôle interne mises en place fournissent une assurance raisonnable quant à la sauvegarde des actifs du Groupe ainsi qu'à la prévention et à la détection des fraudes et autres irrégularités.

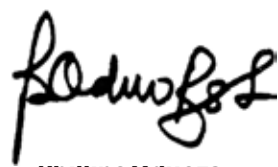
Les Administrateurs assument la responsabilité pour les états financiers annuels qui ont été préparés en utilisant des politiques comptables appropriées sur la base de jugements raisonnables et prudents et d'estimations conformes aux Normes Comptables, aux exigences de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, arrêté CAP 20 de la Fédération du Nigéria 2004, de la Loi relative aux Banques et Autres Institutions Financières arrêté CAP B3 de la Fédération du Nigéria 2004, des Directives de Prudence de la Banque Centrale du Nigéria et des autres circulaires importantes publiées par la Banque Centrale du Nigéria.

De l'avis des administrateurs, les états financiers 2011 donnent une image fidèle et équitable de l'état des activités financières de la Banque et du Groupe.

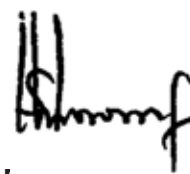
Les Directeurs acceptent toute responsabilité pour la maintenance des données comptables et les systèmes de contrôle financier à partir desquels les états financiers sont préparés.

Aucun fait manifeste n'ayant retenu l'attention des administrateurs indiquant que la Banque et ses filiales ne maintiendrait pas sa vitalité pendant au moins douze mois à compter de cette déclaration

AU NOM DES ADMINISTRATEURS :



Phillips Oduoza
DG / PDG



Emmanuel N. Inorom
DE, Gestion des Risques

États Financiers

Rapport sur les états financiers

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés ci-joints pour UBA SA (« la banque ») et ses filiales (formant « le groupe ») comprenant les bilans au 31 décembre 2011, des comptes de résultat, des états de trésorerie pour l'exercice écoulé et un résumé des politiques comptables significatives et autres notes explicatives.

Responsabilité des administrateurs vis-à-vis des états financiers

Les administrateurs sont responsables de la préparation et de la présentation exactes de ces états financiers en conformité avec les Normes Comptables du Nigéria, et les exigences de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées et la Loi relative aux Banques et Autres Institutions Financières, et donc du contrôle interne, étant donné que ce sont les administrateurs qui jugent nécessaire d'autoriser la préparation d'états financiers qui ne comportent pas d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à une erreur.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes Internationales relatives aux Audits. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux exigences éthiques, que nous planifions et mettions en œuvre notre audit pour s'assurer raisonnablement que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à exécuter des procédures corroborant les montants et les informations figurant dans les états financiers.

Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris l'évaluation des risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, dues à la fraude ou à une erreur. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur tient compte du contrôle interne mis en œuvre pour garantir une préparation et une présentation exactes des états financiers pour mettre en place des procédures d'audit qui soient appropriées selon les cas, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société.

Un audit comprend également une évaluation des principes comptables utilisés et le bien-fondé des estimations faites par la direction ainsi qu'une évaluation de la présentation globale des états financiers.

Nous pensons que la preuve de l'audit que nous avons obtenue est suffisante et appropriée pour nous permettre de nous faire une opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle et équitable de la situation financière de la banque et du groupe au 30 décembre 2011, de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice écoulé, conformément aux Normes Comptables du Nigéria, à la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées et à la Loi relative aux Banques et Autres Institutions Financières.

Rapport sur d'autres dispositions légales

La Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées et la Loi relative aux Banques et Autres Institutions Financières exigent que, dans l'accomplissement de notre audit, nous considérions et vous fassions un rapport sur les questions suivantes. Nous confirmons que :

- i) nous avons obtenu toutes les informations et les explications que nous croyons nécessaires pour atteindre les objectifs de notre audit,
- ii) la banque a bien tenu sa comptabilité jusque-là au vu de notre examen des comptes et pour les besoins de cet audit, nous avons reçu les retours nécessaires et adéquats des agences/filiales dans lesquelles nous n'avons pas pu nous rendre,
- iii) le bilan de la banque et le compte de résultat sont en accord avec les comptes de la banque,
- iv) les transactions des parties internes et les soldes sont présentés à la note 33 des états financiers conformément à la circulaire BSD/1/2004 de la Banque Centrale du Nigéria,
- v) tel que décrit à la note 39, la banque a payé des pénalités pour manquement à certaines circulaires de la Banque Centrale du Nigéria pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.



Experts Comptables, le 10 avril 2012
Lagos, Nigéria



État des principes comptables

Les principes comptables suivants sont ceux qui ont été régulièrement appliqués lors de la préparation de nos états financiers :

1. PRINCIPES DE BASE DE LA PRÉPARATION

Ces états financiers correspondent aux états financiers consolidés de la United Bank for Africa SA, une société incorporée au Nigéria le 23 février 1961, et de ses filiales (ci-après collectivement désignées « le Groupe »). Les états financiers sont préparés conformément à la convention « coût historique » comme modifiée par la réévaluation des immobilisations, des locaux et équipements, et sont conformes aux Normes Comptables publiées par le Conseil d'Information Financière du Nigéria (Financial Reporting Council, FRC), anciennement « Conseil des Normes Comptables du Nigéria ».

La préparation des états financiers conformément aux principes de comptabilité généralement acceptés exige l'utilisation d'évaluations et d'hypothèses qui affectent les montants des actifs et du passif, annoncés la publication des actifs et du passif hors bilan à la date des états financiers et les montants des revenus et des dépenses annoncés pendant la période de préparation du rapport. Bien que ces évaluations soient fondées, autant que les administrateurs le sachent, sur les événements et actions en cours, les résultats réels peuvent finalement être différents de ces évaluations.

2. CONSOLIDATION

a) Filiales

Les filiales, qui sont les sociétés dans lesquelles le Groupe détient, directement ou indirectement, une participation majoritaire de plus de la moitié des droits de vote ou a par ailleurs le pouvoir d'exercer un contrôle sur leurs opérations, sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Le cas échéant, les conventions comptables des filiales ont été modifiées afin d'assurer la cohérence avec les politiques adoptées par la Banque. Une publication séparée est faite pour les participations minoritaires.

La méthode d'acquisition est utilisée pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. Le prix d'une acquisition est mesuré selon la valeur marchande des actifs, les outils d'équité publiés et le passif encouru ou supposé à la date de l'échange, plus les frais directement liés à l'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passif et passif éventuel dans un regroupement d'entreprises

sont mesurés au départ à leurs valeurs marchandes à la date d'acquisition, sans tenir compte de la mesure des participations minoritaires. Le surplus du prix d'acquisition sur la valeur de la part du Groupe des actifs nets identifiables acquis est enregistré comme un écart d'acquisition. Si le prix d'acquisition est inférieur à la valeur des actifs nets de la filiale acquise, la différence est comptabilisée directement dans le compte de résultat.

Les transactions interentreprises, les soldes de compte et revenus non réalisés sur les transactions entre les sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont aussi éliminées à moins que la transaction ne fournisse la preuve d'un affaiblissement de l'actif transféré.

b) Associés

Un associé est une entreprise dans laquelle le Groupe exerce une influence significative, mais n'en a pas de contrôle sur les décisions de politique de gestion financière et opérationnelle. Ceci est généralement démontré dans le portefeuille du Groupe par des droits de vote dépassant 20 % mais n'excédant pas 50 %.

Les investissements en tant qu'associés sont comptabilisés au moyen de la méthode comptable d'équité et sont initialement comptabilisés à leur juste coût. L'investissement du Groupe au niveau des associés inclut un écart d'acquisition (net de toute perte pour dépréciation accumulée) identifié sur l'acquisition. La part du Groupe sur les résultats post-acquisition de ses associés est comptabilisée dans le compte de résultats; sa part de mouvements post-acquisition dans les réserves est comptabilisée dans les réserves.

Quand la part de pertes du Groupe auprès d'une entreprise associée est égale ou excède sa participation dans l'entreprise, y compris toute autre créance non garantie, le Groupe ne comptabilise plus de pertes, à moins qu'il n'ait encouru des obligations ou ait fait des paiements au nom de l'associé.

c) Joint ventures

Une société est comptabilisée en tant que joint-venture lorsque le Groupe a passé un accord contractuel avec une ou plusieurs parties afin d'entreprendre des activités typiquement, mais pas nécessairement, au travers des entreprises qui sont sous soumis à un contrôle conjoint. Les investissements du Groupe dans une joint-venture sont initialement comptabilisés à leur juste coût et augmentés ou réduits annuellement par la part de résultat post-acquisition du Groupe, ou par d'autres

Etat des principes comptables (suite)

mouvements qui se reflètent directement dans le capital de l'entreprise conjointement contrôlée.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Un segment d'activités est une composante visible du Groupe qui s'est engagée à fournir des produits ou services associés qui sont soumis aux risques et aux retours qui se distinguent de ceux d'autres segments d'activités. Un segment géographique est engagé à pourvoir à des produits ou services dans un environnement économique particulier qui sont soumis aux risques et au retour qui se distinguent de ceux d'autres segments opérant dans d'autres environnements économiques.

L'information sectorielle est présentée selon les segments géographiques et d'activités du Groupe. Les segments sont déterminés par la direction en fonction de la structure hiérarchique interne de la Banque. Les résultats, actifs et passifs sectoriels incluent des éléments directement attribuables au secteur ainsi qu'à ceux qui peuvent être alloués sur une base raisonnable.

4. CONVERSION DES DEVISES ÉTRANGÈRES

La devise utilisée pour le rapport

Les états financiers consolidés sont présentés en Naira Nigérien, qui est la devise avec laquelle le Groupe établit ses rapports.

Transactions et soldes de compte

Les transactions en devises étrangères sont converties en NGN au moyen du taux de change prédominant à la date des transactions.

Les bénéfices et pertes en devises étrangères provenant de telles transactions et de la conversion au taux de change à la clôture des actifs et passifs monétaires déterminés en devises étrangères sont comptabilisés

Sociétés du Groupe

Les résultats et la position financière de toutes les entités du Groupe qui ont une devise différente de la devise utilisée pour le rapport sont convertis dans cette devise comme suit :

- les actifs et les passifs pour chaque bilan présenté sont convertis au taux de clôture à la date de ce bilan,
- les revenus et dépenses sont convertis au taux de change en vigueur à la date de conversion, et
- tous les écarts de change qui en résultent sont comptabilisés en tant que composantes distinctes des réserves.

Sur la consolidation, les écarts de change émanant de la conversion des investissements dans des entités étrangères sont transférés sur les fonds des actionnaires. Quand une opération étrangère est vendue, de tels écarts de change sont comptabilisés dans le compte de résultat comme profit ou perte lie(e) à la vente.

5. PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont comptabilisés comme net de provision pour les créances douteuses et litigieuses. Les recouvrements sont comptabilisés dans le compte de résultat à leur réception. Les revenus d'intérêts ou les prêts non performants sont suspendus ou comptabilisés seulement sur la base des règlements. Les facilités de crédit sont classées en deux catégories : performantes ou non performantes.

Dans ce cadre, les facilités de crédit non performantes sont classées conformément aux Directives de Prudence publiées par la Banque Centrale du Nigéria (BCN) et sont provisionnées en fonction du type de prêt et de la performance comme indiqué dans les I directives de la façon suivante :

Prêts non spécialisés :

Intérêts et / ou capital impayés pendant :	Classification	Provision %
90 jours à 180 jours	Impayés	10 %
180 jours à 360 jours	Douteux	50 %
360 jours et au-delà	Irrécouvrables	100 %

Etat des principes comptables (suite)

Prêts spécialisés :

Une provision est constituée pour tous les prêts spécialisés conformément aux directives de Prudence publiées par la Banque Centrale du Nigéria. La provision pour les prêts spécialisés non -performants est constituée comme suit :

Financement d'objets et de biens immobiliers

Classification	% de remboursement des obligations en souffrance et / ou le nombre de jours de retards		
	% remboursement sur des obligations en souffrance	Nb de Jours de retard pour le total des versements	% de provision sur Total des impayés
Sous surveillance	Entre 60 % et 75 %	> 180 jours	0 %
Impayé	< 60 %	180 jours à 1 an	25 %
Douteux	< 60 %	1 à 2 ans	50 %
Très Doubteux	< 60 %	2 à 3 ans	75 %
Irrecouvrable	< 60	plus de 3 ans	100 %

Financement de projets

Classification	% de remboursement des obligations en souffrance et / ou le nombre de jours de retards		
	% remboursement sur des obligations en souffrance	Nb de Jours de retard pour le total des versements	% de provision sur Total des impayés
Sous surveillance	Entre 60 % et 75 %	> 180 jours	0 %
Impayé	< 60 %	180 jours à 2 ans	25 %
Douteux	< 60 %	2 à 3 ans	50 %
Très Doubteux	< 60 %	3 à 4 ans	75 %
Irrecouvrable	< 60	plus de 4 ans	100 %

Prêts hypothécaires

Classification	jours de retard sur marge / intérêt ou capital	% provision sur solde des impayés
Sous surveillance	> 90 jours	0 %
Impayé	> 180 jours	10 %
Douteux	> 1 an	Le solde non remboursé des prêts hypothécaires hypothecaires classifiés comme impayés n'excède pas 50% de la valeur réalisable nette estimée des titres en question.
Irrecouvrable	> 2 an	100 %

Financement agricole - prêts à court terme

Classification	jours de retard sur marge / intérêt ou capital	% provision sur solde des impayés
Sous surveillance	90 jours	0 %
Impayé	90 jours à 1 an	25 %
Douteux	1 à 1,5 an	50 %
Très Doubteux	1,5 à 2 ans	75 %
Irrecouvrable	> 2 ans	100 %

Etat des principes comptables (suite)

Financement agricole - prêts à long terme

Classification	jours de retard sur marge / intérêt ou capital	% provision sur solde total des impayés
Sous surveillance	90 jours	0 %
Impayé	90 jours à 1 an	25 %
Douteux	1 à 2 ans	50 %
Très Doubteux	2 à 3 ans	75 %
Irrecouvrable	> 3 ans	100%

Financement PME - prêts à court terme

Classification	jours de retard sur marge intérêt ou capital	% provision sur solde total des impayés
Sous surveillance	90 jours	0 %
Impayé	90 jours à 1 an	25 %
Douteux	1 à 1,5 an	50 %
Très Doubteux	1,5 à 2 ans	75 %
Irrecouvrable	> 2 ans	100 %

Financement PME - prêts à long terme

Classification	jours de retard sur marge intérêt ou capital	% provision sur solde total des impayés
Sous surveillance	90 jours	0 %
Impayé	90 jours à 1 an	25 %
Douteux	1 à 2 ans	50 %
Très Doubteux	2 à 3 ans	75 %
Irrecouvrable	> 3 ans	100%

Financement de marge :

Les facilités de marge sont évaluées pour dépréciation en rattachant les titres au marché. Une provision est constituée pour le surplus de la valeur comptable de ces facilités de marge sur la valeur des titres rattachés.

Ajustements de décote :

La Banque effectue des ajustements de décote sur la valeur des sûretés qualifiées pour toutes les facilités classifiées comme irrécouvrables. Les ajustements de décote sont conformes aux directives de prudence et sont comme suit :

Description des garanties	Pondération des ajustements de décote
Nantissement en espèces	0 %
Bons du Trésor et titres d'État par ex. obligations	0 %
Actions cotées et autres titres cotés en bourse	20 %
Garanties bancaires et créances des sociétés de premier ordre	20 %
Hypothèque légale résidentielle	50 %
Hypothèque légale commerciale	50 %

Quand on juge qu'un prêt n'est pas encaissable, il est imputé sur la provision rattachée pour les dépréciations et les recouvrements ultérieurs sont crédités au compte de résultat. Les actifs à risque pour lesquels aucune provision n'a préalablement été constituée sont directement comptabilisés au compte de résultat quand on juge qu'ils ne sont pas encaissables.

6. CONSTATATION DES REVENUS

Les crédits aux comptes de profits et pertes sont comptabilisés comme suit:

a) Revenu d'intérêt

Le revenu d'intérêt est comptabilisé selon le principe de la séparation des exercices, excepté pour les intérêts en souffrance depuis plus de 90 jours qui sont suspendus et comptabilisés seulement à concurrence de la somme perçue.

b) Commissions non liées au crédit

Celles-ci sont comptabilisées quand une issue favorable à la mission assignée est déterminée et que cette mission est considérée comme substantiellement réalisée.

c) Commissions relatives aux crédits

Celles-ci sont systématiquement réparties sur la durée des facilités de crédit, où elles représentent au moins 10 % des gains prévisionnels moyens annuels de la facilité. Autrement, elles sont créditées au compte de résultat à la date de sa réalisation.

d) Commissions et frais à la charge des clients pour prestations exécutées

Les frais et commissions, lorsque ceux-ci sont importants, sont amortis sur la durée de vie de la prestation rattachée. Autrement, les frais, commissions et autres revenus sont comptabilisés comme gains lors de l'exécution de la prestation rattachée.

e) Revenu d'investissement

Les revenus d'investissements sont comptabilisés suivant le principe comptable de la séparation des exercices.

f) Revenu de dividendes

Le revenu de dividendes est comptabilisé quand le droit de percevoir le revenu est établi.

7. COMPENSATION

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net rapporté au bilan quand il existe un droit légalement exécutoire pour compenser les montants comptabilisés et quand il y a intention d'effectuer une compensation nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

8. INVESTISSEMENTS DANS LES FILIALES

Les investissements dans les filiales sont portés au bilan de la société au coût minoré des provisions pour les pertes de dépréciation. Là où, d'après les administrateurs, il y a eu dépréciation de la valeur d'un investissement, la perte est comptabilisée comme une dépense dans l'exercice pendant lequel la dépréciation est identifiée. En cas de cession d'un investissement, la différence entre le produit net de la cession et le montant comptabilisé est débitée ou créditée au compte de résultat.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Toutes les immobilisations corporelles sont d'abord comptabilisées à leur juste coût. Elles sont ensuite déclarées à leur juste coût historique diminué de l'amortissement. Le coût historique inclut les dépenses directement attribuables à l'acquisition des actifs. Les coûts ultérieurs sont inclus dans le montant comptable de l'actif ou sont comptabilisés comme actif séparé, le cas échéant, uniquement quand il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré correctement.

Le coût de construction des bureaux est déclaré à son juste coût comme travaux en cours. À l'achèvement de la construction, les montants rattachés sont transférés dans la catégorie correspondante des immobilisations corporelles.

10. AMORTISSEMENT

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé avec la méthode de l'amortissement linéaire par répartition de leur valeur résiduelle sur la durée de vie estimée.

Les immobilisations corporelles sont amorties dès le mois de leur mise en service. Les taux annuels adoptés pour les différentes catégories d'actifs sont les suivants :

Etat des principes comptables (suite)

i. Location bail sur terrains	– Sur la durée du bail
ii. Location bail sur immobilier	– 2,5 %
iii. Véhicules	– 20 %
iv. Ordinateurs	– 20 %
v. Mobiliers et accessoires	– 20 %
vi. Equipements	– 20 %
vii. Autres matériels de transport	– 10 %

Là où les immobilisations corporelles sont ultérieurement imputées aux montants réévalués, toute la catégorie des immobilisations corporelles est réévaluée ou bien les éléments sélectionnés sont réévalués de façon systématique et sur une base cohérente. Tout amortissement accumulé à la date de la réévaluation n'est ni crédité au compte de résultat ni dans les bénéfices non distribués.

Lors de la réévaluation des immobilisations corporelles, une augmentation dans la valeur comptable nette est créditée à une réserve de surplus de réévaluation. Une diminution dans la valeur comptable nette est utilisée pour réduire le montant de tout autre surplus de réévaluation existant sur le même élément avant qu'il ne soit imputé au compte de résultat.

Lors de la vente ou de la cession d'un élément d'immobilisations corporelles, la différence entre le bénéfice encaissé et la valeur comptable nette sera transférée au compte de résultat. Tout solde de la réserve de surplus de réévaluation en ce qui concerne un tel élément est transféré au compte de résultat (ou à la réserve de profit non distribué).

Un amortissement ultérieur des éléments d'immobilisations corporelles réévalués devrait être calculé sur la nouvelle valeur et imputé au revenu.

11. ACTIFS INCORPORELS

a) Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition surviennent sur l'acquisition d'une filiale. Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la participation du Groupe pour les actifs nets identifiables de la filiale acquise. Les écarts d'acquisition sont évalués annuellement pour dépréciation et enregistrés à leur juste coût moins les pertes de dépréciation accumulées. Les pertes émanant de la dépréciation sont imputées au compte de résultat pour l'exercice où elles ont eu lieu.

b) Logiciels

Les logiciels acquis par le Groupe sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul d'amortissement et des pertes de valeur cumulées.

Les dépenses sur les logiciels développés en interne sont comptabilisées comme un actif lorsque le Groupe est en mesure de démontrer son intention et sa capacité à achever le développement et l'utilisation du logiciel d'une manière qui va générer des avantages économiques futurs, et peut mesurer de manière fiable les coûts pour achever ce développement. Les coûts capitalisés de logiciels développés en interne comprennent tous les coûts directement attribuables à l'élaboration du logiciel, et sont amortis sur leur durée de vie utile. Les logiciels développés en interne sont comptabilisés à leur coût capitalisé moins l'amortissement cumulé et les dépréciations.

Les dépenses ultérieures sur les actifs logiciels ne sont capitalisées que si elles augmentent les avantages économiques futurs représentatifs de l'actif spécifique auquel il se rapporte. Toutes les autres dépenses sont considérées comme des charges lorsqu'elles sont engagées.

L'amortissement est comptabilisé en résultat sur une base linéaire sur la durée de vie utile estimée du logiciel, à partir de la date à laquelle il est disponible pour être utilisé. Ceci est réévalué chaque année.

12. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Le Groupe classe ses valeurs mobilières de placement en investissements à court terme et investissements à long terme. Les valeurs mobilières de placement sont initialement comptabilisées à leur juste coût et la direction détermine dans quelle catégorie les placer.

a. Investissements à court terme

Les titres de créance et de participation détenus pour une période n'excédant pas un an ou avec une échéance exceptionnelle n'excédant pas un an, et de tels autres instruments détenus à des fins de transaction, sont classés comme investissements à court terme. Ils sont évalués au coût le plus bas et à leur valeur marchande au cas par cas. La plus-value qui résulte de la valeur du marché (le cas échéant) est comptabilisée au compte de résultat. Les titres et bons du Trésor émis par le Gouvernement Fédéral du Nigéria et détenus à des fins de transaction sont classés comme investissements à court terme et

comptabilisés à leur valeur nette réalisable. Les gains ou pertes résultant de l'évaluation au prix du marché sont enregistrés au compte de résultat.

Les bons du Trésor non détenus à des fins de transaction sont présentés nets de décote non réalisée. La décote non réalisée est différée et amortie comme réalisée. Les intérêts perçus suite à la détention de titres à court terme sont enregistrés comme revenus d'intérêt.

b. Investissements à long terme

Les investissements à long terme sont des investissements détenus par la direction sur une longue période pour gagner un revenu.

Les investissements à long terme peuvent inclure des titres de créance et de participation. Les investissements à long terme sont comptabilisés à leur juste coût minoré de la dépréciation. Un investissement est déprécié si son montant comptable est plus élevé que son montant recouvrable estimé. Le montant de la perte pour dépréciation des actifs comptabilisés au coût amorti est calculé comme la différence entre le montant comptable de l'actif et la valeur marchande.

L'intérêt réalisé suite à la détention de valeurs mobilières de placement est enregistré comme un revenu d'intérêt. Les dividendes recevables sont inclus séparément dans les revenus de dividendes quand un dividende est déclaré. Un changement dans la valeur marchande des titres de placement n'est pas considéré à moins qu'il ne soit considéré comme perpétuel.

13. IMPÔTS ET TAXES

a. Impôt sur le revenu

L'impôt sur le revenu pour la période en cours est exigible sur le revenu imposable de l'exercice conformément au taux d'imposition en vigueur à la date de clôture du bilan comptable.

b. Impôt différé

L'impôt différé qui naît des différences de dates dans la comptabilité des éléments de comptabilisation et à des fins d'imposition est calculé selon la méthode du passif. L'impôt différé est totalement versé pour

La différence de temps au taux d'imposition susceptible d'être en vigueur à cette date.

L'impôt différé sur actif est comptabilisé dans la mesure où il est probable qu'on disposera de futurs bénéfices imposables sur lesquels on pourra imputer des pertes fiscales reportées associées et des différences temporaires déductibles. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que les bénéfices imposables rattachés seront réalisés.

14. PENSION DE RETRAITE

Le Groupe applique un régime de cotisations défini. Ce régime de cotisations est financé par les contributions du Groupe et des employés. Le financement au titre du régime est de 7,5 % chacun par le personnel et le Groupe sur la base du salaire annuel, des indemnités de transport et des primes de logement conformément à la Loi de Réforme des Retraites de 2004.

Les charges sous ce régime de cotisations sont imputées sur le bénéfice de la période au cours de laquelle elles deviennent exigibles. Les paiements sont effectués aux caisses de retraite qui sont choisies par les employés concernés au sein du Groupe.

15. TRANSACTIONS HORS BILAN

Le passif éventuel découlant d'acceptations bancaires, de lettres de crédit, d'obligations de performance et de garantie émises pour le compte de clients dans le cours normal des activités est enregistré hors bilan, en reconnaissance du risque inhérent à ces transactions. Les revenus de ces transactions sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés sur l'émission de la caution ou de la garantie.

16. VENTE DE PRÊTS OU DE TITRES

Une vente de prêts ou de titres sans recours au vendeur est comptabilisée comme une cession et les actifs exclus du bilan. Les résultats d'une vente de prêts ou de titres sans recours au vendeur sont comptabilisés par le vendeur une fois la transaction réalisée.

Le Groupe considère une vente de prêts ou de titres comme sans recours si elle satisfait toutes les conditions suivantes. Toute vente ne satisfaisant pas ces conditions sera considérée comme avec recours :

- le contrôle des avantages économiques de l'actif doit être transmis à l'acheteur,
- le vendeur peut raisonnablement évaluer un coût exceptionnel quel qu'il soit, et

- il ne doit pas y avoir d'obligation de rachat.

Il y a vente ou transfert de prêts ou de titres avec recours lorsqu'il y a obligation ou une condition de rachat, la cession n'est pas traitée comme une vente, et l'actif reste dans le bilan du Groupe, et toute somme d'argent perçue dans le cadre de cette transaction est comptabilisée comme un passif.

Le bénéfice émanant de la vente ou du transfert de prêts ou de titres avec recours au vendeur est amorti sur la durée de vie restante. Cependant, les pertes sont comptabilisées aussitôt puisqu'elles peuvent raisonnablement être évaluées. Là où il n'y a aucune obligation ou condition de rachat, on doit traiter la vente comme une cession, exclure l'actif du bilan, et publier toute responsabilité contingente.

17. PROVISIONS COMPTABLES, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Les provisions comptables sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain.

Les provisions sont comptabilisées quand : le Groupe a une obligation actuelle légale ou implicite à la suite d'événements passés ; il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation ; et le montant a été correctement estimé.

En plus, les provisions générales sont effectuées sur les soldes d'actifs à risque performants conformément aux Directives de Prudence relatives aux Banques Agréées. Les actifs à risque comprennent des prêts et créances, le crédit-bail, etc. ...

Un passif éventuel est soit une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe, soit le Groupe a une obligation présente résultant d'événements passés, mais qui n'est pas comptabilisée parce qu'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation, ou le montant ne peut pas être correctement évalué.

Le passif éventuel comprennent normalement les actions en arbitrage ou devant une cour de justice qui ne sont pas sûres d'aboutir à un passif. Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe.

18. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et dépôts à vue auprès des banques et autres instruments à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et trop près de leur date d'échéance pour présenter un risque négligeable de changement de valeur à la suite de changements des taux d'intérêt.

19. CAPITAL D'ACTIONS ORDINAIRES

a. Frais d'émission d'actions

Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou à l'acquisition d'une activité figurent dans les capitaux propres à titre de déduction, nette d'impôt, sur le produit.

b. Dividendes d'actions ordinaires

Les dividendes d'actions ordinaires sont affectés à la réserve de revenu de la période au cours de laquelle ils ont été approuvés par les actionnaires de la Banque.

Les dividendes pour cette période, approuvés par les actionnaires postérieurement à la date du bilan, sont publiés dans les notes.

Les dividendes proposés par le Conseil mais pas encore approuvés par les membres sont publiés dans les états financiers conformément aux exigences de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées Article 1.

20. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le BPA de base est calculé en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires de la banque par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

21. EMPRUNTS

Les dividendes d'actions ordinaires sont affectés à la réserve de revenu de la période au cours de laquelle ils ont été approuvés par les actionnaires de la Banque.

Les dividendes pour cette période, approuvés par les actionnaires postérieurement à la date du bilan, sont publiés dans les notes.

Les dividendes proposés par le Conseil mais pas encore approuvés par les membres sont publiés dans les états financiers conformément aux exigences de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées Article 1.

22. ACTIVITÉS FIDUCIAIRES

Le Groupe intervient à titre de mandataire et à d'autres titres fiduciaires qui aboutissent à la détention ou au placement d'actifs au nom de particuliers, de fiducies, de régimes de retraite ou d'autres institutions.

Les actifs et les revenus qui en découlent ne sont pas repris dans les états financiers, comme ils ne sont pas des actifs du Groupe.

23. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Un dérivé est un instrument financier dont la valeur est dictée par les fluctuations d'une variable sous-jacente. Il ne nécessite que peu ou pas d'investissement initial net par rapport à d'autres types de contrats qui ont une réponse similaire à l'évolution des conditions du marché et qui sont réglés à une date ultérieure.

La Banque s'est engagée dans des transactions de produits structurés, avec une option pour acheter ou vendre ces produits à une date future et à des prix fixes. Le profit ou la perte issu(e) de ces transactions est comptabilisé(e) dans le compte de résultat à la date d'échéance ou de la résiliation.

Compte de résultat

pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011

	Notes	GROUPE		BANQUE	
		2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Résultat brut		184,833	177,571	141,507	150,051
Intérêts et produits assimilés	3	121,422	117,745	102,784	106,597
Intérêts et charges assimilés	4	(46,125)	(46,969)	(40,862)	(43,670)
Revenu net d'intérêts		75,297	70,776	61,922	62,927
Honoraires et commissions	5	41,613	43,237	30,065	32,437
Recettes en devises		11,860	9,232	5,895	5,275
Autres revenus		8,666	1,455	1,771	1,224
Revenu d'investissements	6	1,272	5,902	992	4,518
Produits d'exploitation		138,708	130,602	100,645	106,381
Frais d'exploitation	7	(107,716)	(104,080)	(82,970)	(82,557)
Diminution de la valeur d'actifs	14	(22,628)	(18,213)	(18,116)	(15,179)
Quote part pertes/bénéfices d'un associé	17a	32	(82)	-	-
Quote part pertes d'une joint-venture	17b	(41)	(56)	-	-
Résultat avant impôt et éléments exceptionnels		8,355	8,171	(441)	8,645
Éléments exceptionnels	8	(36,851)	(4,952)	(36,851)	(4,952)
Résultat avant impôt et après éléments exceptionnels		(28,496)	3,219	(37,292)	3,693
Impôts	9	18,849	(2,621)	20,907	(1,526)
Résultat après impôt et éléments exceptionnels		(9,647)	598	(16,385)	2,167
Participations minoritaires	29	(827)	70	-	-
Résultat attribuable aux porteurs d'actions de l'entité mère		(10,474)	668	(16,385)	2,167
Affectation comme suit :					
Transfer sur Réserve Statutaire	31	-	325	-	325
Transfer sur Bénéfices non répartis	31	(10,474)	343	(16,385)	1,842
		(10,474)	668	(16,385)	2,167
Bénéfices par action - basique et dilué (kobo)	37	(32)	3	(51)	7
Dividende par action (kobo)	37	-	5	-	5

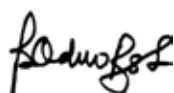
La déclaration accompagnant des politiques comptables significatives et les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Bilan

au 31 décembre 2011

		GROUP		BANK	
	Notes	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
ACTIFS					
Caisses et avoirs auprès des banques centrales	10	178,295	68,56	124,826	39,819
Bons du Trésor	11	175,525	123,455	98,289	78,703
Créances sur les banques	12	251,514	302,272	227,582	290,735
Prêts et créances à la clientèle	13	689,625	630,626	596,457	571,127
Valeurs mobilières de placement	15	525,975	384,453	446,408	313,659
Investissement dans les filiales	16	-	-	56,695	50,355
Investissement avec associé/joint venture	17	10,356	10,118	10,843	10,843
Actif incorporel	19	9,658	9,523	5,855	5,807
Actif d'impôt différé	27	25,062	3,341	24,585	3,131
Autres actifs	20	23,931	26,696	19,700	18,044
Immobilisations corporelles	21	52,852	59,156	44,225	50,409
Total des Actifs		1,942,793	1,617,696	1,655,465	1,432,632
PASSIFS					
Dépôts des clients	22	1,444,988	1,267,171	1,216,464	1,119,063
Engagements envers les banques	23	17,201	7,456	21,763	51
Obligations sur contrats d'investissement	24	41,996	33,090	-	-
Autres emprunts	25	192,123	82,144	193,878	83,956
Impôt sur le revenu actuel	9	2,005	2,869	784	1,186
Autres passifs	26	73,756	44,836	51,853	39,972
Dettes d'impôt différé	27	26	30	-	-
Obligations de retraite	28	665	674	665	674
		1,772,760	1,438,270	1,485,407	1,244,902
CAPITAUX PROPRES					
Capital-actions	30	16,168	12,934	16,168	12,934
Prime d'émission	30.2	108,255	111,489	108,255	111,489
Réévaluation des immobilisations		11,231	11,231	11,231	11,231
Bénéfices non répartis	31	4,990	16,504	8,289	25,961
Autres réserves	31	25,817	24,371	26,115	26,115
Attribuable aux porteurs de l'entité mère		166,461	176,529	170,058	187,730
Participations minoritaires	29	3,572	2,897	-	-
Total capitaux propres		170,033	179,426	170,058	187,730
Total capitaux propres et passifs		1,942,793	1,617,696	1,655,465	1,432,632
Engagements hors bilan et passifs éventuels	32	952,798	654,360	905,227	628,253

Les états financiers, la déclaration des politiques comptables significatives qui l'accompagne et les notes explicatives ont été approuvés par le conseil d'administration le 4 Avril 2012 et signé en son nom par :



PHILLIPS ODUOZA

Directeur Général / PDG du Groupe



CHIEF ISRAEL OGBUE

Président du Conseil d'administration

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011

	Notes	GROUP		BANK	
		2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Trésorerie générée par/utilisée pour les activités	35	(15,335)	54,644	(89,594)	9,088
Impôt prélevé	9	(3,794)	(6,663)	(1,003)	(4,889)
TVA prélevée		(1,518)	(305)	(1,518)	(305)
Trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités		(20,647)	47,676	(92,115)	3,894
ACTIVITÉS FINANCIÈRES					
Dividendes versés aux actionnaires	31	(1,287)	(2,156)	(1,287)	(2,156)
Produit net d'emprunts à long terme et émissions de titres de créance		112,931	67,344	112,931	69,156
Intérêts versés sur des emprunts à long terme		(2,600)	-	(2,600)	-
Remboursement d'emprunts à long terme		(5,480)	-	(5,480)	-
Trésorerie nette des activités de financières		103,564	65,188	103,564	67,000
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Achat d'investissements long-terme		(59,134)	(202,425)	(30,588)	(184,815)
Vente d'investissements court-terme		21,326	5,811	1,699	22,087
Dividendes reçus	6	576	1,475	407	81
Investissement dans les filiales		-	-	(6,340)	(12,602)
Investissements suppl. avec joint-venture/associé	17	-	(750)	-	-
Investissements en bons du trésor et obligations d'états à échéance		(67,912)	(66,568)	(35,428)	(47,906)
Produit de cession d'immobilisation corporelle		3,352	2,528	2,178	1,630
Produit de cession d'un immobilier d'investissement		-	269	-	-
Achat d'actifs incorporels	19	(433)	-	(233)	-
Achat d'une immobilisation corporelle	21	(5,943)	(5,381)	(3,120)	(3,310)
Trésorerie nette utilisée pour les investissements		(108,168)	(265,041)	(71,425)	(224,835)
Baisse dans la trésorerie et équivalents de trésorerie		(25,250)	(152,177)	(59,976)	(153,941)
Analyse des changements dans la trésorerie équivalents de trésorerie :					
Au début de l'exercice	38	373,908	526,085	338,138	492,079
À la fin de l'exercice	38	348,658	373,908	278,162	338,138
Baisse dans la trésorerie et équivalents de trésorerie		(25,250)	(152,177)	(59,976)	(153,941)

Notes des États Financiers

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

La Banque a été incorporée au Nigéria en tant que société à responsabilité limitée le 23 février 1961 dans le cadre du « Companies Ordinance » de 1922. Suite à des réformes de consolidation introduites et menées par la Banque Centrale du Nigéria en 2004, la Banque a fusionné avec la Standard Trust Bank SA le 1er août 2005 et a acquis par la suite la Continental Trust Bank SARL le 31 décembre 2005.

2 ANALYSE DES SECTEURS

(a) Par secteur géographique

Les secteurs géographiques ont été divisés en 3, à savoir le Nigéria, le Reste de l'Afrique et le Reste du Monde. Les transactions entre les secteurs d'activités sont effectuées aux tarifs et conditions commerciales standards.

	Nigéria N'million	Reste de l'Afrique N'million	Reste du Monde N'million	Éliminations N'million	Total N'million
Au 31 décembre 2011					
Revenus extérieurs	146,355	37,187	2,695	(1,404)	184,833
Bénéfice avant impôt	2,192	5,061	1,086	25	8,364
Perte dans une joint venture	(41)	-	-	-	(41)
Perte dans un associé	-	-	32	-	32
Bénéfice avant impôt et éléments exceptionnels	2,151	5,061	1,118	25	8,355
Crédit/charges d'impôts	20,939	(1,185)	(905)	-	18,849
Éléments exceptionnels	(36,851)	-	-	-	(36,851)
Bénéfice / (perte) sur l'année	(13,761)	3,876	213	25	(9,647)
Total actifs du secteur	1,688,064	347,037	40,344	(132,652)	1,942,793
Total passifs du secteur	1,506,854	304,870	39,258	(78,222)	1,772,760
Autres éléments du secteur					
Dévalorisation	7,120	2,064	48	-	9,232
Amortissement	1,009	113	32	-	1,154
Actifs nets	176,788	49,059	-	(55,814)	170,033

	Nigéria N'million	Reste de l'Afrique N'million	Reste du Monde N'million	Éliminations N'million	Total N'million
Au 31 décembre 2010					
Revenus extérieurs	155,084	23,883	2,203	(3,599)	177,571
Bénéfice avant impôt	10,552	(2,922)	679	-	8,309
Perte dans une joint venture	(56)	-	-	-	(56)
Perte dans un associé	-	-	(82)	-	(82)
Résultat avant impôt et éléments exceptionnels	10,496	(2,922)	597	-	8,171
Impôt sur le revenu	(2,315)	(306)	-	-	(2,621)
Éléments exceptionnels	(4,952)	-	-	-	(4,952)
Bénéfice / (perte) sur l'année	3,229	(3,228)	597	-	598
Total actifs du secteur	1,435,004	218,609	53,468	(89,385)	1,617,696
Total passifs du secteur	1,247,227	210,926	52,789	(72,672)	1,438,270
Autres éléments du secteur					
Dépréciation	8,222	1,699	144	-	10,065
Amortissement	7,032	-	-	-	7,032
Actifs nets	165,368	57,969	-	(43,911)	179,426

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

(b) Par secteurs d'activités

Les activités du Groupe peuvent être classées en quatre principaux secteurs, à savoir les Opérations de Banque de Commerce et de Détail, la Gestion des Actifs, les Opérations d'Investissement et la Caisse des Retraites.

Opérations de Banque de Commerce et de Détail: offre une gamme complète de services bancaires personnels, commerciaux, de détail et d'entreprise et des produits aux particuliers, aux petites entreprises, aux moyennes et aux grandes entreprises.

Gestion des Actifs: fournit aux particuliers et aux institutions financières des services de gestion d'actifs et de conseil.

Opérations d'Investissement: fournit aux investisseurs particuliers comme aux institutions des services d'investissement et des services sur le marché des capitaux. La banque fournit aussi des services d'assurance et d'enregistrement d'actions aux entreprises privées et cotées en Bourse et aux particuliers.

Caisse des Retraites: fournit des services de régime de retraite à différents gestionnaires de caisses de retraite, aux particuliers et aux

	Opérations bancaire N'million	Gestion d'actifs N'million	Investissement bancaire N'million	Caisses de Retraite N'million	Éliminations N'million	Groupe N'million
Au 31 décembre 2011						
Revenus extérieurs	178,709	3,231	2,467	1,830	(1,404)	184,833
Bénéfice avant impôt	4,604	1,157	1,182	1,421	-	8,364
Perte dans une joint-venture	(41)	-	-	-	-	(41)
Quote-part de perte associé	-	-	32	-	-	32
Bénéfice avant impôt et éléments exceptionnels	4,563	1,157	1,214	1,421	-	8,355
Crédit/Charge d'impôt	19,754	(287)	(161)	(458)	-	18,849
Éléments exceptionnels	(36,851)	-	-	-	-	(36,851)
Résultat sur l'année	(12,534)	870	1,053	963	-	(9,647)
Total actifs du secteur	2,003,276	47,663	18,991	5,515	(132,652)	1,942,793
Total passifs du secteur	1,790,352	43,778	15,846	1,006	(78,222)	1,772,760
Autres informations du secteur						
Dépréciation	9,168	8	44	12	-	9,232
Amortissement	1,154	-	-	-	-	1,154
Actifs nets	217,553	3,886	2,356	668	(54,430)	170,033

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

	Opérations bancaire N'million	Gestion d'actifs N'million	Investissement bancaire N'million	Caisses de Retraite N'million	Éliminations N'million	Groupe N'million
Au 31 décembre 2010						
Revenus extérieurs	173,899	2,557	3,335	1,379	(3,599)	177,571
Bénéfice avant impôt	5,677	(47)	1,689	990	-	8,309
Perte dans une joint-venture	(56)	-	-	-	-	(56)
Quote-part de perte associé	-	-	(82)	-	-	(82)
Bénéfice avant impôt et éléments exceptionnels	5,621	(47)	1,607	990	-	8,171
Impôts sur le revenu	(1,832)	(157)	(304)	(328)	-	(2,621)
Éléments exceptionnels	(4,952)	-	-	-	-	(4,952)
Résultat sur l'année	(1,163)	(204)	1,303	662	-	598
Total actifs du secteur	1,652,283	34,045	16,664	4,089	(89,385)	1,617,696
Total passifs du secteur	1,463,827	31,030	15,542	543	(72,672)	1,438,270
Autres informations du secteur						
Dépréciation	9,964	16	53	32	-	10,065
Amortissement	7,032	-	-	-	-	7,032
Actifs nets	216,250	3,015	526	3,546	(43,911)	179,426

3 INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Analyse par nature :				
Placements	6,555	8,946	7,576	10,873
Bons du trésor et valeurs mobilières de placement	50,279	36,822	40,480	29,380
Prêts et créances	64,588	71,977	54,728	66,344
	121,422	117,745	102,784	106,597
Analyse par secteur géographique :				
Revenu d'intérêt gagné au Nigéria	100,805	104,746	100,805	104,746
Revenu d'intérêt gagné hors du Nigéria	20,617	12,999	1,979	1,851
	121,422	117,745	102,784	106,597
Analyse par source :				
Revenu d'intérêt - banque	56,834	45,768	48,056	40,253
Revenu d'intérêt – autres sources	64,588	71,977	54,728	66,344
	121,422	117,745	102,784	106,597

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

4 INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
	N'million	N'million	N'million	N'million
Comptes courants	6,413	7,846	5,022	7,279
Comptes d'épargne	3,119	1,651	2,145	1,420
Dépôts à terme	28,960	34,995	26,667	33,126
Échanges interbancaires	1,039	636	434	305
Autres emprunts	6,594	1,841	6,594	1,540
	46,125	46,969	40,862	43,670
Analyse par source :				
Charges d'intérêts - autres sources	38,492	44,492	33,834	41,825
Charges d'intérêts - banque	7,633	2,477	7,028	1,845
	46,125	46,969	40,862	43,670

Les charges d'intérêts réglées hors du Nigéria s'élevaient à 5,5 milliards de NGN (2010 : 4,6 milliards de NGN) pour le Groupe et à 146 millions de NGN (2010 : 183 millions de NGN) pour la Banque.

5 PRODUITS DES HONORAIRES ET COMMISSIONS

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
	N'million	N'million	N'million	N'million
Opérations de crédit	8,686	6,644	7,134	6,386
Commissions sur chiffre d'affaires	12,148	11,880	11,576	11,320
Frais de transfert	3,583	183	3,071	2,306
Honoraires et commissions des lettres de crédit	3,114	1,967	1,468	1,299
Bénéfice sur cession d'immobilisations corporelles	-	99	-	99
Autres honoraires et commissions	14,082	22,464	6,816	11,027
	41,613	43,237	30,065	32,437

6 REVENUS D'INVESTISSEMENTS

Revenu de dividende	576	1,475	407	81
Revenu locatif	444	344	440	354
Gain sur vente d'investissement	252	4,083	145	4,083
	1,272	5,902	992	4,518

7 FRAIS D'EXPLOITATION

Coût du personnel (note 34)	37,153	37,905	26,716	28,457
Amortissement (note 21)	9,232	10,060	7,139	8,245
Amortissement des actifs incorporels (note 19)	1,154	5	1,041	5
Rémunérations de l'auditeur	311	222	100	90
Traitement des Administrateurs (note 34b)	980	764	850	764
Autres frais d'exploitation	58,886	55,124	47,124	44,996
	107,716	104,080	82,970	82,557

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

8 ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
	N'million	N'million	N'million	N'million
Perte/(revenu) d'émissions de bons du Trésor (note 8.1)	16,957	(7,714)	16,957	(7,714)
Perte sur prêts vendus à AMCON	19,894	5,634	19,894	5,634
Annulation d'actifs spéciaux	-	7,032	-	7,032
	36,851	4,952	36,851	4,952

8.1- Cela représente des pertes dues à la liquidation de positions spéculatives.

9 IMPÔTS

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
	N'million	N'million	N'million	N'million
Charge sur l'exercice :				
Impôt sur le revenu	2,994	2,197	784	1,124
Taxe pour l'éducation	33	37	-	-
Taxe pour la technologie de l'information	16	36	-	36
Provision (suffisante)/insuffisante des années antérieures	(167)	3,686	(237)	3,497
	2,876	5,956	547	4,657
Impôt différé (note 27)	(21,725)	(3,335)	(21,454)	(3,131)
Charge pour l'exercice	(18,849)	2,621	(20,907)	1,526

L'impôt sur le revenu des entreprises de 784 millions de NGN pour la Banque correspond au minimum imposable sur la base des dispositions de l'Article 33 de la Loi sur la Fiscalité des Entreprises du Nigéria 2007 (tel que modifiées).

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
	N'million	N'million	N'million	N'million
A régler :				
En début d'année	2,869	3,576	1,186	1,416
Reclassement des autres passifs	54	-	54	38
Charge d'impôt	(3,794)	(6,663)	(1,003)	(4,889)
Impôt sur le revenu	2,876	5,956	547	4,621
En fin d'année	2,005	2,869	784	1,186

10 TRÉSORERIE ET SOLDES AVEC LES BANQUES CENTRALES

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
	N'million	N'million	N'million	N'million
Trésorerie	44,895	30,442	32,834	21,345
Comptes courants avec les banques centrales	52,249	25,352	17,746	10,216
Dont trésorerie et équivalents de trésorerie	97,144	55,794	50,580	31,561
Dépôt réserves obligatoires avec les banques centrales	81,151	12,262	74,246	8,258
	178,295	68,056	124,826	39,819

Les dépôts de réserves obligatoires ne sont pas utilisés pour les opérations journalières du Groupe.

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

11 BONS DU TRÉSOR

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Bons du trésor de l'état nigérian	109,233	78,703	98,289	78,703
Bons du trésor provenant d'autres états	66,292	44,752	-	-
	175,525	123,455	98,289	78,703

Sont inclus dans les bons du Trésor des bons s'élevant à 17,15 milliards de NGN (2010 : 8,25 milliards de NGN) détenus par des tierces parties comme garantie pour diverses transactions.

12 CRÉANCES SUR AUTRES BANQUES

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Solde en cours avec les banques du Nigéria	4,546	9,646	3,501	8,456
Solde en cours avec les banques hors du Nigéria	113,118	132,140	98,795	119,417
Placements dans les banques et maisons d'escompte	133,850	160,486	125,286	162,862
	251,514	302,272	227,582	290,735

Le solde avec les banques hors du Nigéria inclut 21,37 milliards de NGN (2010 : 15,10 milliards de NGN) qui représentent la valeur en naira du solde de banque en devise étrangère au nom des clients en ce qui concerne les transactions par lettres de crédit. Le passif correspondant est compris dans d'autres passifs (voir la note (26)).

Sont inclus dans les placements avec les banques et maisons d'escompte, des placements au Nigéria de 37,5 millions de NGN (2010 : 84,7 millions de NGN).

113PRÊTS ET CRÉANCES AUX CLIENTS

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Découverts	150,276	138,438	114,821	118,608
Prêts à terme	562,255	531,721	493,649	483,664
Autres	2,046	5,752	403	315
	714,577	675,911	608,873	602,587
Provisions	(21,991)	(28,879)	(9,860)	(21,061)
Intérêts en suspens	(2,961)	(16,406)	(2,556)	(10,399)
	689,625	630,626	596,457	571,127
13.1 Analyse par garantie :				
Garanties par biens immobiliers	234,328	242,287	203,957	221,767
Garanties par quote-part de titres cotés	2,221	18,859	1,934	18,853
Autres garanties	335,628	356,293	310,794	322,323
Sans garantie	142,400	58,472	92,188	39,644
	714,577	675,911	608,873	602,587

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

13 PRÊTS ET CRÉANCES AUX CLIENTS (suite)

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
13.2 Analyse par performance :				
Performant	667,115	575,556	578,780	521,466
Sous surveillance	21,004	40,921	21,004	40,921
Non-performant ::				
- impayés	6,683	17,325	4,384	14,325
- douteux	6,191	7,768	2,256	6,867
- très douteux (spécialisé)	26	378	26	378
- irrécouvrables	13,558	33,963	2,422	18,630
	714,577	675,911	608,873	602,587
13.3 Analyse par échéance				
0 - 30 jours	277,382	249,221	228,591	222,199
1 - 3 mois	138,211	92,695	116,901	91,017
3 - 6 mois	20,651	65,837	16,990	42,293
6 - 12 mois	52,493	37,970	45,435	35,995
Plus de 12 mois	225,840	230,188	200,956	211,083
	714,577	675,911	608,873	602,587
13.4 Mouvement au niveau de la provision pour pertes sur créances				
En début d'année				
- Non Performant	28,846	40,362	21,061	35,618
- Performant	33	33	-	-
	28,879	40,395	21,061	35,618
Provision supplémentaire :				
- Non-Performant	22,319	9,870	9,896	5,671
- Performant	5,996	-	5,787	-
Excédents sur provision	(16,195)	(12,651)	(8,045)	(11,817)
Montant amorti	(19,008)	(8,735)	(18,839)	(8,411)
	(6,888)	(11,516)	(11,201)	(14,557)
En fin d'année				- Non
Performant	15,962	28,846	4,073	21,061
- Performant	6,029	33	5,787	-
	21,991	28,879	9,860	21,061
13.5 Mouvement au niveau des intérêts en suspens				
En début d'année	16,406	2,764	10,399	2,764
Suspendus en cours d'année	5,832	19,845	5,782	12,965
Montant amorti	(19,277)	(6,203)	(13,625)	(5,330)
En fin d'année	2,961	16,406	2,556	10,399

13.6 Est inclus dans les prêts et créances, un montant de 31,04 milliards de NGN (2010 : 31,5 milliards de NGN) accordé au « Staff Share Investment Trust Scheme » de la Banque, qui est géré par les fiduciaires choisis par le personnel de la Banque. Ce Plan a été créé pour gérer les investissements du personnel dans les actions de la Banque et les prêts sont accordés à des taux préférentiels à la Fiducie.

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

14 DÉPRÉCIATION DE LA VALEUR DES ACTIFS

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
La provision effectuée pour les pertes est analysée comme suit :				
Prêts et créances - spécifique	22,319	9,870	9,896	5,671
Prêts et créances - général	5,996	-	5,787	-
Recouvrement de prêts	(16,195)	(12,651)	(8,045)	(11,817)
Provision/(reprise) pour dépréciation d'un investissement à long terme	391	(76)	246	(366)
(Reprise) pour dépréciation d'un investissement à court terme	-	(644)	-	-
(Reprise) pour dépréciation d'autres actifs	(1,284)	-	(1,011)	-
Provision for dépréciation d'autres actifs	830	3,375	672	3,352
	12,057	(126)	7,545	(3,160)
Montant amorti	10,571	18,339	10,571	18,339
	22,628	18,213	18,116	15,179

15 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Investissement à long terme				
Titres de créances				
Coté	450,659	294,883	417,711	283,996
Non coté	23,991	22,463	4,930	-
Titres de participation – à leur juste coût				
coté	7,012	5,899	1,361	1,382
Non coté	48,633	43,682	23,553	27,483
	530,295	366,927	447,555	312,861
Provision pour dépréciation de la valeur	(4,563)	(4,043)	(1,390)	(1,144)
	525,732	362,884	446,165	311,717
Investissement à court terme				
Titres de créances :				
Coté	243	5,765	243	1,305
Non coté	-	15,804	-	637
	243	21,569	243	1,942
Total des valeurs mobilières de placement	525,975	384,453	446,408	313,659
Mouvement au niveau des investissements à long terme :				
En début d'année	362,884	159,062	311,717	131,226
Suppléments en cours d'année	163,315	203,777	134,770	180,156
(Provision)/reprise pour dépréciation de la valeur	(391)	76	(246)	366
Cédé durant l'année	(76)	(31)	(76)	(31)
En fin d'année	525,732	362,884	446,165	311,717

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

15.1 Analyse des titres de créances par motif :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Détenus à des fins de transaction	11,235	5,765	243	1,305
Disponible à la vente	464	-	464	-
Détenus jusqu'à l'échéance	463,194	333,150	422,177	284,633
	474,893	338,915	422,884	285,938

15.2 La valeur marchande des titres de créance à long terme cotés (détenus jusqu'à l'échéance) est de 402 milliards de NGN (2010 : 255 milliards de NGN) pour le Groupe et de 368 milliards de NGN (2010 : 204 milliards de NGN) pour la Banque.

15.3 Sont inclus dans les titres de créance cotés 201,4 milliards de NGN (2010 : 186 milliards de NGN) en diverses obligations du Gouvernement Fédéral Nigérien. Les dates d'échéance de ces obligations vont d'avril 2013 à mai 2030 avec des taux d'intérêt allant de 4 % à 16 %. Un montant de 52,254 milliards de NGN (2010 : 27,9 milliards de NGN) issu de ces obligations est engagé avec la Banque Centrale du Nigéria comme caution pour différentes transactions.

15.4 La Banque a fait des investissements dans le fonds de développement des PME, le « Small and Medium Enterprises Equity Investment Scheme » (SMEEIS) conformément à la Circulaire de Politique Monétaire No. 35. Les investissements de la Banque dans le cadre du SMEEIS sont inclus dans les investissements à long terme en actions non cotées. Un total de 1,08 milliards de NGN (2010 : 1,18 milliards de NGN) est en suspens au titre de ce fonds.

15.5 Inclus dans des titres de créance cotés sont des obligations émises par la Société de Gestion des Actifs du Nigéria qui s'analysent comme suit :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Valeur nominale des obligations	162,906	21,970	162,906	21,970
Revenus du patrimoine sur les obligations	(38,658)	(5,634)	(38,658)	(5,634)
Valeur comptable des obligations	124,248	16,336	124,248	16,336

Cela représente des obligations émises par la Société de Gestion d'Actifs du Nigéria (AMCON) en contrepartie de prêts non performants qui lui sont vendus par la banque, entièrement garantis par le Gouvernement Fédéral du Nigéria. Les obligations sont à coupon zéro avec un rendement annuel allant de 10,13 % à 13 %.

16 INVESTISSEMENT DANS LES FILIALES

Filiales de la banque :	Année de début des opérations	% détenu	Pays	Industrie	2011 N'million	2010 N'million
UBA Ghana Limited (voir (i))	2004	91%	Ghana	Banking	8,048	8,048
UBA Cameroun SA (voir (i))	2007	100%	Cameroun	Banking	1,845	1,845
UBA Cote d'Ivoire (voir (i))	2008	100%	Cote d'Ivoire	Banking	4,850	4,850
UBA Liberia Limited (voir (i))	2008	100%	Liberia	Banking	1,795	1,784
UBA Sierra Leone Limited (voir (i))	2008	100%	Sierra leone	Banking	1,269	1,160
UBA Uganda Limited (voir (i))	2008	100%	Uganda	Banking	2,718	2,070
Banque Internationale Du Burkina Faso (voir (i) ci-dessous)	2008	64%	Burkina Faso	Banking	5,352	3,832
Continental Bank Benin (voir (i))	2008	76%	Benin Republic	Banking	6,726	6,726
UBA Chad SA (voir (i) ci-dessous)	2009	100%	Chad	Banking	2,210	2,210
UBA Senegal (SA) (voir (i))	2009	100%	Senegal	Banking	2,400	2,400
UBA Kenya Bank Limited (voir (i))	2009	100%	Kenya	Banking	1,770	1,770
UBA Zambia Limited (voir (i))	2010	100%	Zambia	Banking	1,770	1,770
UBA Tanzania Limited (voir (i))	2010	100%	Tanzania	Banking	1,770	1,770
UBA Gabon Limited (voir (i))	2010	100%	Gabon	Banking	1,996	1,996
UBA Guinea Limited (voir (i))	2010	100%	Guinea	Banking	1,475	1,475
UBA Congo DR (voir (i) ci-dessous)	2011	100%	Congo CRC	Banking	1,346	-
UBA Congo Brazzaville (voir (i) ci-dessous)	2011	100%	Congo Brazzaville	Banking	3,024	-
UBA Mozambique (voir (i))	2011	100%	Mozambique	Banking	754	-
Filiales n'appartenant pas à la banque :						
UBA Asset Management Limited (voir (ii) ci-dessous)	1964	100%	Nigeria	Asset management	403	403
UBA Pensions Custodian Limited (voir (iii) ci-dessous)	2004	100%	Nigeria	Pensions	2,000	2,000
UBA Capital (Africa) Limited (voir (iv) ci-dessous)	2005	100%	Nigeria	Investment banking	2,000	2,000
UBA Insurance Brokers Limited (voir (v) ci-dessous)	2006	100%	Nigeria	Insurance brokerage	5	5
UBA Retail Financial Services Limited (RFS) ((voir (i) ci-dessous)	2008	100%	Nigeria	Banking	667	1,739
UBA FX Mart Limited (voir (vi))	2008	100%	Nigeria	Banking	502	502
					56,695	50,355

- (i) UBA Ghana Limited, UBA Cameroon SA, UBA Cote d'Ivoire, UBA Liberia, UBA Sierra Leone, UBA Uganda, Banque Internationale Du Burkina Faso, UBA RFS, UBA Chad SA, UBA Senegal SA, Continental Bank Benin, UBA Kenya, UBA Zambia, UBA Tanzania, UBA Gabon, UBA Guinea Limited, UBA Mozambique, UBA Congo Brazzaville et UBA Congo DRC sont engagées dans des activités d'opérations de banque et fournissent aux entreprises, aux banques commerciales, aux consommateurs et au secteur bancaire international, des services bancaires, de commerce international, la gestion de

trésorerie et des services du Trésor.

- (ii) "UBA Asset Management" SARL est engagée dans des activités de gestion et d'administration de fonds, de tutelle ; de redressement ou de liquidation; des activités d'intermédiation, de gestion de biens ; d'hypothèques ; de levée de capitaux ; de redevances ; des activités de fonds capital-risque ; d'inscription de société ; de portefeuille de gros et autres services financiers aux particuliers, aux personnes morales et au Gouvernement (actions, parts sociales, obligations, bons & prêts). Elle a été constituée le 1er juin 1964 et a commencé ses opérations le même jour.
- (iii) "UBA Pensions Custodian" SARL a été créée le 30 septembre 2005. Elle a obtenu un agrément le 20 février 2006 et a commencé ses opérations le 3 mai 2006. Ses principales activités consistent à effectuer une provision d'actifs pour les caisses de retraite, à détenir et négocier de tels actifs conformément aux directives des Gestionnaires des Caisses de Retraite et de la Commission Nationale des Retraites et à la Loi relative à la Réforme des Retraites 2004.
- (iv) "UBA Capital" (Afrique) SARL est engagée dans des opérations d'enregistrement de valeurs mobilières, d'inscription et de souscription IPO, de négoce de titres, de partage des bénéfices et de joint-venture, d'intermédiation de valeurs mobilières, des activités de promotion immobilière et d'aménagement de terrains, des fonctions de placement, capitalistes et financières, de location-vente et de financement de crédit, et de scission. Elle a été constituée le 19 août 2005 et a commencé ses opérations le même jour.
- (v) "UBA Insurance Brokers" SARL a été créée dans le cadre de la Loi sur les Sociétés et Questions Apparentées, Arrêté CAP 20, de la Fédération du Nigéria 2004, en tant que société à responsabilité limitée le 1er septembre 2006 et a commencé ses opérations le 1er avril 2007. Elle offre des services d'assurances et de conseil en général.
- (vi) "UBA FX Mart" est engagée dans les activités de change en tant que propriétaires du BDC, traite en devises et chèques de voyage, des services d'intermédiation, des services d'hypothèque et des levées de capitaux. Elle a été constituée le 30 janvier 2008 et a commencé ses opérations le 22 mai 2008.

17 INVESTISSEMENT DANS LES ASSOCIÉS ET JOINT-VENTURE

17 (a) Investissement dans les associés

La Banque a des parts à hauteur de 49 % dans "UBA Capital Europe" SARL. UBA Capital Europe est une banque d'investissement basée à Londres essentiellement engagée dans le courtage, le commerce international et les activités de gestion du patrimoine. Elle a été créée le 25 septembre 1995 et a commencé ses opérations le même jour.

Les mouvements d'investissement à UBA Capital Europe SARL se présentent comme suit :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
En début d'année	9,179	9,261	9,943	9,943
Part des résultats de l'année en cours	32	(82)	-	-
En fin d'année	9,211	9,179	9,943	9,943

(b) Investissement dans une joint-venture

UBA Metropolitan Life Insurance SARL a été créée en tant que HEIRS Life Assurance Company SARL en août 2004. Son nom a été changé en janvier 2007 quand elle était détenue à parité (50:50) par la UBA SA et MHG (UK) Limited. Le 1er janvier 2008, les parts de MHG (UK) Limited ont été transférées à Metropolitan International (Pty) Limited. Les principales activités de l'entreprise sont l'assurance-vie individuelle, l'assurance-vie groupe, l'assurance-vie crédit et la gestion des dépôts. UBA Metropolitan Life vend ses produits et services à travers le réseau de succursales de UBA SA conformément au modèle de bancassurance. Selon l'accord de société en joint-venture, la gestion et les opérations sont conjointement contrôlées.

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

Les mouvements en investissement à la joint-venture UBA Metropolitan Life Insurance sont comme suit :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
En début d'année	939	245	900	900
Part des résultats	(41)	(56)	-	-
Ajouts	-	750	-	-
Ajustements sur exercices antérieurs	247	-	-	-
En fin d'année	1,145	939	900	900
Investissement total - dans associé & joint-venture	10,356	10,118	10,843	10,843

18 RÉSULTATS CONDENSÉS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

	UBA Ghana Limited N'million	UBA Cameroun Limited N'million	UBA Cote D'ivoire Limited N'million	UBA Liberia Limited N'million	Continental Bank Benin N'million
Compte de résultat condensé					
Bénéfices d'exploitation	6,932	3,041	1,261	614	2,432
Dépenses d'exploitation	(3,165)	(2,034)	(1,891)	(829)	(976)
Dotation aux provisions	(631)	(55)	12	(30)	(689)
Bénéfice / (perte) avant impôt	3,136	952	(618)	(245)	767
Impôt	(734)	(366)	(4)	-	(58)
Bénéfice / (perte) de l'année	2,402	586	(622)	(245)	709
Bilan condensé					
Actifs					
Trésorerie/soldes avec banques centrales	5,007	11,099	1,373	1,857	6,143
Bons du Trésor	20,436	3,002	2,958	-	6,734
Créances sur les banques	11,288	2,961	420	4,189	3,554
Prêts et créances à la clientèle	15,922	12,896	5,615	1,828	12,064
Valeurs mobilières de placement	480	-	3,477	-	7,908
Actifs incorporels	31	11	-	1	39
Autres actifs	1,001	1,032	256	419	1,200
Immobilisation corporelle	738	111	590	281	550
	54,903	31,112	14,689	8,575	38,192
Financement :					
Dépôts clients	38,771	26,276	9,622	7,102	30,036
Engagements envers d'autres banques	-	-	3,180	-	290
Impôts exigibles	-	366	4	-	58
Autres passifs	7,493	1,630	987	192	3,087
Capitaux propres et réserves	8,639	2,840	896	1,281	4,721
	54,903	31,112	14,689	8,575	38,192
Flux de trésorerie condensé					
Trésorerie nette (utilisée)/					
issue d'opérations	20,357	8,978	2,917	4,264	730
Trésorerie nette issue d'activités financières		-	-	-	11
Trésorerie nette (utilisée)/issue					
d'investissements	(247)	-	-	-	(197)
Hausse de trésorerie et					
d'équivalents de trésorerie	20,110	8,978	2,917	4,275	533
En début d'année	16,621	8,084	1,834	1,772	15,898
En fin d'année	36,731	17,062	4,751	6,047	16,431
	20,110	8,978	2,917	4,275	533

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

18 RÉSULTATS CONDENSÉS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES (suite)

	UBA Uganda Limited N'million	Banque Int'l Du Burkina Faso N'million	UBA RFS Limited N'million	UBA Asset Mgt. Limited N'million	UBA Ins. Brokers Limited N'million
Compte de résultat condensé					
Bénéfice d'exploitation	715	8,063	14	1,798	378
Charges d'exploitation	(824)	(3,794)	(56)	(873)	(186)
Dotation aux provisions	(8)	(3,049)	-	232	-
Bénéfice / (perte) avant impôt	(117)	1,220	(42)	1,157	192
Impôt	-	(4)	-	(287)	(63)
Bénéfice / (perte) de l'année	(117)	1,216	(42)	870	129
État condensé de la situation financière					
Actifs					
Trésorerie/soldes avec banques centrales	1,494	5,152	-	2	-
Bons du Trésor	185	14,391	-	6,454	-
Créances sur d'autres banques	1,058	1,962	455	5,804	694
Prêts et créances à la clientèle	2,846	20,951	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	719	23,881	-	33,260	-
Actifs incorporels	6	22	-	-	-
Autres actifs	802	5,647	118	2,139	60
Immobilisation corporelle	306	2,590	203	4	15
	7,416	74,596	776	47,663	769
Financement :					
Dépôts clients	5,934	61,672	71	122	100
Engagements envers les banques	-	3,406	-	-	-
Passifs des contrats d'investissement	-	-	-	41,996	-
Impôts exigibles	-	4	-	270	78
Autres passifs	532	4,900	37	1,389	108
Passif d'impôts différé	-	4	-	1	-
Capitaux propres et réserves	950	4,610	668	3,885	483
	7,416	74,596	776	47,663	769
Flux de trésorerie condensé					
Trésorerie nette (utilisée)/issue d'opérations	898	(2,834)	(51)	12,000	195
Trésorerie nette issue d'activités financières	648	1,520	-	-	-
Trésorerie nette utilisé/ investissements	-	(83)	1	(15)	-
Hausse/(baisse) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1,546	(1,314)	(134)	12,001	180
En début d'année	1,191	22,819	589	259	515
En fin d'année	2,737	21,505	455	12,260	695
	1,546	(1,314)	(134)	12,001	180

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

18 RÉSULTATS CONDENSÉS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES (suite)

	UBA FX Mart Limited N'million	UBA Chad SA Limited N'million	UBA Senegal (SA) Limited N'million	UBA (SL) Capital Africa Limited N'million	UBA Capital Africa Limited N'million
Compte de résultat condensé					
Bénéfice d'exploitation	216	1,004	2,068	478	1,873
Charges d'exploitation	(121)	(858)	(1,513)	(398)	(862)
Dotation aux provisions	-	14	(60)	-	(116)
Bénéfice avant impôt	95	160	495	80	895
Impôt	(31)	-	-	(9)	(66)
Bénéfice de l'année	64	160	495	71	829
État condensé de la situation financière					
Actifs					
Trésorerie/soldes avec banques centrales	195	3,972	385	191	50
Bons du Trésor	-	681	12,843	719	-
Créances sur d'autres banques	563	1,568	818	1,157	14,435
Prêts et créances à la clientèle	-	6,355	8,332	139	2
Valeurs mobilières de placement	-	-	3,751	-	1,816
Actifs incorporels	-	18	10	-	-
Autres actifs	-	762	235	138	1,053
Immobilisation corporelle	8	277	540	179	99
	766	13,633	26,914	2,523	17,455
Financement :					
Dépôts clients	-	10,966	22,734	1,730	1,883
Engagements envers les banques	-	-	-	24	-
Impôts exigibles	-	-	-	9	313
Autres passifs	461	664	1,752	50	12,882
Passif d'impôts différé	-	-	-	-	21
Capitaux propres et réserves	305	2,003	2,428	710	2,356
	766	13,633	26,914	2,523	17,455
Flux de trésorerie condensé					
Trésorerie nette issue d'opérations	104	2,805	3,096	10	2,377
Trésorerie nette issue d'activités financières	-	-	-	109	(81)
Hausse de trésorerie/équivalents de trésorerie	104	2,805	3,096	119	2,296
En début d'année	654	3,416	10,950	1,948	12,190
En fin d'année	758	6,221	14,046	2,067	14,486
	104	2,805	3,096	119	2,296

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

18 RÉSULTATS CONDENSÉS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES (suite)

	UBA Gabon Limited N'million	UBA Zambia Limited N'million	UBA Tanzania Limited N'million	UBA Pension Custodian Limited N'million	UBA Kenya Limited N'million
Compte de résultat condensé					
Bénéfice d'exploitation	634	437	325	1,830	621
Charges d'exploitation	(832)	(734)	(633)	(410)	(897)
Dotation aux provisions	(8)	(9)	(1)	-	(14)
(Bénéfice / (perte) avant impôt	(206)	(306)	(309)	1,420	(290)
Impôt	(8)	-	-	(458)	-
Bénéfice / (perte) de l'année	(214)	(306)	(309)	962	(290)
État condensé de la situation financière					
Actifs					
Trésorerie/soldes avec banques centrales	6,926	151	1,228	-	(494)
Bons du Trésor	613	449	-	4,490	-
Créances sur d'autres banques	2,532	299	661	672	1,769
Prêts et créances à la clientèle	3,700	11,681	1,781	38	949
Valeurs mobilières de placement	1,293	1,021	543	-	2,385
Actifs incorporels	2	-	-	-	21
Autres actifs	227	693	138	299	809
Immobilisation corporelle	200	368	266	16	341
	15,493	14,662	4,740	5,515	5,780
Financement :					
Dépôts clients	13,345	2,845	3,231	-	4,083
Engagements envers les banques	-	10,214	-	-	-
Impôts exigibles	-	-	-	522	12
Autres passifs	545	143	228	484	297
Capitaux propres et réserves	1,603	1,460	1,281	4,509	1,388
	15,493	14,662	4,740	5,515	5,780
Flux de trésorerie condensé					
Trésorerie nette (utilisée)/issue d'opérations	5,902	(1,061)	426	1,354	(280)
Trésorerie nette issue d'activités financières	-	(85)	-	(5)	-
Hausse trésorerie/équivalents de trésorerie	5,902	(1,146)	426	1,349	(280)
En début d'année	4,169	2,045	1,463	3,813	1,555
En fin d'année	10,071	899	1,889	5,162	1,275
	5,902	(1,146)	426	1,349	(280)

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

18 RÉSULTATS CONDENSÉS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES (suite)

	UBA Guinea Limited N'million	UBA Mozambique Limited N'million	UBA Congo Brazaville N'million	UBA Congo DRC N'million	UBA Plc Bank N'million
Compte de résultat condensé					
Bénéfice d'exploitation	1,198	1,057	849	252	100,645
Charges d'exploitation	(609)	(827)	(1,071)	(406)	(82,970)
Dotation aux provisions	(2)	(13)	-	(85)	(18,116)
Bénéfice / (perte) avant impôt	587	217	(222)	(239)	(441)
Éléments exceptionnels	-	-	-	-	(36,851)
Impôt	-	-	-	-	20,907
Bénéfice / (perte) de l'année	587	217	(222)	(239)	(16,385)
Bilan condensé					
Actifs					
Trésorerie/soldes avec banques centrales	5,960	1,037	1,540	201	124,826
Bons du Trésor	8,424	61	-	-	98,289
Créances sur d'autres banques	2,980	1,129	1,812	601	227,582
Prêts et créances à la clientèle	5,283	632	150	1	596,457
Valeurs mobilières de placement	-	-	1,125	659	513,946
Actifs incorporels	4	-	35	12	5,855
Autres actifs	89	390	550	702	44,285
Immobilisation corporelle	204	253	366	234	44,225
	22,944	3,502	5,578	2,410	1,655,465
Financement :					
Dépôts clients	19,245	1,543	1,640	436	1,216,464
Engagements envers les banques	-	679	-	-	21,763
Autres emprunts	-	-	-	-	193,878
Impôts exigibles	-	-	-	4	784
Autres passifs	1,892	57	933	644	52,518
Passif d'impôts différé	-	-	-	4	-
Capitaux propres et réserves	1,807	1,223	3,005	1,322	170,058
	22,944	3,502	5,578	2,410	1,655,465
Flux de trésorerie condensé					
Trésorerie nette (utilisée)/issue d'opérations	12,930	1,777	769	(249)	
Trésorerie nette issue d'activités financières	-	755	3,024	1,348	
Trésorerie nette utilisé/ investissements	-	(305)	(441)	(297)	
Hausse trésorerie/équivalents de trésorerie	12,930	2,227	3,352	802	
En début d'année	4,434	-	-	-	
En fin d'année	17,364	2,227	3,352	802	
	12,930	2,227	3,352	802	

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

18 RÉSULTATS CONDENSÉS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES (suite)

	Total N'million	Éliminations N'million	Total net des éliminations N'million
Compte de résultat condensé			
Bénéfice d'exploitation	138,736	(28)	138,708
Charges d'exploitation	(107,770)	54	(107,716)
Dépréciation de la valeur de l'actif	(22,628)	-	(22,628)
Éléments exceptionnels	(36,851)	-	(36,851)
Part de bénéfices avec JV/Associé	-	(9)	(9)
(Perte)/bénéfice avant impôt	(28,513)	17	(28,496)
Impôt	18,849	-	18,849
Bénéfice/(perte) de l'année	(9,664)	17	(9,647)

État condensé de la situation financière

Actifs

Trésorerie/soldes avec banques centrales	178,295	-	178,295
Bons du Trésor	180,728	(5,203)	175,525
Créances sur d'autres banques	290,964	(39,450)	251,514
Prêts et créances à la clientèle	707,639	(18,014)	689,625
Valeurs mobilières de placement	596,264	(59,933)	536,331
Ecart d'acquisition	5,855	3,803	9,658
Autres actifs	62,525	(13,532)	48,993
Immobilisation corporelle	53,176	(324)	52,852
	2,075,446	(132,653)	1,942,793

Financement :

Dépôts clients	1,479,850	(34,862)	1,444,988
Engagements envers les banques	37,161	(19,960)	17,201
Contrat d'investissement	41,996	-	41,996
Autres emprunts	193,878	(1,755)	192,123
Impôts exigibles	2,005	-	2,005
Autres passifs	96,068	(21,647)	74,421
Passif d'impôts différé	26	-	26
Capitaux propres et réserves	224,462	(54,429)	170,033
	2,075,446	(132,653)	1,942,793

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

19 ACTIFS INCORPORELS

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Coût d'écarts d'acquisition moins dépréciations (note 19.1)	3,479	3,479	-	-
Autres actifs incorporels (note 19.2)	6,179	6,044	5,855	5,807
	9,658	9,523	5,855	5,807

19.1 Les écarts d'acquisition résultent de l'acquisition par la Banque de la Continental Bank Benin, le 31 décembre 2008. Les écarts d'acquisition sont examinés annuellement pour dépréciation, ou plus fréquemment quand il y a des indications selon lesquelles des dépréciations ont pu se produire. L'écart d'acquisition a été évalué et aucune dépréciation n'a été constatée.

19.2 Les autres actifs incorporels représentent le coût des logiciels acquis par la Banque. Ceux-ci sont publiés conformément aux principes de la norme SAS 31 (Statement of Accounting Standard) qui est en vigueur pour les états financiers des exercices ouverts à partir ou après le 1er janvier 2011.

Les mouvements suite à un achat de logiciels s'établissent comme suit :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Coûts :				
En début d'année	8,425	-	7,197	-
Reclassés des actifs immobilisés	-	8,425	-	7,197
Ajouts issus des actifs immobilisés	433	-	233	-
Reclassement des autres actifs	856	-	856	-
Au 31 décembre	9,714	8,425	8,286	7,197
Cumul des amortissements:				
Cumul des amortissements:	2,381	-	1,390	-
Reclassés des actifs immobilisés	-	2,381	-	1,390
Amortis au cours de l'année	1,154	-	1,041	-
Au 31 décembre	3,535	2,381	2,431	1,390
Valeur comptable nette :				
En début d'année	6,044	-	5,807	-
En fin d'année	6,179	6,044	5,855	5,807

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

20. AUTRES ACTIFS

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
	N'million	N'million	N'million	N'million
Intérêts et commissions à percevoir	3,626	4,014	239	291
Prépaiements	7,055	8,471	4,162	4,256
Comptes débiteurs	14,902	18,670	16,766	17,444
	25,583	31,155	21,167	21,991
Provision pour créances douteuses (note 20.1)	(1,652)	(4,459)	(1,467)	(3,947)
	23,931	26,696	19,700	18,044
20.1 Mouvement de provision pour créances douteuses				
En début d'année	4,459	1,505	3,947	1,016
Amortissement pour diminution de la valeur	(1,284)	-	(1,011)	-
Provision supplémentaires	830	3,375	672	3,352
Montant amorti	(2,353)	(421)	(2,141)	(421)
En fin d'année	1,652	4,459	1,467	3,947

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (BANQUE)

	En début d'année N'million	Ajouts N'million	Cession/ Amortissements N'million	Reclassifi- cations N'million	Différence d'échange N'million	En fin d'année N'million
Coût						
Travaux en cours	3,022	2,097	(2,005)	(569)	12	2,557
Crédit bail sur terrain, bâtiment, agrandissement	44,116	1,539	(994)	(449)	172	44,384
Véhicules	10,541	349	(318)	(138)	54	10,488
Autre matériel de transport	3,186	288	-	250	-	3,724
Meubles et mobilier de bureau	46,852	1,670	(1,747)	906	302	47,983
	107,717	5,943	(5,064)	-	540	109,136
Amortissement accumulé						
Crédit bail sur terrain, bâtiment et agrandissement	7,777	1,296	(148)	-	60	8,985
Véhicules	6,978	1,249	(160)	(70)	25	8,022
Autre matériel de transport	344	464	-	-	-	808
Meubles et mobilier de bureau	33,462	6,223	(1,404)	70	118	38,469
	48,561	9,232	(1,712)	-	203	56,284
Montant net d'ouverture						
	En début d'année N'million					En fin d'année N'million
Travaux en cours	3,022					2,557
Crédit bail sur terrain, bâtiment, agrandissement	36,339					35,399
Véhicules	3,563					2,466
Autre matériel de transport	2,842					2,916
Meubles et mobilier de bureau	13,390					9,514
	59,156					52,852

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (BANQUE)

	En début d'année N'million	Ajouts N'million	Cession/ Amortissements N'million	Reclassifi- cations N'million	Différence d'échange N'million	En fin d'année N'million
Coût						
Travaux en cours	2,717	1,807	(1,710)	(646)	-	2,167
Crédit bail sur terrain, bâtiment, agrandissement	37,303	262	(460)	(469)	89	36,725
Véhicules	8,267	90	(91)	(250)	-	8,016
Autre matériel de transport	3,186	288	-	251	-	3,724
Meubles et mobilier de bureau	39,632	674	(46)	1,114	(35)	41,338
	91,105	3,120	(2,308)	-	54	91,971
Amortissement accumulé						
Crédit bail sur terrain, bâtiment, agrandissement	4,844	709	(16)	-	5	5,542
Véhicules	6,126	755	(74)	-	-	6,807
Autre matériel de transport	345	464	-	-	-	809
Meubles et mobilier de bureau	29,381	5,211	(40)	-	36	34,588
	40,696	7,139	(130)	-	41	47,746
Montant net d'ouverture						
	En début d'année N'million					En fin d'année N'million
Travaux en cours	2,717					2,167
Crédit bail sur terrain, bâtiment, agrandissement	32,459					31,184
Véhicules	2,141					1,209
Autre matériel de transport	2,841					2,915
Meubles et mobilier de bureau	10,251					6,750
	50,409					44,225

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

22 DÉPÔTS DES CLIENTS

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
A vue :				
- Dépôts sur compte courant	642,395	504,851	507,536	434,034
- Dépôts sur compte de domiciliation	242,914	190,461	226,859	174,588
Dépôts sur compte d'épargne	247,129	220,769	216,900	192,969
Dépôts à terme	312,550	351,090	265,169	317,472
	1,444,988	1,267,171	1,216,464	1,119,063
22.1 Analyse par échéance				
0 - 30 jours	1,132,438	981,238	1,093,160	977,803
1 - 3 mois	239,137	216,034	94,342	106,728
3 - 6 mois	54,843	37,701	21,636	18,625
6 - 12 mois	18,570	10,777	7,326	5,324
Plus de 12 mois	-	21,421	-	10,583
	1,444,988	1,267,171	1,216,464	1,119,063
23 ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES BANQUES				
Éléments en voie de recouvrement	3,356	51	605	51
Soldes en cours avec les banques	280	2,342	-	-
Rachats à l'ouverture	895	-	-	-
Rachats interbancaires	12,670	5,063	21,158	-
	17,201	7,456	21,763	51
24 PASSIF SUR CONTRATS D'INVESTISSEMENT				
En début d'année	33,090	22,096		
Ajouts	104,584	57,866		
Retraits	(101,156)	(49,704)		
Retours sur investissement	5,478	2,832		
En fin d'année	41,996	33,090		

Cela représente des sommes gérées par le Groupe dans le cadre de divers contrats de Gestion d'Actifs et de Tutelle.

25 AUTRES EMPRUNTS

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Obligations d'entreprises (note 25.1)	55,143	18,851	56,898	20,663
Facilités de rétrocession :				
- Prêts à la Banque Africaine de Développement (BAD) (note 25.2))	23,537	22,301	23,537	22,301
- Rétrocession pour les entreprises agricoles (note 25.3)	80,704	40,992	80,704	40,992
- Prêts Afrexim (note 25.4)	15,626	-	15,626	-
- Prêts SCB (note 25.5)	16,046	-	16,046	-
- HSBC (note 25.6)	1,067	-	1,067	-
	192,123	82,144	193,878	83,956

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

25.1 Ce montant représente les obligations à moyen terme émises par la Banque. En 2010, la Banque a offert pour souscription 20 milliards de NGN en billets non garantis subordonnés à un taux fixe avec pour échéance 2017 assortis d'un taux de coupon de 13 %. Au cours de l'année, la Banque a offert 35 milliards de NGN en billets non garantis subordonnés à un taux fixe avec pour échéance 2018 assortis d'un taux de coupon de 14 %. Celles-ci représentent la première et la seconde émission dans le cadre du programme de billets à moyen terme de la Banque à hauteur de 400 milliards de NGN. Le coupon sur le billet est payable deux fois par an.

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Analyse par échéance :				
Plus de 12 mois	55,143	18,851	56,898	20,663
Mouvement des obligations UBA (capital) :				
En début d'année	18,245	-	20,000	-
Ajouts	35,000	18,245	35,000	20,000
En fin d'année	53,245	18,245	55,000	20,000
Mouvement des intérêts :				
En début d'année	606	-	663	-
Intérêts en retard	3,892	606	3,835	663
Paievements de coupon	(2,600)	-	(2,600)	-
En fin d'année	1,898	606	1,898	663
Total	55,143	18,851	56,898	20,663

25.2 Cela représente le montant prélevé dans le cadre des facilités de prêt non garanties à long terme de la Banque Africaine de Développement (BAD). L'emprunt de la BAD comprend une Facilité de Liquidités d'urgence (FLU) non garantie et une Initiative de Financement du Commerce extérieur non garantie (IFC). Le taux d'intérêt sur la FLU est de six (6) mois LIBOR USD plus 500 points de base. Le taux d'intérêt sur le IFC est de six (6) mois LIBOR USD plus 450 points de base. L'intérêt tant sur la FLU que sur les prêts IFC est payable deux fois par an.

Analyse par échéance :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Plus de 12 mois	23,537	22,301	23,537	22,301
Mouvement des prêts BQD :				
En début d'année	22,301	14,760	22,301	14,760
Ajouts	-	7,501	-	7,399
Intérêts en retard	1,277	-	1,277	102
Paievements de coupon	(1,170)	-	(1,170)	-
Différence de taux de change	1,129	40	1,129	40
En fin d'année	23,537	22,301	23,537	22,301

25.3 Ce montant représente les facilités de rétrocession fournies par la Banque Centrale du Nigéria avec comme unique but d'accorder des prêts à des taux subventionnés aux entreprises engagées dans le secteur agricole. Les fonds sont à des taux préférentiels.

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

Analyse par échéance :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Plus de 12 mois	80,704	40,992	80,704	40,992
Mouvement de rétrocession pour les entreprises agricoles :				
En début d'année	40,992	-	40,992	-
Ajouts	45,063	40,992	45,063	40,992
Païement durant l'année	(5,480)	-	(5,480)	-
Intérêts en retard	129	-	129	-
En fin d'année	80,704	40,992	80,704	40,992

25.4 Cela représente le montant prélevé au titre de facilité de prêt à terme garanti accordé par Afrexim et le montant prélevé en vertu d'un achat de billets garantis. Le taux d'intérêt sur la facilité de prêt à terme est de trois (3) mois LIBOR USD majoré de 430 points de base tandis que le taux d'intérêt sur la facilité d'achat de billets garantis est de trois (3) mois LIBOR USD majoré de 475 points de base. Les intérêts sur les prêts sont payables par trimestre.

Analyse par échéance :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Plus de 12 mois	15,626	-	15,626	-
Mouvement des prêts Afrexim :				
En début d'année	-	-	-	-
Ajouts	15,597	-	15,597	-
Intérêts en retard	212	-	212	-
Païements de coupon	(184)	-	(184)	-
En fin d'année	15,626	-	15,626	-

25.5 Cela représente le montant prélevé au titre de facilités de prêt garanti à terme garanti par Standard Chartered Bank. L'emprunt comprend une facilité de prêt à terme de 55 millions de dollars américains et une facilité de prêt à terme pour l'équivalent en NGN de 45 millions dollars américains. Le taux d'intérêt sur la facilité de 55 millions de dollars de prêt à terme est de six (6) mois LIBOR USD majoré de 450 points de base. Le taux d'intérêt sur le prêt de 45 millions de dollars à terme est de six (6) mois LIBOR USD majoré de 530 points de base. Les intérêts sur ces deux prêts à terme sont payables deux fois par an.

Analyse par échéance :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Plus de 12 mois	16,046	-	16,046	-
Mouvement des prêts à la Standard Chartered Bank :				
En début d'année	-	-	-	-
Ajouts	15,620	-	15,620	-
Intérêts en retard	842	-	842	-
Gain de change	(417)	-	(417)	-
En fin d'année	16,046	-	16,046	-

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

25.6 Cela représente le montant prélevé pour une facilité soutenue par l'agence de crédit à l'export HSBC dans le cadre d'un accord-cadre. Le taux d'intérêt de la facilité est de six (6) mois LIBOR USD majoré de 125 points de base. Les intérêts sur le prêt sont remboursables deux fois par an.

Analysis by maturity:

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Plus de 12 mois	1,067	-	1,067	-
Mouvement des prêts HSBC :				
En début d'année	-	-	-	-
Ajouts	1,161	-	1,161	-
Remboursements	(91)	-	(91)	-
Intérêts à payer	10	-	10	-
Paievements de coupon	(12)	-	(12)	-
En fin d'année	1,067	-	1,067	-
26 AUTRES PASSIFS				
Dépôts clients pour lettres de crédits (voir note 12)	21,366	15,082	18,853	14,366
Dépôts en devises étrangères	125	106	103	106
Intérêts à payer	2,976	3,632	1,721	1,789
Montant à payer	35,506	8,938	21,713	13,592
Provisions et régularisations	12,513	5,924	6,464	3,326
Autres	1,270	11,154	2,999	6,793
	73,756	44,836	51,853	39,972
27 IMPÔTS DIFFÉRÉS				
Actif d'impôt différé	25,062	3,341	24,585	3,131
Passif d'impôt différé	(26)	(30)	-	-
	25,036	3,311	24,585	3,131
Mouvement d'actifs d'impôt différé :				
En début d'année	3,341	-	3,131	-
Constatés dans la période	21,721	3,341	21,454	3,131
En fin d'année	25,062	3,341	24,585	3,131
Mouvement de passifs d'impôt différé :				
En début d'année	30	24	-	-
Charge (note 9)	(4)	6	-	-
En fin d'année	26	30	-	-

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

28 OBLIGATIONS À TITRE DE PRESTATIONS DE RETRAITES

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Régimes à cotisations définies	665	674	665	674
Mouvement du passif à cotisations définies comptabilisé dans le bilan :				
En début d'année	674	341	674	341
Charge au compte de résultat	2,009	1,905	2,009	1,798
Cotisations versées	(2,018)	(1,572)	(2,018)	(1,465)
En fin d'année	665	674	665	674

Pour les entités au sein du Groupe et domiciliées au Nigéria, le Groupe et ses employés versent une contribution conjointe à hauteur de 15 % sur le salaire de base, la prime de logement et les indemnités de transport sur le compte d'épargne retraite de chaque employé géré par la société de gestion des fonds de retraite qui leur a été allouée. Pour les entités hors du Nigéria, le régime des pensions s'organise en accord avec les régulateurs de retraite nationaux.

29 INTÉRÊTS NON CONTRÔLÉS

	GROUPE	
	2011 N'million	2010 N'million
En début d'année	2,897	2,967
Transfert depuis le compte de résultat	827	(70)
Baisse des intérêts non contrôlés	(152)	-
En fin d'année	3,572	2,897

30 CAPITAL SOCIAL

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Autorisé				
45 milliards d'actions ordinaires de 50 kobos chacune (2010 : 35 milliards)	22,500	17,500	22,500	17,500
Émises et totalement libérées :				
30.1 Actions ordinaires :				
En début d'année	12,934	10,778	12,934	10,778
Actions attribuées gratuitement	3,234	2,156	3,234	2,156
En fin d'année	16,168	12,934	16,168	12,934
30.2 Primes d'émission				
En début d'année	111,489	113,645	111,489	113,645
Actions attribuées gratuitement	(3,234)	(2,156)	(3,234)	(2,156)
En fin d'année	108,255	111,489	108,255	111,489

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

Lors de la 50ème Assemblée Générale Annuelle, les actionnaires ont approuvé une attribution gratuite (depuis le compte de primes d'émission) de 1 action pour 4 actions détenues à la clôture de l'exercice le 13 mai 2011.

31 RESERVES

Groupe :	Réserve statutaire N'million	Réserve SMIEIS N'million	Réserve de capital N'million	Réserve de conversion N'million	Autre réserve N'million	Revenus non distribués N'million
Au 1er janvier 2011	21,483	2,635	1,698	(1,445)	24,371	16,504
Ajustement sur exercice précédent	-	-	-	-	-	247
Transfert depuis le compte de résultat	-	-	-	-	-	(10,474)
Variation nette due au mouvement du taux de change	-	-	-	1,446	1,446	-
Dividende versé	-	-	-	-	-	(1,287)
Au 31 décembre 2011	21,483	2,635	1,698	1	25,817	4,990

Banque :	Réserve statutaire N'million	Réserve SMIEIS N'million	Réserve de capital N'million	Réserve de conversion N'million	Autre réserve N'million	Revenus non distribués N'million
Au 1er janvier 2011		21,483	2,635	1,997	26,115	25,961
Transfert depuis le compte de résultat		-	-	-	-	(16,385)
Dividende versé		-	-	-	-	(1,287)
Au 31 décembre 2011		21,483	2,635	1,997	26,115	8,289

32 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS HORS BILAN

Poursuites judiciaires

Le Groupe, dans le cours ordinaire de ses activités, au 31 décembre 2011 est impliqué dans 499 litiges comme défendeur et dans 3 cas en tant que plaignant. Le montant total réclamé dans les 499 litiges contre la Banque est estimé à 229 millions de NGN tandis que le montant total réclamé dans les 3 plaintes instituées par la Banque est de 8 M de NGN. Cependant, les administrateurs ayant demandé l'avis d'un conseiller juridique professionnel sont d'avis que sur la base des conseils reçus, aucune responsabilité importante ne se concrétisera de ces litiges au-delà de la provision constituée de 64 millions de NGN au total (2010 : 113 millions de NGN) dans les comptes.

Engagements hors bilan

Le Groupe, dans le cadre de ses activités habituelles, est impliqué dans des instruments financiers présentant un risque hors bilan. Ces instruments sont utilisés pour obtenir du crédit et d'autres exigences financières des clients. Les montants contractuels des instruments financiers hors bilan sont les suivants :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Cautions et garanties de soumission	239,014	139,653	228,852	124,602
Lettres de crédits	121,874	73,524	84,465	62,468
Acceptations bancaires	11,159	9,227	11,159	9,227
Fonds en dépôt	580,751	431,956	580,751	431,956
	952,798	654,360	905,227	628,253

33 TRANSACTIONS ENTRE SOCIETES APPARENTÉES

Un certain nombre de transactions bancaires sont effectuées avec des sociétés apparentées dans le cadre de ses activités habituelles. Celles-ci incluent des prêts, des dépôts et des transactions en devise étrangère. Les volumes de transactions entre sociétés apparentées, les soldes en souffrance en fin d'année, les frais rattachés et le revenu pour l'année se présentent comme suit :

(a) Actifs à risque en souffrance au 31 décembre 2011

Actifs de crédit direct
Est inclus dans les prêts et créances un montant de 25,8 millions de NGN (2010 : 1,57 milliards de NGN) représentant les facilités de crédit aux entreprises dans lesquelles certains administrateurs et actionnaires ont des participations. Les soldes au 31 décembre 2011 étaient performants.

Nom de l'entreprise/ du particulier	Nom	Lien	Facilité Type	N'million	Statut	Garantie
Bridge House College	Mrs. Foluke Abdulrasaq	Directeur	Prêt à terme	32	Performant	Bien immobilier
Vine Foods Limited	Mr. Emmanuel Nnorom	Directeur	Découvert	4	Performing	Propriété juridique sur actifs garantis
Vine Foods Limited	Mr. Emmanuel	Directeur	Overdraft	27	Performing	Propriété juridique sur actifs garantis
Paki International Motors Ltd	Alhaji Ja'ataru Paki	Directeur	Prêt à terme	3	Performing	Autrement garanti
Sahara Energy Resources	Mrs. Angela Nwabuoku	Directeur par intérim	Prêt à terme	3,631	Performing	Autrement Domiciliation de paiement
Sahara Energy Resources	Mrs. Angela Nwabuoku	Directeur par intérim	Prêt à terme	22,113	Performant	Autrement Garanti Domiciliation de paiement
				25,810		

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

(b) Dépôts en souffrance au 31 décembre 2011

Nom de l'entreprise / du particulier	Lien	Type de dépôt	2011 N'million
Consolidated Trust Funds Ltd	Administrateur	Dépôts à vue	6
Consolidated Trust Funds Ltd	Administrateur	Dépôts à terme	20
Advance Link Petroleum Ltd	Administrateur	Dépôts à vue	4
Bridge House College	Administrateur	Dépôts à vue	135
Bridge House College	Administrateur	Dépôts à terme	94
			259

34 EMPLOYÉS ET ADMINISTRATEURS

	GROUPE		BANQUE	
	2011	2010	2011	2010
a. Employés				
Le nombre de personnes employées dans le Groupe en clôture d'exercice est réparti comme suit :				
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Directeurs Exécutifs du Groupe	9	9	9	9
Dirigeants	796	457	275	328
Non-dirigeants	12,173	12,425	9,569	10,314
	12,978	12,891	9,853	10,651
Compensations pour le personnel ci-dessus (à l'exclusion des directeurs exécutifs) :				
	N'million	N'million	N'million	N'million
Salaires et traitements	35,144	36,000	24,707	26,659
coût des avantages de retraite :				
Régime à contribution définie	2,009	1,905	2,009	1,798
	37,153	37,905	26,716	28,457

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

L'effectif du Groupe, autre que les Directeurs, qui ont reçu des émoluments dans les fourchettes suivantes (hors contributions de retraite) était de :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 Nombre	2010 Nombre	2011 Nombre	2010 Nombre
N300,001 - N2,000,000	8,144	9,015	6,998	7,599
N2,000,001 - N2,800,000	588	334	4	2
N2,800,001 - N3,500,000	406	129	-	-
N3,500,001 - N4,000,000	976	702	675	591
N4,000,001 - N5,500,000	741	584	456	485
N5,500,001 - N6,500,000	749	765	607	721
N6,500,001 - N7,800,000	510	496	425	461
N7,800,001 - N9,000,000	285	292	235	257
N9,000,001 - et plus	570	565	444	526
	12,969	12,882	9,844	10,642

b. Administrateurs

	GROUPE		BANQUE	
	2011 Nombre	2010 Nombre	2011 Nombre	2010 Nombre
Rémunérations versées au Administrateurs du Groupe :				
Honoraires et indemnités de séances	67	62	67	62
Rémunération des Administrateurs	694	689	694	689
Coût des avantages sociaux	89	13	89	13
	850	764	850	764
Honoraires et autres émoluments divulgués ci-dessus y compris les montants versés au :				
Président	4	6	4	6
Administrateurs le mieux rémunéré	63	57	63	57

Le nombre de Administrateurs qui ont reçu des honoraires et d'autres émoluments (hors contributions de retraite) dans les fourchettes suivantes se présente ainsi :

	GROUPE		BANQUE	
	2011 Nombre	2010 Nombre	2011 Nombre	2010 Nombre
Moins de N1,000,000	2	-	2	-
N1,000,001 - N2,000,000	1	3	1	3
N2,000,001 - N3,000,000	-	-	-	-
N3,000,001 - N5,000,000	4	4	4	4
N5,500,001 and above	12	12	12	12
	19	19	19	19

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

35. RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT AVANT IMPÔT DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE DES OPÉRATIONS :	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
(Perte)/bénéfice avant impôt	(28,496)	3,219	(37,292)	3,693
Amortissement des immobilisations corporelles	9,232	10,060	7,139	8,245
Amortissement des autres actifs	(2,353)	-	(2,141)	-
Amortissement des incorporels	1,154	5	1,041	5
(Amortissement)/provision pour les autres actifs	(454)	1,605	(339)	2,931
Provision pour les investissements	391	568	246	(366)
Provision pour perte sur prêts	28,315	9,870	15,683	5,671
Amortissement des prêts	(19,008)	18,339	(18,839)	18,339
Montants transférés sur le précédent compte	(16,195)	(12,651)	(8,045)	(11,817)
Intérêt net en suspens/(amortis)	(13,445)	13,642	(7,843)	7,635
Différence de change	899	(44)	1,223	37
Amortissement des actifs spéciaux	-	7,032	-	7,032
Revenu de dividende	(576)	(1,475)	(407)	(81)
Gain sur cession d'immobilisation corporelle	-	99	-	99
Amortissement d'immobilisation corporelle	-	615	-	615
Conversion de gain/(perte)	1,446	(5,845)	-	-
Intérêt versé sur des emprunts long terme	2,600	-	2,600	-
Part de (bénéfice)/perte sur la comptabilité d'un associé	(32)	82	-	-
Part de perte sur la comptabilité d'une joint venture	41	56	-	-
Bénéfice d'exploitation avant variation des éléments d'actif et de passif d'exploitation	(36,481)	45,177	(46,974)	42,038
(Augmentation)/baisse des actifs d'exploitation :				
Prêts aux clients	(142,771)	(21,218)	(110,391)	(15,675)
Taux de réserve obligatoire	(68,889)	1,063	(65,988)	(546)
Intérêts courus et paiements anticipés	388	5,765	52	16,012
Comptes débiteurs	4,328	12,661	(84)	4,176
Créances de clients	-	1,252	-	-
	(206,944)	(477)	(176,411)	3,967
Augmentation / (baisse) des passifs d'exploitation :				
Dépôts des clients	177,817	21,521	97,401	(32,023)
Engagements envers d'autres banques	9,745	(8,351)	21,712	(10,029)
Dépôts des clients pour des obligations libellées en devise étrangère	6,303	6,344	4,484	6,060
Passifs des contrats d'investissement	8,906	10,994	-	-
Intérêts à percevoir et revenus non gagnés	(656)	259	(68)	(859)
Comptes créditeurs	26,568	7,498	8,121	9,504
Autres passifs	(593)	(28,321)	2,142	(9,570)
	228,090	9,944	133,792	(36,917)
Trésorerie générée par l'exploitation	(15,335)	54,644	(89,594)	9,088

Annexes sur les Etats Financiers (suite)

36 DIVIDENDE

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Dividende proposé	-	1,293	-	1,293

Aucun dividende n'est proposé au vu de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

37 BÉNÉFICE PAR ACTION

Dans le but d'établir un états des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent des caisses et avoirs non restreints auprès des banques centrales, des bons du Trésor éligibles, des soldes sur les comptes avec d'autres banques, des créances sur d'autres banques et des titres d'Etat à court terme.

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Bénéfice net attribuable aux actionnaires (N'million)	(10,474)	668	(16,385)	2,167
Nombre d'actions ordinaires en émission en fin d'année (millions)	32,336	25,868	32,336	25,868
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaire en émission (millions)	32,336	25,868	32,336	25,868
Revenu basique et dilué par action (kobo)	(32)	3	(51)	7
Dividende par action (kobo)	-	5	-	5

38 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Dans le but d'établir des états du flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent des caisses et avoirs non-restreints auprès des banques centrales, des bons du Trésor éligibles, des balances de compte d'exploitation avec d'autres banques, des créances sur d'autres banques et des titres gouvernementaux à court terme.

	GROUPE		BANQUE	
	2011 N'million	2010 N'million	2011 N'million	2010 N'million
Caisses et avoirs auprès des banques centrales	97,144	55,794	50,580	31,561
Bons du Trésor éligibles	-	15,842	-	15,842
Créances sur d'autres banques	251,514	302,272	227,582	290,735
	348,658	373,908	278,162	338,138

39 RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE

La Banque n'a enfreint aucune réglementation de la Loi des Banques et Autres Institutions Financières Arrêté CAP B3 de la Fédération du Nigéria 2004. Toutefois, au cours de la période, la Banque a payé une amende de 6 millions de NGN pour notification tardive à la Banque Centrale du Nigéria de certains postes de cadres supérieurs et des promotions à des postes de cadres supérieurs en violation de la circulaire BSD/DO/CIR/VOL.1/01/2001 de la BCN. L'approbation a été obtenue par la suite.

40 ÉVÉNEMENTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DU BILAN

Il n'existe aucun événement postérieur au bilan susceptible d'affecter de manière significative l'état des activités de la Banque et du Groupe au 31 décembre 2010 ou le bénéfice de l'exercice se clôturant à cette même date qui n'ait été provisionné ou déclaré

41 ETATS COMPARATIFS

Au besoin, les états comparatifs ont été ajustés pour se conformer aux changements dans la présentation de l'année en cours.

État de la valeur ajoutée - Groupe

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011

	2011		2010	
	N'million	%	N'million	%
Groupe				
Revenu du Groupe	184,833		177,571	
Charges d'intérêts	(46,125)		(46,969)	
	138,708		130,602	
Frais généraux administratifs :				
- local	(69,949)		(51,533)	
- importé	(8,239)		(10,965)	
Valeur ajoutée	60,520	100	68,104	100
Distribution				
Employés				
- Salaires et avantages	37,153	61	37,905	56
Gouvernement				
- Imposition	-	-	2,621	3
Pour l'avenir				
- Remplacement d'actif (dépréciation ou amortissement)	10,386	17	10,060	15
- Remplacement d'actif (provision pour pertes)	22,628	37	18,213	27
- Expansion (transfert aux réserves et intérêts non- contrôlés)	(9,647)	(15)	(695)	-1
	60,520	100	68,104	100

État de la valeur ajoutée - Banque

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011

	2011 N'million	%	2010 N'million	%
Banque				
Revenu brut	141,507		150,051	
Charges d'intérêts	(40,862)		(43,670)	
	100,645		106,381	
Frais généraux administratifs :				
- local	(63,416)		(51,556)	
- importé	(602)		(544)	
Valeur ajoutée	36,627	100	54,281	100
Distribution				
Employés				
- Salaires et avantages	26,716	73	28,457	53
Gouvernement				
- Imposition	-	-	1,526	2
Pour l'avenir				
- Remplacement d'actif (dépréciation ou amortissement)	8,180	22	8,245	15
- Remplacement d'actif (provision pour pertes)	18,116	49	15,179	28
- Expansion (transfert aux réserves et participations minoritaires)	(16,385)	(44)	874	2
	36,627	100	54,281	100

Chiffres-clés des cinq derniers exercices de la Banque

	31 décembre 2011 N'million	31 décembre 2010 N'million	31 décembre 2009 N'million	<----- 30 septembre -----> 2008 N'million	2007 N'million
Actifs :					
auprès des banques centrales	178,295	68,056	68,225	120,088	64,183
Bons du Trésor et autres bons éligibles	175,525	123,455	42,035	174,005	100,589
Créances sur autres banques	251,514	302,272	470,195	654,869	506,132
Prêts et créances aux clients	689,625	628,811	606,616	431,410	320,406
Valeurs mobilières de placement	525,975	384,453	188,407	126,895	105,038
Investissement dans les filiales	10,356	10,118	9,506	1,488	21
Actif incorporel et dans un joint venture	9,658	3,479	2,983	-	-
Actifs d'impôt différé	25,062	3,341	-	-	-
Immobiliers d'investissement	-	-	269	589	-
Autres actifs	23,931	28,511	87,003	102,436	44,926
Immobilisation corporelle	52,852	65,200	73,042	61,553	49,747
	1,942,793	1,617,696	1,548,281	1,673,333	1,191,042
Financement :					
Capital social	16,168	12,934	10,778	8,622	5,748
Primes d'émission	108,255	111,489	113,645	114,036	119,066
Réserves	42,038	52,106	57,090	70,802	42,905
Intérêts non contrôlés	3,572	2,897	5,316	1,821	359
Dépôts des clients	1,444,988	1,267,171	1,245,650	1,333,289	905,806
Engagements avec d'autres banques	17,201	7,456	15,807	32,000	-
Passif sur contrats d'investissement	41,996	33,090	22,138	40,558	66,013
Emprunts	192,123	82,144	14,760	-	1,135
Impôt exigible	2,005	2,794	3,385	5,606	5,149
Autres passifs	73,756	43,599	58,187	65,564	43,825
Passifs d'impôt différé	26	30	2	993	994
Dividende à verser	-	-	20	42	42
Obligations d'avantages sociaux	665	1,986	1,503	-	-
Total passifs et fonds propres	1,942,793	1,617,696	1,548,281	1,673,333	1,191,042
Engagements hors bilan	952,798	654,360	689,479	616,734	451,110
	12 mois au 31 décembre 2011	12 mois au 31 décembre 2010	15 mois au 31 décembre 2009	12 mois au <----- 30 septembre -----> 2008	12 mois au 2007
Résultat brut	184,833	185,186	246,725	169,506	109,512
Revenu net d'exploitation	138,708	138,217	187,066	128,151	80,808
Charges d'exploitation	(107,725)	(104,119)	(135,228)	(68,720)	(47,581)
Provision pour pertes	(22,628)	(18,213)	(38,176)	(2,616)	(3,702)
Bénéfice avant impôt/éléments exceptionnels	8,355	15,885	13,662	56,815	29,525
Éléments exceptionnels	(36,851)	(12,666)	(7,025)	(8,786)	(4,161)
Imposition	18,849	(2,621)	(4,262)	(7,204)	(3,923)
Bénéfice après impôt/ éléments exceptionnels	(9,647)	598	2,375	40,825	21,441
Intérêts non contrôlés	(827)	70	(262)	414	99
Bénéfice attribuable aux actionnaires	(10,474)	668	2,113	41,239	21,540
Bénéfices par action (de base) - kobo	(32)	3	10	314	261

Les bénéfices de base par action sont fondés sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de 50 kobos chacune émises pendant les exercices respectifs.

Chiffres-clés des cinq derniers exercices de la Banque

	31 décembre 2011 N'million	31 décembre 2010 N'million	31 décembre 2009 N'million	<----- 30 septembre -----> 2008 N'million	2007 N'million
Actifs :					
Caisses/avoirs auprès des banques centrales	124,826	39,819	38,972	95,733	63,902
Bons du Trésor et autres bons éligibles	98,289	78,703	15,945	171,401	96,958
Créances sur autres banques	227,582	290,735	459,829	591,791	454,399
Prêts et créances aux clients	596,457	569,312	543,289	405,540	320,229
Valeurs mobilières de placement	446,408	313,659	150,565	96,397	74,421
Investissement dans les filiales	56,695	50,355	37,753	13,562	5,786
Investissement dans associés/joint-venture	10,843	10,843	10,843	1,495	21
Actifs incorporels	5,855	-	-	-	-
Actifs d'impôt différé	24,585	3,131	-	-	-
Autres actifs	19,700	19,859	80,186	88,007	38,419
Immobilisation corporelle	44,225	56,216	63,497	56,165	48,213
	1,655,465	1,432,632	1,400,879	1,520,091	1,102,348
Financement :					
Capital social	16,168	12,934	10,778	8,622	5,748
Primes d'émission	108,255	111,489	113,645	114,036	119,066
Réserves	45,635	63,307	63,296	65,497	40,007
Dépôts des clients	1,216,464	1,119,063	1,151,086	1,258,036	897,651
Engagements avec d'autres banques	21,763	51	10,080	32,000	-
Emprunts	193,878	83,956	14,760	-	1,135
Impôt exigible	784	1,148	1,416	3,443	3,959
Autres passifs	51,853	38,698	34,273	37,424	33,749
Passifs d'impôt différé	-	-	-	991	991
Dividende à verser	-	-	42	42	42
Obligations d'avantages sociaux	665	1,986	1,503	-	-
Total passifs et fonds propres	1,655,465	1,432,632	1,400,879	1,520,091	1,102,348
Engagements hors bilan	905,227	628,253	684,047	616,031	372,325

	12 months to 31 December 2011 N'million	12 months to 31 December 2010 N'million	15 months to 31 December 2009 N'million	12 months to <----- 30 September -----> 2008 N'million	12 months to 2007 N'million
Résultat brut	141,507	157,666	220,467	154,330	101,106
Revenu net d'exploitation	100,645	113,996	165,547	114,530	74,575
Charges d'exploitation	(82,970)	(82,458)	(111,653)	(58,345)	(44,424)
Provision pour pertes	(18,116)	(15,179)	(30,905)	(1,548)	(3,163)
Bénéfice avant impôt et éléments exceptionnels	(441)	16,359	22,989	54,637	26,988
Éléments exceptionnels	(36,851)	(12,666)	(7,025)	(8,786)	(4,161)
Imposition	20,907	(1,526)	(3,075)	(5,849)	(2,996)
Bénéfice après impôt et éléments exceptionnels	(16,385)	2,167	12,889	40,002	19,831
Bénéfice attribuable aux actionnaires	(16,385)	2,167	12,889	40,002	19,831
Bénéfices par action (de base) - kobo	(51)	8	60	305	241

Les bénéfices de base par action sont fondés sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de 50 kobos chacune émises pendant les exercices respectifs.

Rapport sur la gestion des risques

APERÇU DES RISQUES D'ENTREPRISE

Culture du risque et stratégie Compte tenu de l'ampleur et de la portée de ses opérations ainsi que la diversité des zones géographiques dans lesquelles elle opère, UBA a adopté une gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et pleinement intégrée. Les objectifs clés sont les suivants :

1. Notre objectif est d'atteindre et d'excéder les normes de bonnes pratiques telles que définies par les organismes de régulation locaux et internationaux. Nous visons à atteindre cet objectif en adhérant aux principes des accords de Bâle II (et III maintenant) et de la COSO (Commission of Sponsoring Organisations) pour l'implémentation d'un cadre de

Gestion des Risques à l'échelle de l'Entreprise (GRE) comme adopté par la Banque Centrale du Nigéria (BCN).

2. Assurer une rentabilité durable et protéger la valeur de la banque en maintenant une croissance avec des limites appropriées et des risques contrôlés.
3. Améliorer la gouvernance d'entreprise en intégrant le Conseil d'administration et la direction pour fixer l'ordre du jour relatif à la gestion des risques.

Les éléments clés du cadre de GRE sont destinés à améliorer l'identification des risques, leur évaluation, leur contrôle et les rapports. Ceux-ci sont schématiquement représentés comme suit :



STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES

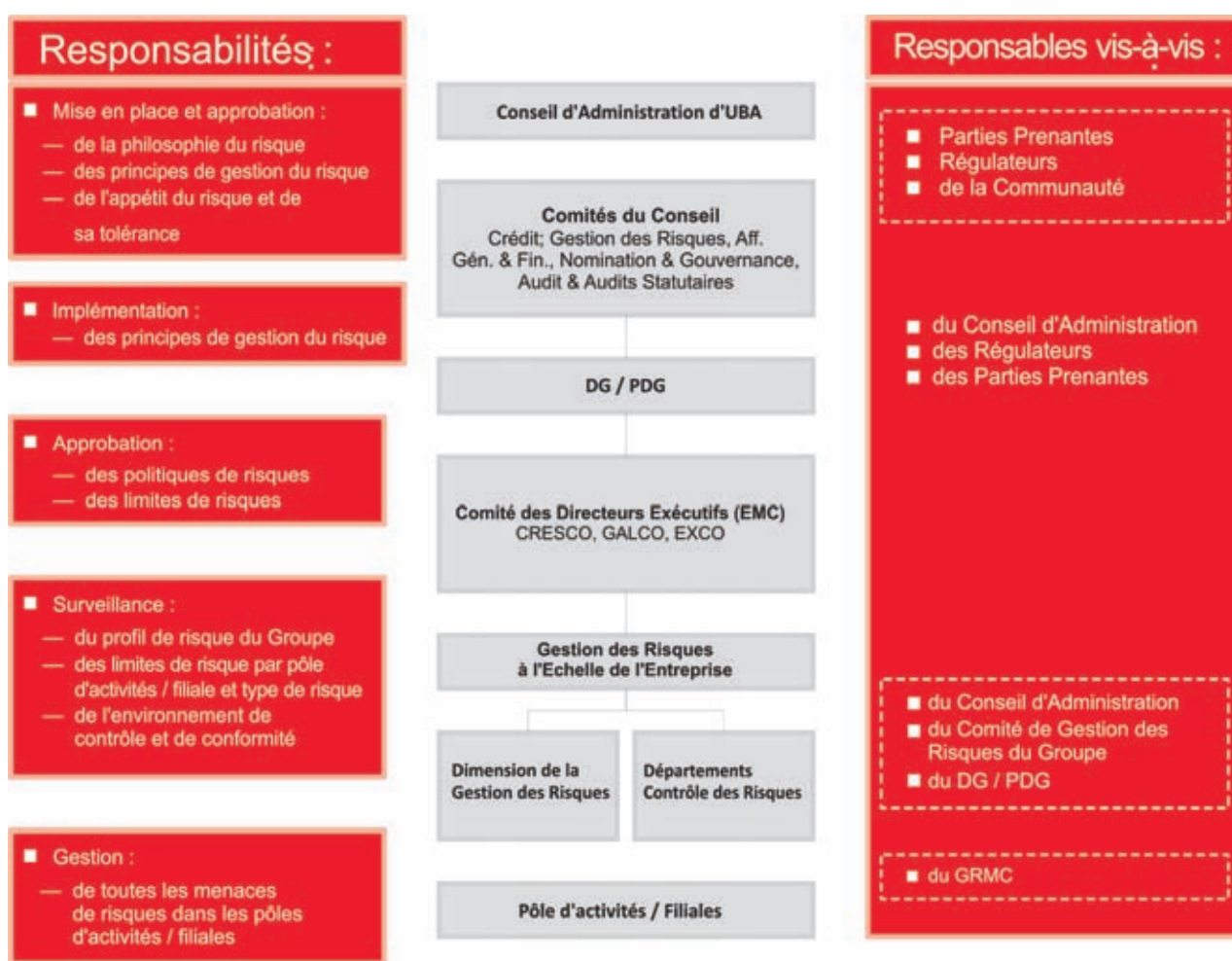
Le Conseil d'administration a la responsabilité globale de la gestion des risques de l'institution.

Ils ont délégué des rôles fonctionnels spécifiques à des sous-comités clés du Conseil d'administration, y compris

au Comité de Gestion des Risques du Conseil (BRMC), au Comité de Crédit du Conseil (BCC) et au Comité d'Audit du Conseil (BAC).

Ces comités du Conseil d'administration sont pris en charge par divers comités de gestion pour identifier et fournir des réponses appropriées aux risques découlant des activités en cours au niveau du Groupe.

Cela est illustré dans le schéma ci-dessous.



Rôles et Responsabilités

Les acteurs clés dans le cadre de la gestion des risques sont comme mentionné dans la structure de bonne gouvernance et leurs responsabilités sont :

Le Conseil d'Administration

L'ultime responsabilité de la gestion des risques chez UBA repose sur le Conseil d'Administration. Le rôle et les responsabilités du Conseil d'Administration à l'égard de

la gestion des risques comprennent, mais ne se limitent pas à :

- S'assurer qu'un cadre de gouvernance d'entreprise approprié est mis en place et opérationnel,
- Fournir des lignes directrices relatives à la gestion des éléments de risque au sein du Groupe,
- Approuver les politiques du Groupe en matière de gestion des risques,
- Déterminer l'appétit du risque du Groupe,

Rapport sur la gestion des risques (suite)

- S'assurer que les contrôles de gestion et les procédures de présentation des rapports sont satisfaisants et fiables,
- Approuver de larges crédits au-delà de la limite du Comité de Crédit du Conseil,
- Approuver les amortissements des prêts supérieurs au seuil fixé, et
- Approuver les plans de demandes en capitaux sur la base des budgets de risques.

Le Conseil d'Administration a mis en place divers comités de risques constitués à l'échelon du Conseil d'Administration comme support de surveillance des risques et responsabilités. Ces comités révisent et donnent des conseils sur nombres de questions relatives aux risques exigeant des approbations du Conseil d'Administration.

Le Comité de Gestion des Risques du Conseil exerce une surveillance directe sur l'ensemble du cadre de gestion des risques de la Banque. Le Comité de Crédit du Conseil examine et approuve les décisions des souscriptions à forte exposition aux risques au sein de son autorité et recommande au Conseil celles au-delà de ses limites pour examen. Le Comité d'Audit du Conseil assiste le Conseil pour les contrôles internes, les évaluations d'audit et les questions de respect des règles.

Une liste de ces divers comités du Conseil d'administration et les responsabilités qui leur sont attribuées se trouvent dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise.

Comités de Direction

Les Comités de Gestion clés comprennent :

Comité des dirigeants (EMC)

Le Comité de dirigeants est responsable de ce qui suit, entre autres, et est responsable devant le Conseil d'administration pour :

- Formuler et recommander une stratégie une fois celle-ci approuvée par le Conseil d'administration
- La performance globale du Groupe
- Gérer les risques du Groupe
- La gestion quotidienne du Groupe

Toutes les approbations concernant des produits non reliés au crédit reviennent au Comité

de direction, qui doit examiner et approuver, ou recommander à l'approbation des Comités du Conseil appropriés en conformité avec les Limites d'Approbation de la Banque. Au-delà des limites d'approbation du Comité des dirigeants, les produits non reliés au crédit doivent être approuvés par le Comité des Affaires Générales et des Finances.

Toute nouvelle activité, indépendamment de l'engagement de capital, doit être approuvée par le Comité des Affaires Générales et de la Finance au travers du Comité des Directeurs Exécutifs.

Comité de Crédit (ECC)

L'objectif principal de ce Comité est de développer et de maintenir un portefeuille de risque de crédit fiable pour le Groupe et de superviser le développement et le déploiement de pratiques de risque de crédit à travers le Groupe.

Ses principales activités et fonctions sont :

- Définir des cadres et des règles pour la gestion du
- risque de crédit pour le Groupe
- Examiner et recommander toutes les politiques de Crédit pour le Groupe au Comité de Crédit du Conseil pour approbation
- Surveiller l'implémentation et le respect de la politique de crédit en accordant une attention toute particulière aux points suivants :
 - aux concentrations de crédit
 - à la qualité du portefeuille de crédit
- Examiner les demandes de crédit et recommander celles qui dépassent les limites au Comité de Crédit du Conseil pour approbation
- S'assurer que le portefeuille de Prêts Non Performants du Groupe se trouve dans le ratio approuvé
- Réviser toutes les questions importantes relatives à l'audit sur les crédits en vue d'en tirer des leçons pour améliorer le processus de crédit

Comité en charge des Actifs et Passifs du Groupe

- Le Comité en charge des Actifs et Passifs du Groupe (GALCO) est un sous-comité du Comité des Dirigeants qui est chargé de gérer le bilan du Groupe UBA. Ce comité gère les risques du marché négociables et non négociables et contrôle la mise en œuvre des exigences du Bâle II quant aux risques du marché.

Dans ce rôle, le GALCO s'assure de :

- Recommander des politiques de gestion du bilan,

Rapport sur la gestion des risques (suite)

des cadres et procédures au Comité de Gestion des Risques du Conseil à travers l'approbation du Comité des Directeurs Exécutifs

- Recommander des politiques du Trésor, des cadres et procédures au Comité des Affaires Générales et de la Finance à travers l'approbation du Comité des Directeurs Exécutifs
- Gérer le bilan du Groupe et s'assurer de sa conformité avec les ratios statutaires et réglementaires et avec les exigences
- Développer une structure optimale du bilan du Groupe à optimiser le risque-récompense en révisant :
 - l'Analyse de l'Ecart de Liquidité
 - les Flux Cumulés Maximum (MCO)
 - les Tests de Tension
 - les Lignes Directrices concernant les Emprunts de gros
 - le Plan de Contingence en matière de Liquidités
- Examiner les Liquidités, les Risques de Taux d'Intérêt et de Change et approuver les propositions d'atténuation des risques sous réserve de ratification par le Comité des Directeurs Exécutifs
- Définir des stratégies de tarification pour le Groupe sur les actifs et passifs (taux de rendement, composition de l'actif et / ou du passif) sous réserve de ratification par le Comité des Directeurs Exécutifs

Comité des Actifs Critiques

Le Comité des Actifs Critiques révisé les arriérés de créances (PDO) et

- Développe un cadre pour réduire le portefeuille de crédits sous surveillance du Groupe ainsi que les comptes en souffrance.
- Contrôle l'implémentation de stratégies développées pour recouvrer et réduire les prêts en souffrance.
- Ratifie la classification proposée des comptes avec des niveaux de provision.
- Recommande des amortissements pour approbation à travers le Comité des Directeurs Exécutifs au Conseil d'Administration.

Directeur Exécutif en charge de la Gestion des Risques

Le Directeur Exécutif en charge de la Gestion des Risques est l'Agent Principal de Gestion des Risques (Chief Risk

Officer) du Groupe qui exerce une surveillance pour une gouvernance efficace et performante de tous les risques identifiés au sein du Groupe. Il est responsable pour le développement et l'implémentation des principes de contrôle des risques du Groupe, des politiques et des processus à travers tout le spectre des risques.

Fonctions Centrales de Gestion des Risques

Chaque fonction de risque, y compris le Risque de Crédit, des Marchés, Opérationnel et des Technologies de l'Information a une responsabilité directe pour le développement et la gestion des cadres de gestion des risques. Les responsabilités des fonctions divisionnaires à l'égard des Risques consistent à :

- Développer et maintenir des politiques, des cadres et des méthodologies de gestion des risques
- Fournir des conseils sur la gestion des risques et veiller à l'implémentation des politiques de risque et des stratégies Formuler des recommandations pour améliorer la gestion des risques
- Fournir des rapports de risque consolidés aux divers comités de direction et au Conseil d'administration, tels qu'au Comité des
- Directeurs Exécutifs, au Comité de Crédit du Conseil et / ou au Conseil d'administration
- Garantir que les politiques de gestion des risques et les stratégies fonctionnent efficacement pour atteindre les objectifs du Groupe.

À un niveau stratégique, nos objectifs de gestion des risques sont les suivants :

- Identifier les risques importants du Groupe et optimiser les décisions risques / rendement
- Garantir que les plans de croissance des activités sont correctement soutenus par une infrastructure de risques efficace
- Gérer le profil des risques pour garantir que des prestations financières spécifiques restent possibles dans un climat de conditions économiques défavorables

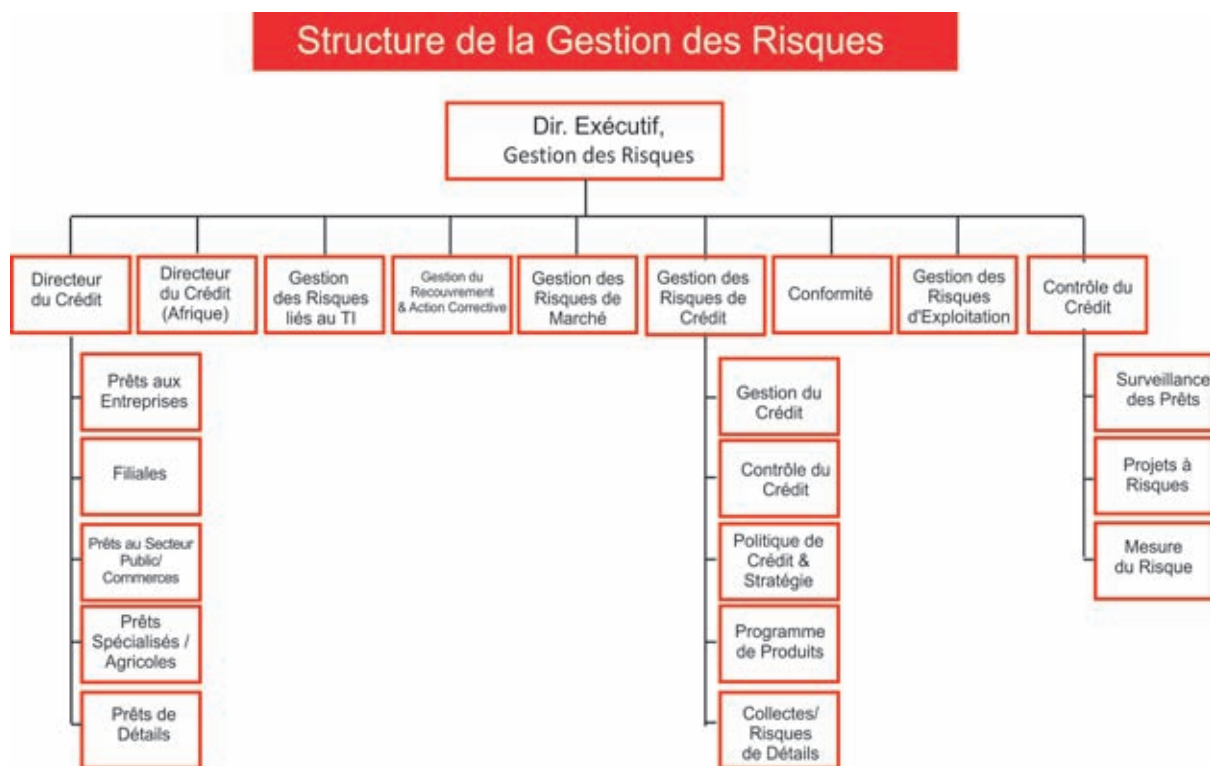
Dans la poursuite de ses objectifs de gestion des risques, des politiques et des normes sont appliquées pour chaque type de risque, qui adoptent une méthodologie standard consistant en cinq étapes de gestion des risques, comme illustré ci-dessous :

Rapport sur la gestion des risques (suite)



STRUCTURE DE LA GESTION DES RISQUES

En réponse à l'environnement dynamique des risques, la structure de gestion des risques a été remise à plat pour assurer une surveillance accrue et une meilleure réactivité.



Les principaux domaines fonctionnels et leurs responsabilités sont mis en évidence ci-dessous :

Bureau de Crédit

Le Bureau de Crédit a la responsabilité de la souscription des crédits et fait des recommandations au niveau de l'autorité appropriée pour que soient approuvés les Crédits de Détail, d'Entreprise, Commerciaux et du Secteur Public, tels qu'énoncés dans le Cadre d'Approbation / d'Autonomisation du Crédit. Le Bureau de Crédit est divisé en deux entités, chacune dirigée par un Directeur de Crédit. L'une est en charge du Nigéria tandis que l'autre couvre les différentes entités africaines.

Gestion des Risques de Crédit (CRM)

La division de Gestion des Risques de Crédit agit comme le gardien de la politique de crédit du Groupe et recommande des révisions basées sur les changements réglementaires et autres développements dans l'environnement des affaires. Il développe et implémente le cadre de gestion des risques de crédit du Groupe,

ainsi qu'une stratégie de gestion de portefeuille dans le but d'accomplir une composition d'actifs diversifiée et

de grande qualité pour minimiser les défaillances.

En plus, le CRM s'assure que les mesures de contrôle appropriées sont prises pour la documentation et la gestion des prêts approuvés.

Contrôle du Crédit

Cette spécialité a été créée comme une division distincte pour améliorer la surveillance de la performance des prêts. Sa fonction principale est de surveiller en permanence le portefeuille de prêts de la banque afin d'assurer la performance du portefeuille en cours et la réalisation des objectifs de qualité du portefeuille. Le Contrôle du Crédit s'assure que tous les prêts sont comptabilisés conformément à la politique de la banque et met en évidence les fuites de revenus. Ils identifient également les exceptions qui peuvent empêcher que les prêts soient payés dans les délais opportuns. La division prend des mesures proactives pour assurer le suivi des comptes présentant des signes de défaillances.

Rapport sur la gestion des risques (suite)

Risque de marché

variables du marché (tels que les taux d'intérêt, le taux de change, le marché des actions et les niveaux des matières premières et les volatilités), qui affectent le prix des positions de négociation. En d'autres termes, le Risque de Marché peut être défini comme le risque de pertes découlant d'un changement des conditions du marché ou des prix. Ces conditions peuvent être appelées Facteurs de Marché, et les 5 principaux groupes/ types de Risques de Marché sont les suivants :

- Risque lié au Taux d'Intérêt
- Risque lié à la Position des Actions sur le marché
- Risque lié au Taux de Change
- Risque lié aux matières premières
- Risque lié aux Produits Dérivés ou Options

Les principaux risques auxquels le Groupe UBA est exposé sont les Risques lié aux Taux d'Intérêt et de Change.

Risque opérationnel

La Division du Risque Opérationnel gère le risque opérationnel qui est défini comme le risque de pertes dues à l'inadéquation ou la défaillance des procédures internes, du personnel, des systèmes internes ou des événements extérieurs.

Le Groupe dispose d'un cadre global de gestion des Risques Opérationnels en place qui définit l'ensemble des activités destinées à réduire, transférer, transformer, éviter et accepter des pertes d'exploitation. Le Groupe surveille les indicateurs quantifiables afin de suivre les expositions ou les pertes. Les expositions sont mesurées par rapport à la limite de tolérance établie permettant ainsi l'implémentation d'actions correctives proactives.

Les Indicateurs de Risque Clés (IRC) :

Le suivi des Indicateurs de Risque Clés (IRC) - les Indicateurs de Risque Clés (IRC) sont au cœur de notre suivi du risque opérationnel et du processus de reporting. Diverses méthodes d'évaluation des risques qualitatives et quantitatives sont utilisées afin de générer les expositions au risque et les estimations de pertes potentielles au niveau de l'entité et à l'échelle de l'entreprise. Des plateformes complètes de SIG soutiennent ce processus de suivi.

La collecte de données des événements à risque et le reporting

Les principaux domaines fonctionnels et leurs responsabilités sont mis en évidence ci-dessous:

La Banque maintient une base de données complète

des pertes et événements de perte pour atteindre les objectifs suivants :

- Procéder à une analyse des causes profondes pour chaque événement de perte
- Identifier les tendances et les leçons à en tirer au fil du temps
- Justifier le coût des contrôles nouveaux ou améliorés et comparer l'efficacité des contrôles
- Construire une base de données complète des événements de perte aux fins de planification, et
- Utiliser les données des pertes comme un élément potentiel pour le calcul du capital

Risque lié aux TI

Étant donné l'importance des technologies de l'information (TIs) dans les opérations d'une banque, la division Gestion des Risques des TIs a été créée pour évaluer en permanence et mettre en place des contrôles appropriés pour une gestion efficace des risques inhérents à l'architecture informatique du Groupe.

Gestion du Recouvrement & Action Corrective

La Division Recouvrement & Action Corrective du Groupe (GRRD) gère le remboursement de tous les arriérés de créances (PDO) qui sont classés comme impayés, douteux ou irrécouvrables. Il intervient aussi dans ces comptes qui apparaissent sur la liste de surveillance qui peuvent être des arriérés mais doivent être dépréciés. Tout compte qui reste dans la base de données du mémorandum de la banque est aussi géré pour des recouvrements d'amortissement potentiels.

L'objectif de la GRRD est de gérer et tracer ces comptes qui montrent des signes avant-coureurs de détresse et aider à identifier des prêts de façon proactive pour une action de recouvrement immédiate.

Conformité

La fonction de conformité identifie, évalue et documente le risque associé à la non-conformité des activités commerciales de la banque. Il développe des procédures de conformité, des directives et des systèmes de contrôle pour s'assurer que les exceptions sont réduites au minimum et traitées rapidement.

La Banque doit utiliser des indicateurs de risque pour surveiller l'exposition des entités au risque de conformité et évaluer l'efficacité des contrôles pour les principaux secteurs de risque.

- a) Un plan de gestion des risques de conformité, avec les responsabilités et les dates cibles pour indiquer

Rapport sur la gestion des risques (suite)

comment les risques identifiés sont gérés, doit être développé par l'équipe de conformité.

- b) Le plan devra décrire en détail les contrôles préventifs pour prévenir ces risques et les contrôles éventuels pour réduire l'impact si le risque se matérialise.

L'équipe de Conformité visent à assurer une gestion efficace du risque de conformité par le biais de ce qui suit :

- a) Suivre les modifications apportées aux lois fédérales et celles des États et aux règlements et diffuser les informations pertinentes au sein de la Banque.
- b) Prendre des mesures promptes et appropriées pour corriger les problèmes de conformité qui sont identifiés grâce à l'autoévaluation, des audits de conformité internes ou externes.
- c) Développer des outils de travail, des formulaires et des listes de contrôle pour aider le personnel de la Banque, lorsqu'ils accomplissent leur travail, à se conformer aux lois, règlements et règles.
- d) Analyser l'impact des nouvelles exigences légales et réglementaires ou de celles qui ont été modifiées et appliquer de telles exigences dans le Manuel des Règles

Les politiques de conformité comprennent :

- La Politique de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux / de Financement de la Lutte contre les Activités Terroristes
- La politique "Connaître ses Clients" [KYC]
- La Politique de dénonciation (Whistle Blowing) La Politique de Lutte contre la Corruption
- La Politique de Gestion des Risques Environnementaux

responsabilité de la gestion des risques spécifiques et en fixant les exigences des cadres de contrôle pour tous les types de risque. Il y a une série de méthodologies qui sont fondamentales à la réalisation des objectifs de gestion des risques du Groupe et qui permettent de mesurer, de modeler, de tarifer, de tester, d'atténuer et de rendre compte des risques qui découlent de ses activités.

L'Appétit du Risque

Une responsabilité clé du Conseil d'administration est de déterminer l'appétit du risque de l'entreprise. Ceci est codifié dans un cadre d'Appétit du Risque qui considère le niveau de risque que le Groupe est prêt à prendre dans la poursuite de ses objectifs commerciaux.

Elle est exprimée par l'appétit du Groupe pour la volatilité des résultats à travers toutes les activités à partir d'un crédit, du marketing et de la perspective du risque opérationnel. Il est échelonné par rapport à nos objectifs financiers importants dont les revenus et les dépréciations, la couverture des dividendes et les niveaux de capitaux. Il est préparé dans le cadre du budget annuel du Groupe et du processus de planification et se combine comme une vue d'ensemble verticale du profil de risque requis par chaque activité.

L'appétit du risque est institutionnalisé par la mise en place d'une échelle d'activités au moyen de critères de prévision de marché clairement définis, de limites de portefeuille et de critères d'acceptation du risque produit ainsi qu'une prise en compte des exigences risque-rendement.

Autorité de validation

Le Conseil d'administration a également fixé des limites d'approbation internes qui sont examinées de temps à autre selon les circonstances des demandes du Groupe. Elles sont constamment guidées par des limites maximales réglementaires qu'est la Limite Légale de Crédit.

Les limites actuelles sont indiquées dans le tableau suivant :

Niveau autorisé	Limite d'approbation	Limite d'approbation
	Classé comme investissement	Non- classé comme investissement
Conseil d'Administration	Plus de 20 milliards de NGN	Plus de 2,5 milliards de NGN
Comité de Crédit du Conseil	20 milliards de NGN	2,5 milliards de NGN
Comité de Crédit Exécutif	10 milliards de NGN	1,0 milliards de NGN
Directeur Général & CCO	5 milliards de NGN	500 millions de NGN

POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Les principales politiques de risque couvrent les principaux types de risque du Groupe, en attribuant la

Rapport sur la gestion des risques (suite)

Concentration des Limitess

Le Groupe applique un cadre de concentration complet de gestion des risques qui définit les limites d'exposition en fonction du capital dans toutes les dimensions de son portefeuille d'actifs, y compris par géographie, par secteur, par débiteur, par produit, etc. ... Ceci est étroitement contrôlé pour garantir la diversification du risque.

Évaluation du Risque

La banque considère les types de risques suivants, entre autres, qui sont évalués, contrôlés et gérés en accord avec le cadre de gestion des risques du Groupe.

Risque d'adéquation des fonds propres

C'est le risque que le Groupe puisse avoir des ressources insuffisantes en fonds propres pour satisfaire les besoins minimums en fonds propres réglementaires au Nigéria et dans d'autres juridictions comme le Royaume-Uni, les États-Unis et d'autres pays africains, où les activités sont régulées. Ou bien, c'est le risque que les ressources en fonds propres puissent être insuffisantes pour absorber des pertes inattendues dans des situations défavorables graves ou que des pertes inattendues puissent survenir en raison d'une mauvaise utilisation des ressources en fonds propres disponibles ou attribuées pour réduire des retours via des structures de capital sous-optimales.

Le Risque de Crédit

Il s'agit de la probabilité que le groupe peut subir une perte financière, où l'un de ses emprunteurs privés ou d'autres clients ne parviennent pas à s'acquitter de leurs obligations de paiement, de la garantie et / ou d'autres obligations contractuelles.

Le Risque de Marché

Cela fait référence au risque de pertes dans les positions hors bilan dû aux variations ou à la volatilité des prix du marché qui pourraient nuire aux objectifs de la banque.

Le Risque de Liquidités

C'est le risque de perte de revenus et de capital dû à l'incapacité du Groupe à financer les augmentations d'actifs ou à honorer ses obligations de paiement auprès de ses clients lorsqu'ils viennent à échéance ou à remplacer des fonds quand ils sont retirés.

Le Risque Opérationnel (OpRisk)

Le risque direct et/ou indirect de pertes dues à l'inadéquation ou à la défaillance des procédures internes, du personnel, des systèmes internes ou des événements externes, y compris les risques juridiques mais non stratégiques. Les principales sources de

risques opérationnels comprennent : les procédures opérationnelles, les technologies de l'information et de la communication, les activités d'externalisation, les prestataires de services, la mise en exécution des stratégies, les fusions et acquisitions, la fraude, des erreurs, la conformité réglementaire, le personnel, des facteurs environnementaux et sociaux.

Risque de criminalité financière

C'est le risque de défaillance du système de surveillance, des rapport et des actions face aux crimes financiers qui exposent UBA à des pertes et des sanctions. Les crimes financiers comprennent des délits de blanchiment d'argent, de fraude ou de malhonnêteté, et les abus de marché.

Risque juridique

Le risque juridique est le risque émanant du type et de la nature des accords contractuels du Groupe. Il implique aussi le risque que des contrats pourraient rendre le Groupe, ou une autre partie en conséquence, particulièrement vulnérable face à des litiges. Ces risques, s'ils ne sont pas traités, peuvent résulter en une érosion indéterminée des ressources.

Risque réglementaire

C'est le risque de non-conformité aux lois réglementaires applicables aux services financiers exposant le Groupe à des sanctions. Cela pourrait aussi inclure le risque occasionné par un changement dans la loi et la réglementation ou une complexité accrue dans un milieu réglementaire local et international qui pourrait impacter le Groupe de façon significative.

Risque technologique

Le risque technologique est celui qui a un impact sur l'intégrité des systèmes d'information du Groupe et sur son infrastructure technologique. C'est aussi le risque associé au refus de bénéficier des avantages d'une technologie qui pourrait renforcer l'efficacité opérationnelle.

Risque de réputation associé à la marque

C'est le risque d'érosion de la marque, d'une détérioration de la réputation du groupe. Cela inclut le fait de ne pas comprendre, identifier, ou gérer les développements qui pourraient impacter la marque et ses valeurs, de manière négative, surtout son image, comme perçue par diverses parties prenantes.

Contrôle des Risques

Indicateurs de Risque Clés (IRC)

Les Indicateurs de Risques Clés (IRC) sont au centre de notre contrôle des risques et de nos processus de

Rapport sur la gestion des risques (suite)

reporting. Ils constituent un moyen systématique de gestion de nos procédures d'évaluation des risques et notre approche, en employant diverses méthodes d'évaluation de risque qualitatives et quantitatives, pour générer des expositions au risque et des estimations de pertes potentielles au niveau des agences et des filiales et à l'échelle de l'entreprise. Des plateformes complètes de SIG sont utilisées pour soutenir le processus de suivi.

Les Indicateurs de Risques Clés fournissent aussi une base pour notre évaluation de tous les types de risques inhérents et soutiennent notre décision sur la matérialité, le taux et la gestion des risques dans son ensemble.

Réduction des Risques

Contrôles

Les contrôles et facteurs d'atténuation du risque, identifiés et approuvés pour le groupe, sont documentés pour les produits existants et les nouveaux produits, procédures et systèmes.

L'adéquation de ces facteurs d'atténuation est évaluée périodiquement à travers des contrôles à base de questionnaires d'auto-évaluation, qui utilisent le Gestionnaire OpRisk (un outil de gestion des risques opérationnels) exigeant des propriétaires de risque de confirmer l'efficacité des contrôles établis. Ceux-ci sont ensuite vérifiés dans le cadre du processus d'examen.

Processus de Gestion des Actions Correctives

Selon la gravité de la classification, le Groupe prend des mesures correctives axées sur le maintien des performances de crédits faibles. Une attention précoce, y compris des discussions de fond avec les emprunteurs, est nécessaire pour corriger les lacunes.

Le processus de gestion d'action corrective est défini comme un flux d'événements reconnaissables, séquentiels et planifiés impliqué dans l'alimentation et la gestion des arriérés de créances (PDO) sur obligations performantes ou de leur recouvrement total.

Le processus d'action corrective couvre l'évaluation, l'analyse et la restructuration des facilités de crédit pour les arriérés de créances existants. Il peut inclure de nouvelles extensions de crédit et / ou une restructuration de l'échéance. Certaines des actions possibles sont résumées ci-après :

- Modification du Taux / Paiement ou allègement des paiements à plus long terme : ajuster les taux d'intérêt ou la fréquence des paiements,

- Vieillessement / Extension : modifier la longueur du prêt,
- Remboursement en espèces : refinancer un prêt à un montant nominal plus élevé afin de récupérer des fonds supplémentaires qui serviront à autre chose,
- Consolidation de la Garantie et du Prêt : combiner plusieurs prêts dans un seul paiement qui est plus bas que si les paiements étaient séparés,
- Vente à découvert : prêt à taux réduit pour prévenir une saisie imminente, et
- Acte compensatoire : le transfert volontaire des intérêts sous forme de bien remis à la banque

Le processus exige la réunion d'information complète, avec une analyse des risques et une analyse financière menant à la décision d'approbation. L'analyse et les normes varient selon les produits, le marché, les caractéristiques transactionnelles et les questions environnementales. Dans tous les cas, nous nous efforçons de faire preuve de bon sens pour garantir que toutes les questions pertinentes ont été traitées dans chaque situation.

Sous certaines conditions il peut être décidé dans le cadre d'une stratégie globale du portefeuille d'envisager la restructuration d'un groupe de produits / sous-portefeuille en vue d'atténuer la perte potentielle globale.

Maximiser les Recouvrements

- La Division Recouvrement & Action Corrective du Groupe (GRRD) a mis en place un plan pour garantir un maximum de recouvrements destiné à :
- Garantir une définition claire des comptes et des fonctions de recouvrement au sein du Groupe, Rationaliser la prise de décision dans chaque entité où on effectue le recouvrement,
- Assurer l'uniformité dans la méthodologie du processus de recouvrement et consolider des fonctions similaires dans tous les sites où le Groupe opère,
- Avoir un point de référence qui permet de tirer des enseignements pour le Groupe des diverses interventions de recouvrement lors de la collecte des créances douteuses.

Gestion des Fonds Propres

Les objectifs du Groupe dans la gestion des fonds propres, qui est un concept plus large que le « capital » au vu du bilan, sont les suivants :

Rapport sur la gestion des risques (suite)

1. Se conformer aux exigences minimales réglementaires en fonds propres fixées par les régulateurs des marchés bancaires, dans les régions où les entités au sein du Groupe opèrent,
2. Maintenir une marge de fonds propres suffisante pour absorber d'éventuels pires agrégats de crédit, des pertes opérationnelles et de marché afin de préserver la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation et à protéger les déposants,
3. Optimiser l'utilisation des fonds propres afin qu'ils puissent continuer à offrir des rendements aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, et
4. Maintenir une structure performante des fonds propres avec une combinaison appropriée d'instruments du marché monétaire.

Le Groupe a appliqué des principes de fonds propres économiques pour s'assurer que les fonds propres sont maintenus à des niveaux de risque capables d'absorber des pertes inattendues résultant de tous les risques importants auxquels le Groupe s'est exposé. En termes de structure, les fonds propres de base (Tier1) sont maintenus à un niveau suffisant pour protéger tous les créanciers contre des pertes inattendues dans une limite de confiance statistique, en accord avec l'appétit du risque du Groupe. Les ratios internes d'adéquation entre les fonds propres et les risques sont plus élevés que les minimums exigés par les réglementations.

L'adéquation interne des fonds propres et l'utilisation réglementaire des fonds propres sont contrôlées tous les jours par les dirigeants du groupe, utilisant la structure et les techniques de fonds propres économiques sur la base des directives de la banque centrale du Nigeria (CBN) pour des raisons de contrôle. Les informations exigées sont envoyées à la CBN tous les mois. Il est également demandé aux auditeurs du Groupe de rendre un certificat annuel comprenant le ratio de computation des fonds propres du Groupe à la Compagnie Nigériane d'Assurance des Dépôts (NDIC)

- (a) maintenir le niveau minimal en fonds propres réglementaires de 25 milliards de NGN et
- (b) maintenir un ratio de fonds propres réglementaires total sur actif pondéré égal ou supérieur au minimum

de 10 %. En plus, ces filiales bancaires individuelles ou d'autres établissements financiers qui n'ont pas été

créés au Nigéria sont directement réglementés et contrôlés par le régulateur bancaire local qui peut différer d'un pays à l'autre.

Les fonds propres réglementaires du Groupe tels qu'ils sont gérés par ses départements Contrôle des finances et du Trésor est sont divisés en deux catégories :

Les fonds propres de base (Tier 1) : capital social, bénéfices non répartis et réserves créées par des affectations de bénéfices non répartis.

La valeur comptable des écarts d'acquisition est déduite pour les fonds propres de base Tier 1, et

Les fonds propres complémentaires Tier 2 : actions préférentielles, participations minoritaires résultant de la consolidation, stock de la dette admissible, réserves de réévaluation d'immobilisation, réserves de réévaluation en devises étrangères, dispositions générales sous réserve du maximum de 1,25 % d'actifs à risque et obligations convertibles comme les instruments hybrides. Les investissements dans les filiales non consolidées et sociétés associées sont déduits des fonds propres de base et les fonds propres complémentaires pour atteindre la mesure d'adéquation en fonds propres réglementaires solo de la banque. Les actifs pondérés en fonction des risques sont mesurés au moyen d'une hiérarchie de cinq pondérations classées selon la nature - et qui reflète une estimation - du crédit, du marché et des autres risques associés à chaque élément d'actif et de contrepartie, en tenant compte de toutes les garanties ou des garanties éligibles. Un traitement similaire est adopté pour l'exposition hors bilan, avec quelques ajustements pour refléter la nature plus contingente des pertes potentielles.

Le tableau ci-dessous résume la composition des fonds propres réglementaires et des ratios du Groupe pour les exercices clos au 31 décembre. Durant ces deux années, les entités individuelles au sein du Groupe et le Groupe se sont conformés à toutes les exigences en fonds propres imposées à l'extérieur auxquels ils sont soumis.

Rapport sur la gestion des risques (suite)

	Group 2011 N'million	Group 2010 N'million
Tier 1		
Share capital	16,168	12,934
Shares Premium	108,255	111,489
Statutory reserve	21,483	21,483
SMIEIS reserve	2,635	2,635
Capital reserve	1,698	1,698
Retatined earnings	4,990	16,504
Less goodwill	(3,479)	(3,479)
Less: Unconsolidated subsidiaries and associates	(10,356)	(10,118)
Total qualifying Tier 1 capital	141,394	153,146
Tier 2		
Minority interest	3,572	2,897
Revaluation reserve-fixed assets	11,231	11,231
General prrovisions	6,029	-
Translation reserve	1.00	(1,445)
Corporate bonds	55,143	18,851
Total qualifying Tier 2 capital	75,976	31,534
Total qualifying capital	217,370	184,680
Risk- weighted assets		
On- balance sheet	925,724	940,822
Off- balance sheet	74,409	130,872
Total risk-weighted assets	1,000,133	1,071,694
Risk - weighted capital adequacy ratio (Tier 1 + Tier 2)	21.7%	17.2%
Risk - weighted capital adequacy ratio (Tier 1)	14.1%	14.3%

Rapport sur la gestion des risques (suite)

Risque de Crédit

Nous avons davantage mis l'accent sur nos filiales africaines, avec la nomination d'un Directeur de la Conformité dédié. Cela permettra d'améliorer la réactivité et d'accorder plus d'attention à leurs besoins divers. La politique de crédit et les documents de stratégie ont été révisés pour toutes les opérations du Groupe en ligne avec leurs circonstances distinctes. Il y a eu de nouvelles améliorations dans la capacité de notre SIG des risque de crédit, et cela a permis des renforcements de plus dans le contexte de nos ambitions quant au SIG de portefeuille.

Nous avons connu une amélioration de notre système de notation des risques suite à une mise à niveau du système de notation du risque par Moody's. En plus, nous avons entrepris un examen complet du processus

de crédit en ce qui concerne les systèmes de crédit, les processus, les politiques, les technologies de l'information et les ressources humaines en vue d'améliorer le service au client. Il devrait être achevé au deuxième trimestre 2012. Dans le cadre de cette initiative, un système de flux du processus de crédit est en cours de déploiement pour améliorer le processus d'approbation des crédits.

ÉVALUATION DES RISQUES DE CRÉDIT

Processus de Notation du Risque Général

UBA a adopté une approche bidimensionnelle pour évaluer le risque de crédit dans le Processus de Notation du Risque pour toutes les entités. Les principes de base de cette approche bidimensionnelle sont présentés ci-dessous :

NOTATION DU DEBITEUR	AAA	Risque Faible : Processus de Décision Rapide	Accent mis sur des Clauses Précises pour Noter la Solvabilité du Débiteur
	C	Accent mis sur la Valeur Garantie & la Force Exécutoire	Risque Elevé : Rejet, Sortie
		RISQUE FAIBLE	RISQUE ELEVE
		NOTATION DU RISQUE / DES FACILITES ACCORDEES	

Tous les débiteurs et toutes les facilités devraient se voir attribuer une cote de risque. Les débiteurs se verront attribué une Cote d'Évaluation du Risque lié à l'Emprunteur (ORR), tandis qu'une Cote de Risque des Facilités (FRR) sera attribuée aux facilités de crédit. Toutes les entités doivent avoir un Processus de Notation du Risque clairement défini et documenté pour établir ces notations de risque.

Cote de crédit des contreparties / débiteurs et par secteur

Pour mesurer le risque de crédit des prêts et avances à diverses contreparties, les Agents de Crédit / la Mesure des Risques doivent veiller à ce que les éléments suivants soient considérés :

- Le caractère et la capacité du débiteur à payer ou à respecter ses obligations contractuelles,

- Les expositions existantes des contreparties / du débiteur et ses évolutions probables
- Les antécédents de crédit de la contrepartie / du débiteur, et
- Le ratio de récupération probable, en cas de défaut de paiement des obligations - la valeur de la garantie et des autres moyens pour arriver à une solution.

Tous les Processus de Notation des Risques doivent être revus et validés périodiquement pour s'assurer de leur pertinence face aux réalités des entités. Au minimum, le Processus de Notation des Risques doit être approuvé de nouveau au moins une fois tous les trois ans, sauf si une révision plus fréquente est spécifiée comme une condition des approbations ci-dessus. La grille des Notations de Risque et leurs définitions sont mises en évidence ci-dessous :

Rapport sur la gestion des risques (suite)

Grille des Risques de UBA et Définitions

Description	Notations	Grille des Scores	Grille des Risques
Risque extrêmement faible	AAA	1,00 – 1,99	90 % - 100 %
Risque très faible	AA	2,00 – 2,99	80 % - 89 %
Risque faible	A	3,00 – 3,99	70 % - 79 %
Risque acceptable	BBB	4,00 – 4,99	60 % - 69 %
Risque modérément élevé	BB	5,00 – 5,99	50 % - 59 %
Risque élevé	B	6,00 – 6,99	40 % - 49 %
Risque très élevé	CCC	7,00 – 7,99	30 % - 39 %
Risque extrêmement élevé	CC	8,00 – 8,99	0 % - 29 %
Forte probabilité de défaut	C	9,00 – 9,99	
Défaut	D	Plus de 9,99	

Analyse des Actifs à Risque :

Les prêts et créances se résument comme suit :

Description	2011	2010
Performant	667 115	575 556
Sous Surveillance	21 004	40 921
Impayés	6 683	17 325
Douteux	6 217	7 768
Très douteux	-	378
Irrécouvrable	13 558	33 963
	714 577	675 911

Prêts performants mais en souffrance

Les prêts et créances en souffrance depuis moins de 90 jours sont considérés comme performants, à moins que d'autres informations soient disponibles et indiquent le contraire. Le montant brut de prêts et créances par catégorie de clients qui sont en souffrance mais performants est analysé comme suit :

Au 31 décembre 2011		Détail & consommation		Institutions	
	N' million	Entreprise N' million	PME N' million	Financières N' million	Total N' million
En souffrance depuis plus de 30 jours	257	9 929	836	111	11 133
En souffrance depuis 30-60 jours	100	3 858	203	0	4 161
En souffrance depuis 60-90 jours	323	3 119	134	2 134	5 710
	681	16 906	1 173	2 244	21 004

Au 31 décembre 2010		Détail & consommation		Institutions	
	N' million	Entreprise N' million	PME N' million	Financières N' million	Total N' million
En souffrance depuis plus de 30 jours	1 553	12 473	4	693	14 723
En souffrance depuis 30-60 jours	538	9 644	-	176	10 358
En souffrance depuis 60-90 jours	691	10 649	-	4 501	15 840
	2 782	32 766	4	5 370	40 921

Rapport sur la gestion des risques (suite)

Prêts non-performants par Industrie (million de NGN)

Secteur 2011	2010	
Agriculture	177	811
Services bancaires / financiers	290	3 133
Marché de capital	-	-
Crédit à la consommation	6 579	20 976
Education	356	201
Commerce Général	6 669	14 952
Gouvernement	17	577
Santé	175	80
Hôtellerie	354	373
Manufacture	5 618	10 370
Pétrole & gaz	183	1 858
Autres services	34	48
Energie	1 471	3 794
Immobilier & Construction	2 680	1 244
Télécommunication	830	100
Transport	1 025	917
	26 458	59 434

Prêts non-performants par zone géographique (million de NGN)

	2011	2010
Centre Nord	2 299	4 120
Nord Est	147	1 016
Nord Ouest	601	1 831
Sud Est	634	3 244
Sud	1 215	2 222
Sud Ouest	4 194	27 765
Reste de l'Afrique	17 368	19 236
	26,458	59,434

Prêts non-performants par Segment d'activités (million de NGN)

	2011	2010
Entreprise	9 238	13 943
Détail & Consommateur	6 043	22 214
Services bancaires/financiers	288	3 133
Commercial	10 872	19 068
Secteur public	17	1 076
	26,458	59,434

Exposure by industry (N' million)

	2011	2010
Agriculture	38,522	39,903
Education	4,166	2,864
Financial Institutions	100,461	64,111
Capital Market	0	10,687
General Commerce	66,328	47,057
Government	40,526	65,477
Health	2,412	784
Hospitality	2,882	3,084
Manufacturing	82,671	61,926
Oil & Gas	151,297	110,721
Consumer Credit	94,283	119,088
Power	8,789	5,048
Real Estate & Construction	14,233	46,934
Services	2,316	6,028
Telecommunications	66,113	54,037
Transportation	39,579	38,162
	714,577	675,911

Rapport sur la gestion des risques (suite)

Exposition par zone géographique (million de NGN)

	2011	2010
New York	26 202	11 756
Centre Nord	28 189	36 982
Nord Est	8 517	4 700
Nord Ouest	12 925	10 555
Sud Est	18 778	11 145
Sud	8 513	25 764
Sud Ouest	505 748	501 685
Reste de l'Afrique	105 704	73 324
	714,577	675,911

Exposition par Segment d'activités (million de NGN)

	2011	2010
Entreprise	451 810	366 762
Détail & Consommation	91 202	123 544
Institutions Financières	66 829	74 910
Commercial	62 712	44 859
Secteur public	42 025	65 836
	714,577	675,911

GESTION DU RISQUE DE CREDIT

Pour faire face aux risques associés à la stratégie d'expansion panafricaine du Groupe, des investissements ont été effectués pour améliorer le cadre de gestion des risques transfrontaliers du Groupe. En particulier, les fonctions de gestion des risques internes au pays ont été définies et améliorées. L'étendue des fonctions de risque central a été élargie pour assurer une surveillance efficace des profils de risque des filiales africaines.

Risque de marché

Avec la révision à la baisse de nos activités en fonds propres en 2009, nous avons été confrontés à 2 risques de marché clés en 2011, à savoir le Risque de Change des Devises Etrangères et le Risque associé au Taux d'Intérêt. Comme le Groupe est aujourd'hui présent dans 18 pays à travers l'Afrique, des expositions supplémentaires ont vu le jour dans les différents pays où nous entretenons des positions de marché. Nous avons donc des risques de change pour un certain nombre de devises africains exotiques ainsi que des risques de taux d'intérêt dans ces mêmes économies.

Les initiatives clés de risque du marché pour l'exercice comprennent l'implémentation en cours et le renforcement de mesures du risque du marché sophistiquées et d'outils de reporting, et se concentrer sur les filiales africaines avec une nouvelle structure de reporting mise en place pour les filiales africaines. Le processus de planification de scénario continue d'être

rigoureusement contrôlé par la direction.

UBA a introduit le modèle de mesure de risque Valeur à Risque ou VaR dès 2007, et est actuellement en train d'affiner les modèles actuels pour répondre aux normes de Bâle II. La Valeur à Risque mesure la pire perte attendue sur un intervalle de temps donné dans des conditions normales de marché à un niveau de confiance donné. Il s'agit d'une mesure de sous-estimation du risque prouvant que UBA a été en mesure de s'établir dans une économie en développement en raison de la capacité de la banque à générer suffisamment de données historiques et des séries chronologiques afin de produire des résultats significatifs pour l'analyse des risques.

Risque de liquidité

Dans la poursuite de notre stratégie de ces dernières années, UBA met fortement l'accent sur le risque de gestion des liquidités en 2011, qui se reflète dans le niveau de nos liquidités au sein du Groupe, en particulier pour le Nigéria où une politique d'austérité monétaire a entraîné des besoins de liquidités plus élevés et une augmentation de 800 % du Ratio de Réserve de Trésorerie (de 1 % à 8 %) entre janvier et octobre.

La réserve moyenne introduite au début de 2011 a été suspendue au début du quatrième trimestre, et a permis que la politique budgétaire expansionniste ne se traduise pas par des pressions inflationnistes vers la fin de l'année. Suite à d'autres mesures prises par la Banque Centrale du Nigéria (BCN), le ratio de liquidité statutaire a été augmenté, avec effet au 1er mars 2011 de 25 % à

Rapport sur la gestion des risques (suite)

30 %. La conformité de ces mesures pose un problème minimal pour UBA étant donné que nous avons maintenu un ratio de liquidité moyen supérieur à 50 % tout au long de l'année, consistant en une combinaison de liquidités, des placements interbancaires, des Bons du Trésor et d'Obligations d'État (y compris des Obligations AMCON pouvant être considérés comme des actifs liquides). Notre perspective pour 2012 est que la politique monétaire et budgétaire sera stable et qu'il y aura une augmentation de la dette intérieure pour financer le déficit budgétaire. La dette souveraine devrait atteindre 6 trillions de NGN sur le marché intérieur d'ici la fin de l'année 2012.

Nous nous attendons à bénéficier à court terme de la courbe de la hausse des rendements des bons du Trésor

et projetons des rendements moyens à deux chiffres sur notre portefeuille d'actifs liquides. Nous allons poursuivre notre gestion proactive du risque de liquidité avec les outils utilisés en 2011, en veillant à nous conformer aux limites d'écart de liquidité fixées et à l'amélioration continue de nos cycles de flux de trésorerie.

Pour nous assurer que nous ne sommes pas affectés dans des périodes de tension, nous continuerons d'examiner nos Processus de Planification de Financement d'Éventualités et de tester régulièrement les scénarios de tension les plus graves à travers les pays au sein du Groupe. De même, nous allons poursuivre l'implémentation et le déploiement de mesures de liquidité dynamiques (comme les prévisions de flux de trésorerie) et de tests de simulation de crise de liquidité.

Profil d'échéance des Actifs et Passifs

	0 - 30 jours (N' million)	1 - 3 mois (N' million)	4 - 6 mois (N' million)	7 - 12 mois (N' million)	Plus d'1 an (N' million)	Total (N' million)
Actifs						
Caisses/avoirs dans banques centrales	178 295	-	-	-	-	178 295
Bons du Trésor	9 497	54 195,73	54 999	56 833	-	175 525
Créances sur autres banques	251 514	-	-	-	-	251 514
Prêts et créances aux clients	252 430	138 211	20 651	52 493	225 840	689 625
Valeurs mobilières de placement	11 400	4 486	23 903	6 769	479 417	525 975
Investissement dans un associé & joint venture	-	-	-	-	10 356	10 356
Actifs incorporels	-	-	-	-	9 658	9 658
Actifs d'impôt différé	-	-	-	10 025	15 037	25 062
Autres actifs	1 453	2 489	1 873	5 713	12 404	23 931
Immobilisation corporelle	-	-	-	-	52 852	52 852
Total Actifs	704,590	199,382	101,426	131,832	805,564	1,942,793
Passifs						
Dépôts des clients	1 132 438	239 137	54 843	18 570	-	1 444 988
Engagements auprès d'autres banques	17 201	-	-	-	-	17 201
Passif sur contrat d'investissement	24 358	12 666	2 457	2 356	159	41 996
Autres emprunts	-	-	-	-	192 123	192 123
Impôt exigible	-	-	2 005	-	0	2 005
Autres passifs	50 206	13 019	1 389	9 142	-	73 756
Passifs d'impôt différé	-	-	-	26	-	26
Obligations d'avantages sociaux	665	-	-	-	-	665
Capitaux propres	-	-	-	-	170 033	170 033
Total Passifs	1,224,868	264,822	60,694	30,094	362,316	1,942,793
Éventualités	37 526	56 172	109 855	120 691	628 555	952 798
Écarts	(520,278)	(65,440)	40,732	101,738	443,248	(0)
Écart Cumulé	(520,278)	(585,718)	(544,986)	(443,248)	0	(0)

GESTION DU RISQUE DE CONFORMITÉ

UBA a entrepris d'utiliser Actimize, une solution logicielle sophistiquée pour les entreprises pour la lutte contre le blanchiment d'argent (AML), la conformité aux usages de courtage et la prévention des fraudes. Bâtie sur une plateforme analytique extensible et évolutive, les solutions Actimize permettent aux institutions financières d'accroître leur compréhension du comportement des clients en temps réel et d'améliorer la performance de conformité et de gestion des risques. Les composants de l'application AML qui consistent en un module de Filtrage des Listes de Surveillance et de Contrôle d'Activité Suspecte ont été implémentés.

En plus, la Division a achevé l'automatisation du processus d'information sur le client (KYC - Know Your Customer). D'autres initiatives comprennent environ 90 % de réalisation des téléchargements du Réseau de Renseignements Fiscaux, l'utilisation du Bureau d'Affaires pour vérifier le niveau de conformité en ce qui concerne les Déclarations des Opérations en Espèces (DOE) et un processus renforcé d'ouverture de compte pour améliorer l'alignement avec les exigences du bureau de crédit. Le cadre pour le suivi des nouvelles limites réglementaires de trésorerie a également été mis en place.

Risque lié aux TI

UBA a déployé Entrust, une application d'authentification à deux facteurs et implémenté une application en ligne robuste et un réseau de solution de sécurité tel qu'Imperva et ArcSight afin d'assurer respectivement la sécurité des applications critiques/Internet et les infrastructures réseau globale du Groupe.

En plus, des composants clés de l'outil Actimize sont également utilisés pour contrôler les risques tels que le module de Prévention des Fraudes en Entreprise (Distributeur Automatique et Carte Bleue, paiement Électronique et fraude exercée par un Employé).

Risque Opérationnel

La Banque a commencé à adopter une méthodologie

d'auto-évaluation des dispositifs de contrôle et du risque pour la gestion du risque opérationnel au cours de l'exercice. Cette approche est amorcée pour mener aux objectifs suivants :

- Quantifier les expositions au risque opérationnel et classer les expositions au risque opérationnel comme Forte, Moyenne ou Faible pour conduire l'implémentation de plans d'actions correctives,
- Comprendre les profils de risque dans toutes les entités et les activités associées au sein du Groupe
- **Évaluer** les **forces** et les **faiblesses** dans l'environnement de contrôle du risque opérationnel
- Accorder la priorité aux mesures de gestion pour les zones à haut risque
- Déterminer la conformité avec les politiques, les procédures et les règlements

MISE EN APPLICATION DU BASEL II & III

UBA s'est engagée à mettre en application les principes soulignés dans l'accord de Bâle II & III. Elle a investi de manière significative son temps et ses ressources pour assurer une étude d'évaluation de l'écart initial et de l'état de préparation, a effectué une révision du diagnostic des systèmes de risques et des données, a préparé une « étude de l'impact du capital » pour accompagner de façon efficace les engagements futurs et les ressources en conformité totale avec les approches exigées par la BCN.

Les engagements significatifs du Conseil d'administration et de la Direction ont été manifestement démontrés et la Banque a l'intention de s'aligner pleinement sur les délais définis par la Banque Centrale du Nigéria et par les organismes de réglementation dans d'autres juridictions dans lesquelles elle opère.

Informations-clés pour les investisseurs

UBA est l'un des plus grands groupes de services financiers au Nigéria. Ses actions sont cotées à la Bourse du Nigéria (NSE) depuis 1970. Le nombre actuel d'actions de la banque en circulation s'élève à 32 334 millions avec un volume d'échange quotidien moyen de 30 millions. Un résumé de ses données clés sur les actions est indiqué ci-dessous.

Données sur les actions au dernier jour de bourse en 2011

Symbole boursier (NSE)	UBA
Symbole Bloomberg	UBA NL
Cours de l'action (NGN)	2,59
Actions en circulation (million)	32 334
Capitalisation boursière (milliards de NGN)	83 745
Capitalisation boursière (million USD)	536,14
Volume d'échange moyen sur 12 mois (million)	30
Cours élevé de l'action sur 52 semaines (NGN)	11,70
Cours bas de l'action sur 52 semaines (NGN)	2,42

Capital social (Autorisé et totalement libéré)

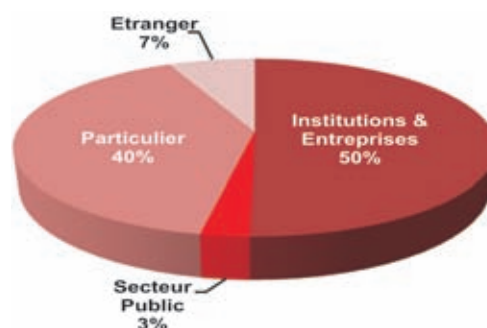
Le capital social autorisé de la banque au 31 décembre 2011 s'élevait à 22,5 milliards de NGN dont 45 milliards d'actions de 50 kobo chacune. De ce montant, 32 334 693 692 actions ont été émises et entièrement libérées et sont cotées à la Bourse du Nigéria pour négociation.

Actionnaires

À la fin de l'année 2011, les actions d'UBA étaient détenues par un total de 281 987 actionnaires, comme indiqué dans l'analyse ci-dessous

Actionnariat	Nombre d'actions détenues	% d'actionnariat total	Nombre d'actionnaires	% d'actionnaires total
1 - 1000	10 937 351	0,03 %	21 610	7,66 %
1001 - 5000	306 621 555	0,95 %	123 647	43,85 %
5001 - 10000	333 765 223	1,03 %	49 274	17,47 %
10001 - 50000	1 305 788 020	4,04 %	62 357	22,11 %
50001 - 100000	840 058 579	2,60 %	12 597	4,47 %
100001 - 500000	1 964 482 695	6,08 %	9 866	3,50 %
500001 - 1000000	883 513 579	2,73 %	1 300	0,46 %
1000001 & et plus	26 689 526 690	82,54 %	1 336	0,47 %
Total	Total	100.00%	281,987	100.00%

Shareholding structure



Informations-clés pour les investisseurs (suite)

Les 10 premiers actionnaires au 31 décembre 2011

Actionnaire	Actionnariat	% détenu
Stanbic Nominees Nigeria Ltd (SNNL)	3,259,110,175	10,1 %
UBA Staff Investment Trust Scheme	2,599,498,866	8,0 %
Consolidated Trust Funds Limited	1,519,187,778	4,7 %
The Bank of New York Mellon	1,445,800,432	4,5 %
STH Limited	850,125,000	2,6 %
Heirs Holdings Limited	743,336,062	2,3 %
Poshville Investments Limited	585,479,763	1,8 %
International Finance Corporation - Trading	580,781,250	1,8 %
African Development Bank	507,415,173	1,6 %
BGL Securities Limited/MM	497,045,462	1,5 %
Totals	12,587,779,961	38.9%

Historique de capitalisation sur les dix dernières années

Date	Authorised(N)	Actions émises et totalement libéré (N)	Considération
3 août 2000	1,000,000,000	850,000 000	Actions gratuites (7:10)
3 août 2002	2,000,000,000	1,275,000,000	Actions gratuites (1:2)
30 sept. 2004	6,000,000,000	1,530,000,000	Actions gratuites (1:5)
1er août 2005	6,000,000,000	3,530,000,000	Fusion avec STB
22 février 2007	6,000,000,000	4,236,000,000	Actions gratuites (1:5)
4 mai 2007	6,000,000,000	4,290,214,285,5	Conversion d'un prêt étranger
25 sept. 2007	6,000,000,000	5,645,139,990	Espèces [droits&offre publique]
18 janvier 2008	7,500,000,000	5,645,139,990	-
18 juin 2008	12,500,000,000	8,622,584,985	Actions gratuites (1:2) (interm.)
5 janvier 2009	12,500,000,000	10,778,231,231	Actions gratuites (1:4) (final)
2 oct. 2009	17,500,000,000	10,778,231,231	-
13 mai 2010	17,500,000,000	12,933,877,477	Actions gratuites (1:5) (final)
13 mai 2011	17,500,000,000	16,167,346,850	Actions gratuites (1:4) (final)

Historique des Dividendes sur les dix dernières années

Div No.	Clôture au	Date Déclarée	Montant Total (million NGN)	Dividende par action (NGN)	% de Capital émis
49	31 mars 2001	2 août 2001	425	0.25	60%
49	31 mars 2002	1er août 2002	510	0.30	60%
50	31 mars 2003	8 août 2003	1,148	0.45	90%
51	31 mars 2004	30 sept. 2004	1,530	0.60	120%
52	31 mars 2005	22 juillet 2005	1,836	0.60	120%
53	30 sept. 2006	31 janvier 2007	7,060	1.00	200%
54	30 sept. 2007	18 janvier 2007	13,796	1.20	244%
55	30 sept. 2008	18 juin 2008	2,874	0.25	51%
56	30 sept. 2008	8 janvier 2009	12,934	0.75	150%
57	31 déc. 2009	13 mai 2010	2,113	0.10	20%
58	31 déc. 2010	13 mai 2011	1,293	0.05	10%

Informations-clés pour les investisseurs (suite)

Enregistrement des dividendes non réclamés au 31 décembre 2011

Année du dividende	Nombre d'années	Montant déclaré	Montant réclamé jusqu'à présent	Non-réclamé & retourné à la société	Versés sur la période actuelle
1994	17	27,000,000.00	26,398,761.02	601,238.98	850.2
1995	16	68,200,000.00	67,562,054.01	637,945.99	430,994.03
1996	15	200,000,000.00	199,726,170.44	273,829.56	0
1997	14	32,400,000.00	31,365,013.08	1,034,986.92	5,630.00
1998	13	272,100,000.00	271,555,696.03	544,303.97	60,031.80
1999	12	580,000,000.00	579,579,446.60	420,553.40	119,745.76
2000	11	770,950,000.00	770,904,748.75	45,251.25	7,530.20
2001	10	382,500,000.00	381,601,299.74	898,700.26	86,582.69
2002	9	462,570,000.00	462,568,451.60	1,548.40	178,065.14
2003	8	1,040,782,500.00	1,040,767,299.78	15,200.22	16,442.55
2004	7	1,387,710,000.00	1,385,804,889.80	1,905,110.20	23,919.66
2005	6	1,665,252,000.00	1,665,111,749.67	140,250.33	27,113.66
2007	4	6,986,560,000.00	6,976,279,394.00	10,280,606.00	1,213,103.01
2008	3	13,796,000,000.00	27,525,523,587.90	32,625,680.10	1,275,242.91
2008	3	2,874,194,995.00	2,859,686,930.75	14,508,064.25	1,120,230.22
2009	2	12,933,877,477.50	12,893,876,972.50	40,000,505.02	1,007,303.02
2010	1	2,155,646,246.20	1,954,639,236.18	201,007,010.02	22,003,010.08
2011	0.6	1,293,387,748.00	1,112,400,373.49	180,987,374.51	528,857,643.58

Résumé des notations de crédit

Au 31 décembre 2011	Fitch	GCR	Agusto
Notation à court terme	B	-	A+
Notation à long terme	B+	BB-	-
Notation précédente	Inchangée	Inchangée	Inchangée
Perspective	Stable	-	-

Calendrier financier 2012

1er avril 2012	Publication de l'annonce de l'assemblée générale annuelle
Mi-avril 2012	Résultat de l'exercice 2011 et du 1er trimestre 2012 communiqué à la Bourse Nigériane (NSE)
Mi-avril 2012	Séance d'information des Investisseurs / Analystes quant au résultat de l'exercice 2011 et du 1er trimestre 2012
Mi-mai 2012	Tenue de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2011
Mi-juillet 2012	Résultat du semestre 2012 communiqué à la Bourse Nigériane (NSE)
Fin juillet 2012	Séance d'information des Investisseurs / Analystes quant au résultat du semestre 2011
Mi-octobre 2012	Résultat des neufs premiers mois de 2012 communiqué à la Bourse Nigériane (NSE)
Fin octobre 2012	Séance d'information des Investisseurs / Analystes quant au résultat des neufs premiers mois de 2012
Mi-mars 2013	Résultat de l'exercice 2012 communiqué à la Bourse Nigériane (NSE)

Informations-clés pour les investisseurs (suite)

Informations aux actionnaires sur Internet

La banque maintient une section relations avec les investisseurs sur son site Internet (www.ubagroup.com/ir), ce qui permet d'accéder à des données sur le cours de l'action, les biographies des directeurs et administrateurs, des copies de rapports annuels, des présentations sur les rapports provisoires, des rapports de notation de crédit et autres informations utiles pour un investisseur.

Nous contacter :

Pour tout renseignement concernant l'actionnariat, les mises à jour commerciales et financières, veuillez contacter notre bureau chargé des relations avec les investisseurs comme suit :

Kayode Fadahunsi

Directeur des Relations avec les Investisseurs
UBA House (13ème étage)
57, Marina Lagos
Tél : +234 1 2808 349
E-mail : kayode.fadahunsi@ubagroup.com

Bili Odum

Secrétaire Général du Groupe
UBA House (18ème étage)
57, Marina Lagos
Tél : +234 1 2807 012
E-mail : bili.odum@ubagroup.com

Vous pouvez également visiter la section relations avec les investisseurs sur notre site Internet pour plus d'informations
: www.ubagroup.com/ir

Information sur le Groupe

SIEGE

UBA House
57 Marina
Lagos, Nigéria

IMMATRICULATION

RC No: 2457

SECRETAIRE GENERAL

Bili Odum

AUDITEURS

Price Waterhouse Coopers
Plot 252E Muri Okunola
Street, Victoria Island,
Lagos, Nigeria

BUREAU D'ENREGISTREMENT

Africa Prudential Registrars Plc.
220B, Ikorodu Road,
Palmgrove Lagos, Nigeria
Tel: +234-1- 893150, 1-7450427,
1-8401153
email: info@africaprudentialregistrars.com,
Web: www.africaprudentialregistrars.com

AGENCES UBA	ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	N° DE TELEPHONE
UBA Stockbrokers Limited	UBA House 12th Floor, 57 Marina Lagos, Nigeria	Phone +234-1- 2808919 www.ubastockbrokersltd.com
UBA Metropolitan Life Insurance	UBA House 4th Floor, 57 Marina Lagos, Nigeria	Phone+234 (01) 9068800 – (01) 9068805 Fax: +234 (01) 9068811 www.ubametropolitan.com
UBA Pensions Custodian	30 Adeola Hopewell Street Victoria Island Lagos, Nigeria	Phone +234-1-271- 8000-4 Fax +234-1-271-8009 www.ubapensions.com
UBA Capital	UBA House 6th Floor, 57 Marina Lagos, Nigeria	Phone +234-1- 2800066 Fax +234-1- www.ubaglobalmarkets.com
UBA Capital (Europe)	3rd floor, 2-4 King Street London SW1Y 6QL United Kingdom	Phone +44- 20 7766 4606 Fax +44- 20 7766 4601 www.ubacapital.com
UBA Asset Management	UBA House 12th Floor, 57 Marina Lagos, Nigeria	Phone +234-1- 280-7822 www.ubaassetmanagement.com
UBA Trustees	UBA House 12th floor, 57 Marina Lagos, Nigeria	Phone +234-1- 2808603

UBA	ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	N° DE TELEPHONE
Ghana	Heritage Towers Near Cedi House Ambassadorial Enclave Off Liberia Road, West Ridge Accra, Ghana	+233 21 683526-30; +233 21 672727; 683509-12; 689444;
Liberia	Bushrod Island Freeport of Monrovia Monrovia	+231 77448000 / 6448000/ 5448000
Sierra Leone	15 Charlotte Street, Freetown, Sierra Leone	+232-22-225508, +232-22-227990
Cote d'Ivoire	Abidjan Plateau Boulevard Botreau-Roussel Immeuble Kharrat 2è Etage, 17 BP 808 Abidjan 17	+225-20-312221-2; 312225; +225-07464092
Burkina Faso	Banque Internationale du Burkina (BIB) 1340 Avenue Dimdolobsom 01 BP 362 Ouagadougou	+226 50 49 33 29 226 50 49 33 06 226 50 49 33 02
Cameroun	Boulevard De la Liberté, 2088 Douala, Cameroon	+237-33-433638; 433707 +237-33-433636; 334-336-38
République du Bénin	Continental Bank du Benin (CBB) Boulevard Inter-Etrat Carrefour des Irois Banques Avenue Pape Jean-Paul II Cotonou	+229 21 31 24 24 +229 21 31 20 35
Uganda	Spear House, 22A Jinja Rd, P.O Box 7396, Kampala Uganda.	+256 417 715102 +256 417 715138
Senegal	Zone 12, Lot D, Route des Almadies Dakar, Senegal	+221 33 820 34 46 +221 33 859 51 12 +221 33 859 51 40
Kenya	13th floor, Landmark Plaza Arwings Khodek Road, Opposite Nairobi Hospital, Nairobi	+254-20-3673686/87 +254-20 361 2000 +254-30 361 2007
TChad	UBA Tchad Avenue Charles de Gaulle Po Box 1148 N'djamena Tchad	+235 252 19 53 +235 252 19 54
Tanzanie	30C/30D Nyerere Road, Dar Es Salaam Tanzania	+255 222 86 3459 +255 222 86 3452-3
Gabon	282 Avenue Marquis de Compiegne. B.P. 12035, Libreville Gabon	+241 014 0624 +241 0572 9898
Zambia	Stand 22768, Thabo Mbeki Road Lusaka, Zambia	+260 211 255 951-3
Guinée Conakry	BP: 1198 Conakry Rue chateau d'eau , Marché Niger - Kaloum	+224-65800800
Mozambique	UBA Moçambique, SA Praça 16 Junho-Malanga-Maputo Moçambique	+ 258-848623703
Congo DRC	1853 Avenue de la liberation Kinshasa Gombe, DR Congo	+243992006651
Congo Brazzaville	Rond Point City Centre Parcelle 37 Avenue William guynet Centre ville, Brazzaville	+242053644635 +242069236098

**FICHE D'INSCRIPTION ELECTRONIQUE POUR LA SOUSCRIPTION D'ACTIONS**

(*= Champs obligatoires)

1. NOM / SOCIETE*																														
2. PRENOM*											3. AUTRES NOMS																			
4. NOM MARITAL																														
5. NOM DE JEUNE FILLE DE VOTRE MERE																														
6. COURRIEL*																														
7. AUTRE COURRIEL																														
8. N° DE TELEPHONE PORTABLE											9. N° DE TELEPHONE (DOMICILE)																			
10. ADRESSE POSTALE																														
11. GENRE : HOMME ☐ FEMME ☐											12. N° DE CHAMBRE DE COMPENSATION CSCS*																			
13. PROFESSION											14. NATIONALITE																			
15. PROCHE PARENT																														
16. QUESTIONS SECRETES (en choisir une)*																														
i. NOM DE VOTRE PERE																														
ii. LIEU DE NAISSANCE																														

DECLARATION

« Je déclare que les informations que j'ai fournies sont vraies et exactes. »

Signature : _____

Pour les comptes joints / d'entreprises uniquement

CLAUDE NON-RESPONSABILITE

«Africa Prudential Registrars ne pourra en aucun cas être tenue responsable des dommages, pertes ou passifs, y compris mais sans s'y limiter, les dommages directs ou indirects, spéciaux, dérivés ou accidentels, les dommages consécutifs indirects, pertes ou passifs, découlant de l'utilisation que vous avez faite de cette fiche ou de votre incapacité à utiliser les informations, les documents, ou en relation avec tout échec, erreur, omission, défaut, retard dans le fonctionnement ou la transmission, ou dû à l'échec du système, même si vous nous avez avertis de la possibilité de tels dommages, pertes de dépenses, expresses ou implicites à l'égard d'une telle information.

LAGOS
220B, Ikorodu Road,
Palmgrove
Tel: Tel: 01-893150, 01-7450427, 01-8401153
Email: info@aficapprudentialregistrars.com
Website: www.aficapprudentialregistrars.com

ABUJA
11, Lafia Close,
Area 8,
Garki
Tel: 09-8701645, 09-2348562

PORT-HARCOURT
Plot 137, Olu Obasanjo Road,
(2nd Floor)
Tel: 08-4803171



A l'attn. du :
Bureau d'Enregistrement,
Africa Prudential Registrars Pic
220B, Ikorodu Road,
Palmgrove,
Lagos

FICHE ELECTRONIQUE D'ATTRIBUTION D'ACTIONS

J/ Je/Nous demandons par la présente que désormais toutes mes / nos actions (Gratuites, Émises de Droit, Offre Publique et Actions Reconstituées) qui me / nous sont dues en raison de ma / notre part détenue dans les sociétés cochées ci-dessous soient créditées directement à mon / notre compte CSCS conformément aux détails fournis ci-dessous.

(* = Champs obligatoires)

NOM DE L'ACTIONNAIRE*

Nom

Prénom

Autre nom

N° DE TELEPHONE PORTABLE*

COURRIEL*

N° DE CHAMBRE DE COMPENSATION CSCS* :

Signature* :

Signature

du Co-actionnaire : 2

Dans le cas d'une société,

Signatures autorisées : 1.

2.

L'actionnaire
doit apposer
un timbre fiscal de
50:00 NGN
et y signer

Tampon de la société :

Les informations concernant votre N° de Chambre de Compensation CSCS et numéro de téléphone portable sont nécessaires pour que nous puissions procéder à l'attribution.

NOM DU COURTIER* :

.....

ADRESSE DU COURTIER* :

.....

Signature autorisée et tampon de la société de courtage

Veuillez cocher la / les société(s)
où vous détenez des parts

CLIENTELE

1. ABBEY BUILDING SOCIETY PLC ☐
2. A & g INSURANCE PLC ☐
3. ALUMACO PLC ☐
4. ARM PROPERTIES PLC ☐
5. BECO PETROLEUM PRODUCT LTD ☐
6. CAPP AND D'ALBERTO PLC ☐
7. CEMENT COY OF NORTHERN NIG. ☐
8. CHAMPION BREWERIES PLC ☐
9. COMPUTER WAREHOUSE ☐
10. CRYSTALIFE ASSUARANCECOY PLC ☐
11. DORMAN LONG ☐
12. GOLDEN SECURITIES PLC ☐
13. INTERNATIONAL BREWERIES PLC ☐
14. INVESTMENT & ALLIED ASSURANCE ☐
15. JAIZ INTERNATIONAL PLC ☐
16. NEM INSURANCE PLC ☐
17. PERSONAL TRUST & SAVINGS LTD ☐
18. P.S MANDRIES PLC ☐
19. POLY PRODUCT ☐
20. PORTLAND PAINTS & PRODUCTS ☐
21. PREMIER BREWERIES PLC ☐
22. RESORT SAVINGS & LOANS LTD ☐
23. ROADS NIGERIA PLC ☐
24. SCOA NIGERIA PLC ☐
25. UBA BALANCE FUND ☐
26. UBA BOND FUND ☐
27. UBA EQUITY FUND ☐
28. UBA MONEY MARKET ☐
29. UNITED BANK FOR AFRICA PLC ☐
30. UTC NIGERIA PLC ☐
31. WEST AFRICAN GLASS IND PLC ☐
32. TRANSCORP PLC ☐

Autre(s), précisez

.....

- Veuillez joindre une copie de votre déclaration CSCS à cette fiche comme preuve qu'un compte CSCS est bien ouvert à votre nom.
- Pour toute autre demande, veuillez nous contacter par courriel à : info@aficaprudentialregistrars.com

LAGOS
220B, Ikorodu Road,
Palmgrove
Tel: Tel: 01-893150, 01-7450427, 01-8401153
Email: info@aficaprudentialregistrars.com
Website: www.aficaprudentialregistrars.com

ABUJA
11, Lafia Close,
Area 8,
Garki
Tel: 09-8701645, 09-2348562

PORT-HARCOURT
Plot 137, Olu Obasanjo Road,
(2nd Floor)
Tel: 08-4803171



FICHE ELECTRONIQUE DE PAIEMENT / REMBOURSEMENT DE DIVIDENDE

Cher Actionnaire,

C'est avec plaisir que nous vous annonçons notre nouveau service de paiement de dividende par voie électronique qui permet de créditer directement votre (vos) dividende(s) [paiements de nouveaux dividendes, certificats de dividendes perdus/égarés/vicié/non réclamés] sur votre compte bancaire sans tenir compte du type de banque ou de compte, à savoir un Compte courant / Compte d'épargne.

Si vous préférez utiliser ce service, veuillez compléter les champs ci-dessous et nous retourner cette fiche.

Veuillez fournir le / les nom(s) que vous avez utilisé(s) pour détenir vos actions et signer votre Fiche de Transfert ou de Demande.

Merci.

A l'attn. du Directeur Général / Bureau d'Enregistrement

Africa Prudential Registrars Plc 220B,
Ikorodu Road, Palmgrove,
Lagos.

Société(s) dans laquelle l'action est détenue (veuillez cocher les cases correspondantes comme ceci ☒)

- | | |
|---|--|
| ☐ UBA Plc | ☐ Poly Product |
| ☐ UTC Nigeria Plc | ☐ West African Glass Industries Plc |
| ☐ SCOA Nigeria Plc | ☐ Cement Company of Northern Nig. Plc |
| ☐ NEM Insurance Plc | ☐ Cappa & D'Alberto Plc |
| ☐ Jaiz International Plc | ☐ Champion Breweries Plc |
| ☐ ALUMACO | ☐ International Breweries Plc |
| ☐ Resort Savings and Loans Plc | ☐ Roads Nigeria Plc |
| ☐ Transcorp Plc | ☐ ARM Properties Plc |
| ☐ Computer Warehouse | ☐ Portland Paints & Products |

☐ Autres (veuillez préciser dans les cases fournies à cet effet)

Par la présente, je/nous vous autorise/autorisons à créditer mon / notre compte cité ci-dessous de tout paiement(s) de dividendes dû, certificats de dividendes perdus/égarés/vicié/non réclamés, sur mon / notre actionnariat dans la / les société(s) mentionnée(s) précédemment, dont les détails sont indiqués ci-dessous à compter de cette date :

Nom de l'Actionnaire* : (Nom) (Autres noms)

N° de compte de l'Actionnaire (si vous le connaissez) :

Adresse* : N° de téléphone portable* :

N° de fax : Courriel* :

Nom de la Banque* Agence* :

N° de compte bancaire : Type de compte* :

En date du* (jour)/ (mois)/ 20 (année)

Tampon de la Banque & Signatures autorisées

Signatures du(des) Actionnaire(s)

Note:

Les informations fournies concernant le nom de votre banque, n° de compte bancaire, adresse de courrier électronique et n° de téléphone portable sont nécessaires pour nous permettre de traiter votre demande. Tous les champs contenant un astérisque (*) sont obligatoires.

Nous demandons aux actionnaires de la région Nord et Sud de bien vouloir contacter notre Bureau de Liaison de Port-Harcourt ou d'Abuja pour toutes les demandes de renseignements concernant nos sociétés clientes (voir leurs adresses ci-dessous).

LAGOS
220B, Ikorodu Road,
Palmgrove
Tel: 01-893150, 01-7450427, 01-8401153
Email: info@aficapprudentialregistrars.com
Website: www.aficapprudentialregistrars.com

ABUJA
11, Lafia Close,
Area 8,
Garki
Tel: 09-8701645, 09-2348562

PORT-HARCOURT
Plot 137, Olu Obasanjo Road,
(2nd Floor)
Tel: 08-4803171

Fiche de Procuration

United Bank for Africa Plc (2457)

Je / Nous _____
en tant que membre / membres de United Bank for Africa Plc,
par la présente, nomme**

(en majuscules svp)

ou à défaut, le Président de l'Assemblée comme mon/notre représentant
pour voter et agir en mon/notre nom à l'Assemblée Générale Annuelle de
la société qui aura lieu le vendredi 18 mai 2012 ou à toute
autre date.

En ce jour, _____ le _____ 2012

Signature de l'actionnaire _____

NOTE

Veuillez signer cette fiche de procuration et l'expédier par coursier ou par poste au
Bureau d'Enregistrement, United Bank for Africa Plc, Raymond House, 97/105 Broad
Street, PO Box 6492, Lagos, dans les 48 heures avant l'assemblée et vous assurer
que cette fiche de procuration est datée, signée et tamponnée par l'Officier des
Droits de Timbres. Une provision a été effectuée sur cette fiche pour que le
Président de l'Assemblée agisse

comme votre mandataire, mais si vous le voulez, vous pouvez insérer dans l'espace
vierge marqué de ** sur cette fiche, le nom de la personne qui assistera à
l'assemblée et votera de votre part au lieu du Président de l'assemblée.

Si l'actionnaire est une Entreprise, cette fiche de procuration doit être remplie sous
son sceau commun ou signée par un officier dûment autorisé ou un avocat.

Cette procuration est sollicitée au nom du Conseil d'Administration et doit être
utilisée à la 50ème Assemblée Générale Annuelle qui doit se tenir le vendredi 18
mai 2012.

Activités Ordinaires	Pour	Contre	Abstention
1. recevoir les comptes audités de l'exercice clos au 31 décembre 2011 ainsi que les rapports des Directeurs, Auditeurs et du Comité d'Audit			
2. réélire les Directeurs partis à la retraite			
3. autoriser les Directeurs à fixer la rémunération des Auditeurs			
4. élire les membres du Comité d'Audit			
Activités Spéciales			
5. « Que suite à la recommandation des Directeurs conformément à l'Article 115 des Statuts de la Banque, la somme de 323,346,936.50 de NGN soit mobilisée à partir des primes d'émission de la Banque et convertie en 546,693,873 actions ordinaires de 50 kobos chacune et attribuées aux membres dont les noms figurent dans le Registre des Membres en fin de journée ouvrable le 30 avril 2012, dans la proportion d'une (1) action nouvelle pour cinquante (50) actions enregistrées au nom de ce membre à cette date. Les actions ainsi distribuées étant considérées en tout état de cause comme capital-actions et non comme revenu, elles seront classées pari-passu avec les actions ordinaires de la Banque déjà existantes. »			

Veuillez indiquer en cochant la case appropriée avec un X la façon dont vous voulez que
vos votes soient effectués quant aux résolutions ci-dessus. Le cas échéant, le mandataire
votera ou s'abstiendra de voter comme il / elle l'entend.

CARTE D'ADMISSION

Avant de poster la fiche ci-dessus, veuillez détacher cette partie et présentez-la lors de l'admission à l'assemblée.

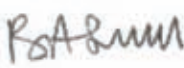
ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE United Bank for Africa Plc 2457

Veuillez accepter l'admission de l'actionnaire nommé sur cette carte ou son mandataire dûment nommé à l'Assemblée Générale Annuelle de la société, tenue au
Lagos Oriental Motel, 3 Lekki Road, Victoria Island, Etat de Lagos le vendredi 18 mai 2012.

Nom et adresse de l'Actionnaire _____

N° de compte _____

Bili A. Odum
Secrétaire Général


Signature

Cette carte doit être signée lors de sa
présentation au Bureau d'Enregistrement.

☐ Mandataire
☐ Actionnaire

Veuillez cocher la case correspondante avant l'admission à l'assemblée

BUREAU D'ENREGISTREMENT

Africa Prudential Registrars Plc.
220B, Ikorodu Road,
Palmgrove Lagos, Nigeria

Profitez du côté facile et pratique
des services bancaires en ligne ...

...avec U-Direct

Avec U-Direct, vous accédez à des transactions bancaires via Internet. U-Direct vous permet de récupérer vos soldes et relevés de comptes, d'effectuer des transferts de fonds instantanés, de payer vos factures (DSTV, PHCN, Swift, etc ...), d'acheter des crédits de téléphone portable (Postpaid, Prépayé), de payer des billets d'avion (Emirates, Aero, Lufthansa, Air Nigeria)

- Plus besoin de faire la queue
- Un système bancaire mobile, 24h/24 et 7j/7
- Pratique

Pour plus de renseignements, veuillez contacter UBA Customer Interaction Centre (CIC)

- Tél : +01-2808-UBA (01 2808 822), +234-700-CALL-UBA (0700 2255 822)
- cic@ubagroup.com
- UBA House, 57 Marina (6th Floor), P.O. Box 5551, Lagos

Suivez-nous sur



Africa

London

New York

Paris

